



GLOBEX

RAPPORT ANNUEL 2012

Table des matières

Message du président aux actionnaires	1
Rapport de gestion	3
Responsabilité des états financiers	31
Rapport de l'auditeur indépendant	32
États financiers consolidés	33
État consolidé du résultat net et du résultat global	33
Tableau consolidé des flux de trésorerie.....	34
État consolidé de la situation financière	35
États consolidés de la variation des capitaux propres	36
Notes aux états financiers consolidés	37
Annexe A	73
Renseignements sur la Compagnie	Annexe

Message du président aux actionnaires

Malgré un contexte économique extrêmement difficile et les défis posés par les marchés de capitaux, Globex a enregistré une progression, a procédé à l'acquisition de nouveaux actifs et à l'expansion de ses propriétés, a réalisé la scission partielle de Mines indépendantes Chibougamau inc. à ses actionnaires et a levé des fonds d'exploration importants. Malheureusement, les marchés financiers ne nous ont pas récompensés pour l'ensemble de nos accomplissements. Toutes ces réalisations n'auraient pas été possibles sans la contribution de nos administrateurs, employés, consultants, conseillers professionnels, entrepreneurs et fournisseurs. Je tiens également à remercier nos actionnaires pour leur soutien indéfectible et leur appréciation de nos efforts pendant ces temps particulièrement difficiles.

Nos objectifs pour 2012 étaient les suivants :

- Procéder à la scission partielle de l'ensemble de propriétés de Chibougamau pour les constituer en une société distincte cotée en bourse;
- Faire progresser le projet de talc-magnésite de Timmins vers l'étape de préfaisabilité; et
- Assurer la poursuite des activités courantes, y compris :
 - les ventes et les options de titres;
 - les programmes d'exploration ciblés; et
 - le repérage d'opportunités d'acquisition.

Le rapport de gestion connexe fournit de plus amples détails quant à notre progression en lien avec ces objectifs et les états financiers vérifiés fournissent les informations financières.

En 2012, nous avons assisté à la poursuite d'une tendance où un grand nombre d'investisseurs ont abandonné le secteur des sociétés minières juniors, tentant ainsi de compenser pour la volatilité et les risques du marché tout en se concentrant sur la réduction de leur niveau d'endettement. Cette tendance a exacerbé les défis que nous avons tous rencontrés en tentant de lever des capitaux ou de maintenir le cours de nos actions à un prix décent. Malgré des efforts considérables, nous n'avons pas pu atteindre nos objectifs de financement. Parce que d'autres juniors ont été incapables de compléter leurs financements en 2012, Globex a eu moins de nouveaux clients pour ses propriétés et plusieurs partenaires d'options importants ont été incapables de lever des fonds pour l'exploration ou la poursuite des paiements d'option. Cette année, les revenus d'options ont totalisé 786 388 \$, contre 3 262 610 \$ en 2011. Nous continuons de chercher des opportunités pour la vente ou la mise sous option de nos propriétés afin de générer des sommes en « argent liquide » et des dépenses d'exploration par des tiers.

Beaucoup de nos succès financiers, dont l'obtention d'un produit brut totalisant 6,2 M\$ principalement par l'intermédiaire de fonds accreditifs, ont servi à appuyer des programmes d'exploration ciblés visant à améliorer la valeur de nos actifs d'exploration. Une partie importante de ces fonds a été réservée pour compléter une campagne de forage de 7 000 mètres ainsi que des essais métallurgiques additionnels sur notre propriété de talc-magnésite tandis que nous progressons vers la réalisation d'une étude de préfaisabilité. Plus tôt cette année, nous avons publié une évaluation économique préliminaire indépendante indiquant que le projet présente une excellente viabilité économique potentielle. La campagne de forage est maintenant terminée et les résultats sont en cours d'analyse. Nous sommes encouragés par notre évaluation initiale des travaux de forage et des essais en laboratoire. Un financement supplémentaire sera nécessaire pour compléter l'étude de préfaisabilité.

Au cours de la deuxième moitié de l'année 2012, la direction, en collaboration avec ses conseillers professionnels, a obtenu l'approbation des actionnaires de Globex pour le transfert des actifs de Chibougamau et finalement l'inscription à la Bourse de croissance TSX d'une société distincte, Mines indépendantes Chibougamau inc., le 25 janvier 2013. Cette initiative a été conçue pour « libérer » la valeur des actifs de Chibougamau et permettre aux actionnaires de Globex de participer directement aux opportunités de croissance futures, car ces actifs dans les métaux de base et les métaux précieux ont déjà été explorés et progressent vers leur mise en valeur potentielle.

Sur le plan de l'exploration, 2012 fut encore une fois une année active avec des dépenses de 3,0 M\$, soit une réduction de 25 % comparativement aux 4,0 M\$ dépensés en 2011. Des activités ciblées et bien gérées se sont traduites par des résultats positifs sur un certain nombre de projets tels que les essais de teneurs et de largeurs aurifères significatives sur la copropriété Wood-Pandora (voir le communiqué de presse du 18 décembre 2012), la haute teneur en terres rares et d'autres éléments connexes sur notre projet Turner Falls détenu à 100 % ainsi que les intersections à haute teneur aurifère sur notre propriété Isaac's Harbour détenue à 100 %, pour n'en nommer que quelques-uns.

Dans notre planification prospective pour l'année 2013, nous avons reconnu les incertitudes économiques et les défis associés aux marchés; nous avons néanmoins réuni un important portefeuille de projets de qualité ainsi que les ressources financières et humaines nécessaires pour accroître la valeur de ces actifs et atteindre nos objectifs stratégiques pour 2013.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012

Le présent rapport de gestion (le « rapport ») vise à aider le lecteur à comprendre les résultats d'exploitation, la situation financière et le cadre commercial actuel d'Entreprises minières Globex inc. (« Globex », la « Compagnie » et « nous »). Le rapport, préparé en date du 15 mars 2013, devrait être lu conjointement avec les états financiers annuels consolidés et audités et les notes complémentaires y afférentes pour les deux exercices terminés le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2011.

Table des matières

Survol	3
Les priorités de Globex	4
Faits saillants de l'exercice	4
Énoncés prospectifs	5
Activités d'exploration et propriétés minières	5
Groupe minier de Chibougamau - Scission partielle d'actifs de Mines indépendantes Chibougamau inc.	6
Projet de talc-magnésite de Timmins	8
Projets au Québec	9
Projets au Nouveau-Brunswick.....	10
Personne qualifiée	11
Propriétés sous option.....	11
Résultats d'exploitation – Principales informations annuelles.....	14
Principaux résultats trimestriels	16
Analyse de la situation financière.....	19
Instruments financiers et gestion des risques	22
Hypothèses, jugements et estimations comptables critiques	25
Actions en circulation	26
Risques et incertitudes	28
Opérations entre apparentés	29
Contrôles et procédures de communication de l'information	29
Contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF)	29
Perspectives.....	30
Renseignements complémentaires	30
Approbation.....	30

Survol

Entreprises minières Globex inc. (« Globex ») est une société nord-américaine axée sur l'exploration, les redevances et la mise en valeur qui possède un portefeuille de plus de 110 titres miniers. Ces titres en sont à l'étape initiale ou intermédiaire de leur exploration et de leur mise en valeur et contiennent des **métaux de base** (cuivre, nickel, zinc, plomb), des **métaux précieux** (or, argent, platine, palladium, osmium et iridium), des **métaux et minéraux de spécialité** (manganèse, fer, molybdène, uranium, lithium, de même que terres rares et éléments associés) et des **minéraux industriels** (mica, apatite, de même que talc et magnésite). La Compagnie tire actuellement des redevances et des revenus provenant d'options sur des titres contenant de l'or, de l'argent, du cuivre et du zinc.

Les priorités de Globex

La Compagnie cherche à accroître la valeur pour ses actionnaires par l'acquisition et la mise en valeur de propriétés dans le but de leur mise en production commerciale éventuelle, en concluant des conventions d'option ou des coparticipations, ou en vendant les propriétés. La Compagnie se concentre actuellement sur un certain nombre d'objectifs spécifiques, dont :

- veiller à la gestion des titres de Mines indépendantes Chibougamau inc. au Québec;
- faire progresser le projet de talc-magnésite de Timmins jusqu'à l'étape de préfaisabilité;
- s'occuper de la poursuite des activités courantes, y compris :
 - les ventes et les options de titres;
 - les programmes d'exploration ciblés; et
 - le repérage d'opportunités d'acquisition.

Les conventions d'option constituent l'une des stratégies qu'utilise Globex pour gérer son important portefeuille minier. Ce modèle permet à la Compagnie de conserver des liquidités en générant des revenus réguliers et en assurant l'exploration des propriétés et le maintien d'une participation dans une mise en production éventuelle. Le terme « option », tel qu'il est utilisé dans le contexte des propriétés de Globex, s'entend comme suit : en échange d'un certain nombre de paiements annuels en trésorerie ou en actions, ou les deux, et d'un engagement budgétaire annuel de travaux sur la propriété, Globex accorde au titulaire de l'option le droit d'acquérir une participation dans la propriété à laquelle se rattache l'option.

En général, le titulaire de l'option doit respecter toutes les modalités de la convention avant de pouvoir acquérir les droits rattachés à l'option. Le contrat d'option est automatiquement résilié en cas de manquement à des paiements ou engagements annuels de travaux, ou les deux. En supposant que toutes les modalités de la convention d'option sont satisfaites, Globex pourra conserver une redevance brute de métaux (« RBM ») ou un autre intérêt passif dans la propriété. Les ventes pures et simples de biens peuvent aussi comprendre des paiements en espèces ou en actions, ou les deux, et une certaine forme de droits de redevance qui sont payables lorsque les projets atteignent l'étape de la production commerciale ou une autre étape clé ayant fait l'objet d'une négociation.

Les actions d'Entreprises minières Globex inc. sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole GMX, aux Bourses de Francfort, Munich, Stuttgart, Berlin et Xetra, en Europe, sous le symbole G1M, et sur l'OTCQX International aux États-Unis, sous le symbole GLBXF.

Faits saillants de l'exercice

- La Compagnie a déclaré un résultat net et un résultat global de 2 492 677 \$ (2011 – 358 768 \$), lequel comprend des gains de 6 103 061 \$ résultant d'une scission partielle d'actifs.
- Au moyen de placements privés, 4 722 677 actions accréditatives ordinaires ont été émises, générant un produit brut de 6 139 480 \$. De plus, 122 100 actions ordinaires ont été émises, générant un produit brut de 128 205 \$ et 325 000 options d'achat ont été exercées, générant 108 250 \$. Dans le cadre des placements privés, des frais d'émission d'actions de 457 802 \$ (2011 - 30 703 \$) ont été engagés.
- Au cours des troisième et quatrième trimestres, la direction a travaillé de pair avec ses conseillers professionnels afin d'obtenir l'approbation de ses actionnaires et de la Cour supérieure du Québec relativement au Plan d'arrangement (le « Plan ») relatif à la scission des titres miniers, des liquidités et des placements de Chibougamau vers Mines indépendantes Chibougamau inc. (« MIC »). En vertu du Plan qui est entré en vigueur le 29 décembre 2012, chaque actionnaire de Globex inscrit à la fermeture des bureaux le 28 décembre 2012 était en droit de recevoir une action ordinaire de MIC pour chacune des actions de Globex qu'il détenait. Afin de remplir les conditions d'inscription à la Bourse de croissance TSX, MIC a réalisé, le 31

décembre 2012, un placement privé qui a généré un produit brut de 2 617 800 \$ grâce à l'émission de 2 181 230 unités accréditatives au prix de 0,65 \$ l'unité et de 2 400 000 unités en espèces à un prix de 0,50 \$ l'unité. Les actions de MIC ont commencé à être transigées à la Bourse de croissance TSX le 25 janvier 2013, sous le symbole « CBG ».

- Les dépenses d'exploration pour l'exercice s'élèvent à 3 058 245 \$ (2011 - 4 004 265 \$) et la Compagnie avait des trésoreries réservées à l'exploration de 4 375 485 \$ (2011 - 910 972 \$) disponibles à la fin de l'exercice pour financer les dépenses d'exploration admissibles liées aux actions accréditatives.

Énoncés prospectifs

Certaines informations contenues dans le présent rapport de gestion, y compris l'information portant sur le rendement financier ou le rendement d'exploitation futur de la Compagnie et d'autres énoncés qui expriment les attentes ou les estimations de la direction sur le rendement de la Compagnie dans l'avenir, constituent des « énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs comportent des termes comme « prévoir », « avoir l'intention de », « projeter » et « estimer », et d'autres expressions semblables. Ces énoncés sont nécessairement fondés sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui, bien qu'elles soient considérées comme raisonnables par la direction, sont intrinsèquement assujetties aux incertitudes et aux éventualités qui touchent les entreprises, l'économie et la concurrence.

Le présent document peut contenir des énoncés prospectifs reflétant les attentes de la direction relativement à des événements à venir. Les résultats réels peuvent être différents des résultats prévus. La direction de la Compagnie n'assume aucune responsabilité relativement à la mise à jour ou à la révision de ces énoncés prospectifs pour rendre compte de nouvelles informations ou de nouveaux événements, sauf par obligation légale.

Activités d'exploration et propriétés minières

La Compagnie mène ses activités d'exploration conformément aux normes établies dans les « Exploration Best Practices Guidelines » (les lignes directrices sur les pratiques exemplaires d'exploration minérale) de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole (« ICM »). En vertu de ces normes, une « personne qualifiée » doit prévoir et gérer les programmes d'exploration et s'assurer que les programmes d'assurance et de contrôle de la qualité sont conformes aux normes établies dans la norme canadienne 43-101. Dans le cadre de tous les projets, un géologue détermine les intervalles à échantillonner de la carotte de sondage au diamant et la divise en deux par la suite. Une moitié de l'échantillon est analysée, dans le cas de l'or, par une pyroanalyse standard avec absorption atomique ou finition gravimétrique par un laboratoire d'essai commercial indépendant enregistré. L'autre moitié de l'échantillon de forage est conservée pour référence ultérieure. Les autres éléments sont analysés selon les pratiques acceptées dans l'industrie, soit pour déterminer les signatures géochimiques ou les teneurs commerciales.

Selon la norme canadienne 43-101, la perte d'un titre important entraînerait une baisse d'au moins 10 % du cours de l'action de la Compagnie. En ce moment, la direction est d'avis que la perte d'une seule propriété de Globex n'ayant pas déjà fait l'objet d'un rapport de la norme 43-101 n'aurait que peu ou pas d'effet sur le cours de l'action de la Compagnie.

Lorsque nous discuterons les calculs historiques des ressources de nos propriétés qui sont disponibles dans le domaine public, nous mentionnerons la source, l'auteur et la date et, au besoin, une mise en garde à l'effet que :

- une personne qualifiée n'a pas effectué suffisamment de travaux qui permettraient de classer les estimations historiques dans les ressources minérales ou les réserves minières actuelles;
- l'émetteur ne traite pas les estimations historiques comme des ressources minérales ou des réserves minières actuelles;
- les estimations historiques ne doivent pas être considérées comme fiables. De plus, la source et la date du calcul historique seront fournies.

Les dépenses d'exploration pour le présent exercice s'élèvent à 3 058 245 \$ (2011 - 4 004 265 \$), ce qui comprend des dépenses admissibles liées à des actions accréditatives s'élèvent à 2 674 968 \$ ainsi que des dépenses provenant de fonds non accréditifs s'élèvent à 383 277 \$. Au cours de l'exercice 2012, des dépenses d'exploration ont été engagées dans les grands projets, comme indiqué ci-après :

Région/Propriété/Canton	Dépenses d'exploration ¹	Pourcentage des dépenses totales
Ontario		
• Timmins, projet de talc-magnésite, Deloro	1 080 672 \$	35,3 %
• Autres projets	8 744	0,3 %
	1 089 416 \$	35,6 %
Québec		
• Lac Chibougamau (Lemoine, McKenzie, Roy et Obalski)	221 615	7,2 %
• Lac Hematite (Labrador, Qc)	148 951	4,9 %
• Lyndhurst (Destor)	155 991	5,1 %
• Tavernier-Tiblemont (Tavernier)	157 054	5,1 %
• Turner Falls, propriété de terres rares (Villedieu)	425 751	13,9 %
• Projet Wood-Pandora (Cadillac)	329 021	10,8 %
• Autres projets	323 861	10,6 %
• Exploration générale au Québec	171 119	5,6 %
	1 933 363 \$	63,2 %
Autres régions		
• Nouvelle-Écosse	15 054	0,5 %
• Nouveau-Brunswick	9 776	0,3 %
• Autres	10 636	0,4 %
Dépenses d'exploration totales	3 058 245 \$	100,0 %

Tableau 1

Note :

1. Les dépenses d'exploration représentent les dépenses les plus importantes d'un projet. Les sommes régionales et les sommes relatives à d'autres projets ont également été incluses pour faciliter la comparaison avec les sommes déclarées à la note 14 des états financiers consolidés du 31 décembre 2012.

Groupe minier de Chibougamau - Scission partielle d'actifs de Mines indépendantes Chibougamau inc.

Comme cela fut mentionné précédemment, au cours des dernières années, Globex a acquis un important ensemble de propriétés dans la région de Chibougamau, au Québec, connu sous le nom de « camp minier de Chibougamau ». Le camp minier de Chibougamau comprend cinq anciennes mines de cuivre et d'or, un gisement historique de cuivre et d'argent non exploité, un gisement historique de cuivre, d'or et de zinc pour lequel deux rapports techniques conformes à la norme canadienne 43-101 ont été préparés, un nouveau gisement historique de fer et de titane ainsi qu'un vaste ensemble de zones aurifères et cuprifères partiellement délimitées, des intersections aurifères isolées de même que des cibles de sulfures massifs volcanogènes.

Au cours de l'exercice, des dépenses d'exploration s'élèvent à 221 615 \$ (2011 - 41 885 \$), lesquelles comprennent des coûts relatifs aux consultants, aux géologues et aux travaux de géophysique, ont été engagées sur les propriétés. Ces coûts ont été engagés dans le cadre de la préparation de la scission partielle prévue de ces propriétés.

Les propriétés suivantes forment le camp minier de Chibougamau et constituent les dix propriétés transférées à MIC en vertu du plan d'arrangement :

- Mine Bateman Bay (y compris une partie de l'ancienne mine Jaculet), (or, cuivre);
- Propriété du lac Berrigan (Taché), (or, argent, zinc);
- Propriété Berrigan Sud, (or, argent, zinc);

- Propriété du lac Chibougamau (y compris les zones S-3 et Tommy, les prolongements en aval-pendage des mines Henderson 1 et 2 et de la mine Portage), (or, cuivre);
- Propriété Copper Cliff, (or, cuivre);
- Mine Grandroy, (or, cuivre);
- Mine Kokko Creek, (or, cuivre);
- Mine Québec Chibougamau Goldfields, (or, argent, zinc);
- Sulphur Converting (sulfures massifs)/Magnetite Bay (gisement historique de fer-titane); et
- Propriété Virginia, (or).

Les propriétés qui composent le « camp minier de Chibougamau » sont situées dans le district minier de Chibougamau-Abitibi, dans les cantons de Lemoine, McKenzie, Obalski et Roy, au Québec. Les propriétés sont situées immédiatement à l'E-SE et au NO de la ville de Chibougamau, au Québec. En date du présent rapport, le camp minier de Chibougamau se compose de 157 claims miniers (CL) et 112 cellules minières (CDC) couvrant une superficie d'environ 6 319 hectares (16 050 acres), soit environ 63,19 kilomètres carrés. Une grande partie de ces claims se trouvent sous les eaux du lac Chibougamau et du lac Doré et sont accessibles par bateau en été et par la glace en hiver.

Plan d'arrangement et actifs transférés

Au cours du troisième trimestre, la direction a travaillé avec ses conseillers juridiques et fiscaux ainsi que les auditeurs afin de préparer le Plan d'arrangement, la demande de décision, l'inscription à la Bourse de croissance TSX et la circulaire d'information de la direction, soit les documents nécessaires pour que le transfert de propriétés minières de Globex vers MIC soit une opération neutre sur le plan fiscal.

Le 10 septembre 2012, Globex et MIC ont conclu un arrangement entraînant une réorganisation du capital de Globex et de MIC, le transfert de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de certains placements détenus par Globex ainsi que le transfert de dix propriétés de Globex vers MIC, lesquelles ont été décrites ci-avant et sont assujetties à une « redevance brute de métaux » de 3 % en faveur de Globex.

Le 19 octobre 2012, les actionnaires de Globex ont approuvé le Plan d'arrangement en vertu duquel, entre autres, Globex a accepté de procéder au déplacement des actifs transférés; en outre, chaque actionnaire de Globex sera ultimement en droit de recevoir de nouvelles actions ordinaires de Globex et des actions ordinaires de MIC en contrepartie des actions ordinaires de Globex détenues par ces actionnaires.

Le 27 novembre 2012, MIC a reçu l'approbation concernant son inscription conditionnelle de la part de la Bourse de croissance TSX, et le 17 décembre 2012, la Compagnie a annoncé qu'elle avait obtenu une ordonnance définitive de la Cour supérieure du Québec relativement à son plan d'arrangement pour la scission partielle des actions de MIC. Les statuts modifiés ont été déposés et la date de prise d'effet de l'arrangement a été établie au 29 décembre 2012.

Le 29 décembre 2012, Globex a terminé la réorganisation selon un Plan d'arrangement établi en vertu de la Loi sur les sociétés par actions du Québec, ce qui a entraîné le transfert de liquidités s'élevant à 503 006 \$, de placements d'une valeur marchande de 72 903 \$ et de dix propriétés minières d'une valeur marchande de 6 429 175 \$ à MIC.

En vertu de l'arrangement, chaque actionnaire de Globex inscrit à la date de prise d'effet était en droit de recevoir une nouvelle action ordinaire de Globex et une action ordinaire de MIC, ce qui a entraîné l'émission de 27 896 018 actions ordinaires de MIC. La distribution a été inscrite à titre de remboursement de capital de Globex. Les actions de MIC ont commencé à être transigées à la Bourse de croissance TSX le 25 janvier 2013.

La note 6 afférente aux états financiers consolidés de Globex fournit de plus amples détails concernant la juste valeur des actifs transférés, les gains de 6 103 061 \$ réalisés par suite de la scission partielle des actifs, la réduction de 7 005 084 \$ du capital social et le dividende à payer de 575 909 \$ (trésorerie de 503 006 \$ et placements de

72 903\$) au 31 décembre 2012. Le transfert des actifs à la juste valeur a été inscrit conformément aux directives des Normes internationales d'information financière (« IFRS ») stipulées dans l'interprétation IFRIC 17 - *Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires*. La juste valeur de ces dix propriétés minières a été déterminée à partir de transactions comparables survenues au cours des vingt-huit mois précédents, aussi similaires que possible, et couvrant des propriétés situées dans la même zone géographique et possédant un environnement géologique similaire.

Projet de talc-magnésite de Timmins

Le projet de talc-magnésite de Timmins (« TMT ») fait l'objet d'une entente avec Drinkard Metalox inc. (« Drinkard ») et est détenu à 90 % par Globex et à 10 % par Drinkard. Le projet est situé 13 km au sud de Timmins, en Ontario, au Canada. Globex a alloué des ressources à une équipe composée de Jacobs Engineering Group inc. et d'autres consultants de l'industrie afin d'évaluer les divers procédés de traitement potentiels et de produire des estimations préliminaires des coûts. En outre, l'équipe a également investi des efforts considérables dans la réalisation d'essais et l'évaluation des différents procédés.

En 2012, Globex a investi 1 080 672 \$ (soit 35,3 % des dépenses d'exploration totales) sur ce projet. Les dépenses se composent principalement des éléments suivants : (a) des honoraires de consultants de 327 856 \$ liés à l'élaboration et à la publication de l'évaluation économique préliminaire; (b) des honoraires de consultants et de géologues de 448 849 \$ engagés dans le cadre de l'évaluation des différents procédés et des études sur l'eau et l'environnement ainsi que la demande de bail minier, laquelle constitue une étape essentielle vers la mise en production; (c) des coûts de main-d'œuvre occasionnelle et de forage de 262 381 \$ liés à la campagne de forages intercalaires et géotechniques annoncée le 3 décembre 2012; et (d) d'autres coûts divers totalisant 41 586 \$.

Ainsi que cela fut annoncé dans le communiqué de presse du 3 décembre 2012, la campagne de forage qui comprend environ 46 trous totalisant 7 000 mètres de forage a pour objectifs : a) de reclasser les ressources situées dans la zone d'exploitation à ciel ouvert proposée en tant que réserves; b) de mieux définir la variabilité de la distribution des principaux minéraux à valeur commerciale; et c) d'entreprendre des études de mécanique des roches afin de faciliter la conception de la fosse à ciel ouvert.

À ce jour, Globex a effectué : 1) des essais métallurgiques en laboratoire; 2) une étude sur une mini usine pilote; 3) une étude économique interne; 4) des forages au diamant et des essais; et 5) des études minéralogiques. Les études environnementales de base sont en cours, y compris la surveillance de la qualité de l'eau à partir d'une série de trous de forage réalisés à cet effet. Des consultations avec des groupes d'intervenants concernés ont été lancées. Globex a reçu et continue de recevoir des demandes en provenance d'un certain nombre d'acheteurs stratégiques intéressés à s'approvisionner en magnésium et en talc correspondant aux types de produits que nous avons l'intention de produire. Des essais réalisés par des acheteurs potentiels sont soit en cours ou planifiés pour nos produits de magnésium et de talc.

Évaluation économique préliminaire

Le 2 mars 2012, Globex a annoncé une évaluation économique préliminaire (« ÉÉP ») conforme à la norme canadienne (« NC ») 43-101 pour le projet TMT. Le rapport complet a été déposé sur SEDAR le 17 avril 2012.

Le communiqué de presse mentionnait que l'ÉÉP rend compte des contributions de l'équipe de consultants de Globex, qui a travaillé en collaboration avec Jacobs Minerals Canada (« Jacobs ») et Micon International Limited (« Micon »). Il y est également indiqué que le 2 mars 2010, Globex a reçu le rapport technique de Micon conforme à la NC 43-101, lequel inclut une estimation des ressources minérales pour le gisement de talc-magnésite de Timmins. En se fondant sur cette estimation des ressources minérales et le taux d'extraction de 500 000 tonnes par année utilisé dans l'ÉÉP, la mine proposée posséderait une durée de vie de mine de 60 ans à l'intérieur de la zone précédemment forée, visée par le rapport sur les ressources conforme à la NC 43-101. Les forages intercalaires prévus permettront de mettre à jour le calcul des ressources.

Les tonnages et les teneurs des ressources fournis ci-après sont tirés du rapport conforme à la NC 43-101 de Micon :

Estimation des ressources minérales

Catégorie	Tonnes	MgO sol (%)	Magnésite (%)	Talc (%)
Noyau de la Zone A				
Indiquées	12 728 000	20,0	52,1	35,4
Inférées	18 778 000	20,9	53,1	31,7
Frange de la Zone A				
Inférées	5 003 000	17,6	34,2	33,4
MgO sol = Oxyde de magnésium soluble				

Tableau 2

Le communiqué de presse daté du 2 mars 2012 fournit une liste détaillée des hypothèses clés d'exploitation ainsi qu'un résumé des revenus projetés, des coûts de fonctionnement et des immobilisations pour la période d'exploitation minière de 20 ans couverte par l'ÉÉP. Les résultats financiers indiquent une VAN positive après impôt de 258,0 M\$ à un taux d'actualisation de 8 %, un taux de rentabilité interne (« TRI ») après impôt d'environ 20 % et une période de récupération de 5,8 ans sur la valeur actualisée des flux de trésorerie. La marge opérationnelle atteint en moyenne 61 % au cours de la première période de 20 ans.

Engagement envers la communauté

En 2012, la Compagnie a poursuivi ses discussions avec les autorités provinciales et municipales ainsi qu'avec les Premières nations et la Nation Métis de l'Ontario, et ce, afin de travailler en collaboration au fur et à mesure que la portée, les impacts et les avantages du projet sont mieux compris à chacune des étapes menant à la production.

Projets au Québec

Au cours de la première moitié de 2012, la Compagnie a engagé des dépenses d'exploration afin de procéder à l'interprétation des résultats de l'exercice précédent et d'identifier de nouvelles cibles pour les forages prévus en 2012. Le 29 juin 2012, Globex a annoncé qu'une campagne initiale de forage serait entreprise sur sa propriété de terres rares de Turner Falls détenue à 100 %. Cette campagne de forage a été complétée le 16 juillet 2012. Par la suite, le 10 juillet 2012, Globex a annoncé qu'une campagne de forages au diamant de 8 trous totalisant 5 200 mètres de forages serait réalisée sur la propriété Pandora-Wood détenue en coparticipation 50 %-50 %, située près de Cadillac, au Québec.

Propriété Lac Hematite

Au cours de l'exercice, des coûts totalisant 148 951 \$ ont été engagés pour la réalisation d'un levé aéroporté détaillé au magnétomètre. Une convention de rachat d'actions assujettie à un certain nombre de conditions a été initialement exécutée en octobre 2012, mais a été prolongée en janvier 2013.

Propriété Lyndhurst

Vers la fin de l'exercice 2012, des dépenses de 155 991 \$ ont été engagées sur des forages au diamant et de la géophysique de sondage afin de réaliser des essais pour vérifier la présence de minéralisation de SMV sur la propriété. Les résultats de ces travaux sont présentement en cours d'évaluation afin de déterminer si des travaux d'exploration supplémentaires seront nécessaires en 2013.

Propriété Tavernier-Tiblemont

En 2012, des dépenses d'exploration de 157 054 \$ ont été engagées. Un examen technique complet de la propriété ainsi que des levés additionnels — tant des levés aéroportés que des levés de sol au magnétomètre et

des levés électromagnétiques — ont été réalisés, ce qui a permis l'identification d'un certain nombre de cibles de forage prioritaires dans des SMV, lesquelles sont réparties sur une longueur de 10 km à travers la partie est de la propriété qui s'étend sur la ceinture volcanique felsique de Tavernier. Au troisième trimestre, les activités réalisées sur ce projet incluaient la réalisation de tranchées de surface, des travaux d'échantillonnage et de cartographie de même que le repérage de trous de forage potentiels. Les cibles sélectionnées ont été générées à partir : a) d'anomalies géophysiques identifiées par des levés aéroportés et des levés de sol, mais encore non testées, situées à proximité de présences de SMV aurifères connues avec une minéralisation de cuivre, de zinc et d'argent; et b) d'autres anomalies géophysiques également non testées par forage associées à des caractéristiques structurales et de plusieurs indices aurifères dans un contexte aurifère épigénétique associé à des intrusions dans la partie ouest de la propriété.

Propriété Turner Falls

En 2012, des dépenses d'exploration de 425 751 \$ qui couvrent des coûts de consultation, des travaux de cartographie géologique, du travail de terrain, des coûts de logistique, des analyses d'échantillons de roches et de carottes, ainsi que les coûts engagés sur le terrain relativement à la campagne de forage hélicoptère initiale. Cette campagne de forage exploratoire consistait en une série de cinq trous de forage au diamant totalisant 968 mètres de forage de calibre NQ, lesquels ont été réalisés entre le 2 et le 16 juillet 2012.

Bien que les résultats d'analyse se soient révélés en deçà des attentes de la direction à la lumière des échantillonnages de surface réalisés lors des campagnes de 2010 et 2011 sur les minéralisations d'éléments des terres rares présentant localement de hautes teneurs, les données recueillies dans le cadre de la campagne de forage 2012 et les interprétations qui en ont été tirées se sont avérées précieuses pour fournir une meilleure compréhension de la complexité structurale et minéralogique de cette zone. Cette campagne sera suivie de travaux sur le terrain en 2013, lesquels comprendront des travaux de cartographie structurale et géologique détaillée et propre au site, de l'échantillonnage de roches en surface et en tranchées afin d'orienter la deuxième phase de la campagne de forage au diamant prévue plus tard en 2013.

Propriété Wood-Pandora

Le 18 décembre 2012, Globex et Queenston Mining inc. ont annoncé les résultats de la plus récente campagne de forages sur la copropriété Wood-Pandora gérée par Globex. De nombreuses intersections aurifères y ont été rapportées, y compris une intersection de 41 mètres de largeur à une teneur de 3,81 g/t Au dans le trou W12-99B et 12,6 g/t Au sur 9,1 m. (Voir le communiqué de presse de Globex daté du 18 décembre 2012.)

Au cours de l'exercice, 329 021 \$ en dépenses d'exploration (la part de 50 % de Globex) ont été engagés afin de produire un levé de cartographie géophysique détaillé pour l'ensemble de la propriété, l'achèvement de levés de polarisation induite à large spectre sélectifs sur la zone minéralisée AMM et la réalisation d'une campagne de forage de neuf trous totalisant 5 600 m de forage du 11 juillet au 11 novembre 2012. Ce programme a testé avec succès (à une profondeur verticale locale de près de 500 m) les prolongements latéraux et dans l'axe de plongée inférés de l'intersection de forage significative et à haute teneur de 2011, où une teneur de 7,5 g/t Au sur 21,5 m a été recoupée. Des forages additionnels ont été planifiés en 2013 et soumis à notre partenaire pour examen.

Projets au Nouveau-Brunswick

Projet manganésifère Woodstock : Le forage de deux trous en 2011 a réussi à recouper quatre horizons de manganèse et de fer ainsi que cela a été déclaré dans le communiqué de presse publié le 12 octobre 2011. Une largeur combinée de 116,54 mètres atteignant des teneurs de 13,26 % Fe et de 9,40 % Mn a été recoupée, ce qui confirme l'existence d'une importante zone minéralisée de manganèse et de fer. Au cours des six premiers mois de 2012, la propriété a presque doublé de superficie grâce à l'acquisition de claims additionnels.

Personne qualifiée

Toutes les informations scientifiques et techniques contenues dans le présent rapport de gestion ont été préparées par les géologues de la Compagnie, sous la supervision de Jack Stoch, président et chef de la direction, qui est une personne qualifiée en vertu de la NC 43-101.

Propriétés sous option

Un certain nombre de partenaires de Globex ont effectué des travaux sur des propriétés sous option et ont publié des communiqués de presse décrivant leurs résultats. Les résultats les plus significatifs sont les suivants :

- En 2012, Xmet inc. (« Xmet ») a été active dans l'acquisition de claims immédiatement adjacents à son projet principal, la propriété Duquesne-Ottoman située dans la province de Québec et qui font l'objet d'une option auprès de Globex. Le 20 septembre 2012, Xmet a annoncé qu'elle avait conclu une convention d'achat avec Clifton Star inc. pour procéder à l'acquisition de ses claims détenus à 100 % connus sous le nom de mine Duquesne, lesquels sont immédiatement adjacents à sa propriété. La convention avec Clifton Star fait partie d'une initiative plus vaste menée par Xmet qui comprend l'achat de la ressource Pitt située immédiatement à l'ouest de la propriété Duquesne-Ottoman. Le 16 mai 2012, Xmet a annoncé qu'elle avait conclu une convention d'achat avec Brionor Resources inc. (« Brionor ») pour procéder à l'acquisition de vingt-quatre claims miniers contigus (connus sous le nom de « Projet aurifère Pitt »), lesquels sont aussi immédiatement adjacents à la propriété Duquesne-Ottoman. Xmet a convenu d'émettre à Brionor un maximum de 10,56 % de ses actions en circulation après que Xmet aura exercé son option d'achat d'actions auprès de Globex (voir la convention d'achat d'action de Xmet inc., à la page 11 ci-après). La réalisation de cette opération est soumise à un certain nombre de conditions, y compris, mais sans s'y limiter, l'exercice de l'option d'achat par Xmet pour acquérir 75 % de participation dans la projet Duquesne-Ottoman, l'obtention des approbations nécessaires, ainsi que l'acceptation de la Bourse de croissance TSX .

En plus de ces annonces relatives aux acquisitions, le 17 janvier 2012, Xmet inc. a rapporté des résultats d'analyse significatifs provenant de leur campagne de forage 2011 sur la zone Shaft située sur la propriété Duquesne-Ottoman. Le communiqué indiquait également que d'autres forages étaient prévus en 2012. Dans un communiqué de presse publié le 12 avril 2012, Xmet a rapporté l'intersection de 12,41 g/t Au sur 4,5 mètres. Le 7 juin 2012, Xmet inc. a annoncé qu'elle avait lancé un important programme de décapage et de creusage de tranchées sur la zone Sud de cette propriété. Ils ont précisé que les travaux seraient effectués en deux phases, en commençant d'abord par l'excavation de tranchées perpendiculairement aux structures aurifères puis, une fois les résultats reçus du laboratoire, une seconde phase de creusage de tranchées sera réalisée parallèlement aux structures aurifères ce qui permettra de complètement mettre au jour le système minéralisé afin de le cartographier et de réaliser des échantillonnages supplémentaires.

- **NSGold Corp.** a annoncé le 22 octobre 2012 le début d'une campagne de forages de 10 trous ciblés et de faible profondeur visant à tester le potentiel de la zone aurifère Mooseland Ouest, en Nouvelle-Écosse, pour une exploitation à ciel ouvert. Des forages antérieurs avaient permis de tester la zone aurifère sur une étendue longitudinale de 1 000 mètres, mais toujours sur une profondeur inférieure à 75 mètres. La zone Ouest contient 57 % (259 000 onces d'or) des ressources minérales inférées de la **propriété Mooseland**, laquelle contiendrait maintenant 454 000 onces d'or réparties comme suit selon les estimations :

Estimation des ressources minérales historiques inférées non diluées			
Zone	Tonnage	Teneur (g/t Au)	Onces d'or contenues
Zone Ouest	1 460 000	5,52	259 000
Zone Est	1 060 000	5,72	195 000
Total	2 520 000	5,60	454 000

L'estimation des ressources minérales inférées conformes à la NC 43-101 a été produite par Doug Ray, M. Sc, P. Eng., de MineTech International Limited à Halifax, en Nouvelle-Écosse. (Voir le communiqué de presse de

NSGold daté du 5 juin 2012.) « Aucune personne qualifiée n'a effectué les travaux requis pour classer les estimations historiques comme des ressources minérales ou des réserves minérales actuelles et Globex ne considère pas ces estimations historiques comme des ressources minérales ou des réserves minérales actuelles. » NSGold a également annoncé, le 20 décembre 2012, les résultats de travaux d'exploration réalisés sur deux des 7 licences d'exploration de Chéticamp, en Nouvelle-Écosse, optionnées de Globex.

- Le 25 janvier 2013, **Corporation minière Rocmec inc.** a annoncé les résultats d'un programme d'exploration de surface sur la **propriété Russian Kid (Rocmec 1)**. Les travaux réalisés comprenaient un levé de surface au magnétomètre et une réinterprétation des résultats d'exploration antérieurs à la lumière des observations géologiques interprétées et compilées.

Les travaux ci-dessus ainsi que par d'autres partenaires se poursuivent et les résultats obtenus continueront d'être annoncés au fur et à mesure de leur progression.

Acquisitions de propriétés, ventes et options

Acquisitions de propriétés

Au cours de l'exercice, la Compagnie a déboursé la somme de 89 437 \$ (2011 - 97 581 \$) sur des propriétés minérales acquises et situées principalement dans la province de Québec. Globex travaille également à l'acquisition potentielle de certains actifs à l'extérieur de l'Amérique du Nord.

Ventes et options

En 2012, la Compagnie a généré des revenus nets d'options de 786 388 \$ (2011 - 3 262 620 \$). Les revenus nets d'options se composent de 766 272 \$ de trésorerie (2011 - 2 171 104 \$) et d'actions dont la juste valeur à la réception s'élevait à 134 500 \$ (2011 - 1 781 000 \$) dont un montant de 114 384 \$ (2011 - 689 484 \$) a été comptabilisé en tant que recouvrement des coûts d'acquisition des propriétés et dépenses d'exploration.

Revenus nets d'options 31 décembre 2012

Propriété, sommaire des conventions d'option	Revenus nets d'options	Recouvrement des coûts d'acquisition de la propriété	Recouvrement des dépenses d'exploration
Ventes			
Propriété Massicotte – Adventure Gold inc.	23 492 \$	1 508 \$	- \$
<ul style="list-style-type: none"> 22 février 2012 Paiement forfaitaire en espèces RBM de 2,5 % sur les claims Adventure a transféré 100 % de la propriété Realore (11 claims) à Globex Provision pour l'achat de 1,5 % de la RBM pour 1,5 M\$ 			
Propriété Raymor - Exploration Knick inc.⁶	14 783	305	44 912
<ul style="list-style-type: none"> 1^{er} septembre 2012 Paiement en espèces de 12 500 \$ en 2013 Émission de 1 000 000 actions ordinaires en 2012 RBM de 2 % L'acheteur peut racheter 1 % de la RBM pour 1 000 000 \$ 			
Options			
Propriété Farquharson³ - Integra Gold Corp.	-	-	40 000
<ul style="list-style-type: none"> 12 janvier 2012 Paiements d'option – 20 000 \$ en 2012 pour un total de 175 000 \$ sur une période de 3 ans Émission de 50 000 actions ordinaires en 2012⁴ et de 250 000 sur une période de 3 ans 			

Propriété, sommaire des conventions d'option	Revenus nets d'options	Recouvrement des coûts d'acquisition de la propriété	Recouvrement des dépenses d'exploration
<ul style="list-style-type: none"> RBM de 3 % L'acheteur peut racheter 1 % de la RBM pour 750 000 \$. 			
Propriété Guyenne – Viking Gold Exploration inc.⁷ <ul style="list-style-type: none"> 29 août 2012 Paiements d'option - 20 000 \$ en 2012 pour un total de 85 000 \$ sur une période de 2 ans Émission de 150 000 actions ordinaires en 2012⁴ et de 400 000 sur une période de 2 ans RBM de 3 % ou coparticipation 50 %-50 % 	27 739	4 000	7 761
Propriété Hematite – Cleghorn Minerals Ltd. <ul style="list-style-type: none"> 9 octobre 2012 (modifié le 31 janvier 2013) Paiements d'option - 1 000 000 \$ sur 12 mois à partir de la date de prise d'effet Émission de 2 000 000 actions ordinaires trois jours après la date de prise d'effet RBM de 2 % 	25 000	-	-
Paiements d'option et de vente découlant d'ententes des années précédentes			
<ul style="list-style-type: none"> NQ Explorations inc., lac Shortt, canton de Gand, Québec Mines Richmond inc., Beauchastel, Québec Xmet inc, propriété Duquesne Ouest, Québec Sementiou inc., canton de Duvernay, Québec Tres-Or Resources Ltd., Duvay et Fontana, canton de Duvernay, Québec Mag Copper Ltd. inc., rivière Magusi, canton d'Hébécourt, Québec Laurion Mineral Exploration inc.⁵, propriété Bell Mountain, Nevada 	18 729 19 510 303 001 5 000 132 903 166 231 50 000	- 490 - - 12 097 - -	1 271 - 1 999 - - 41 -
	786 388 \$	18 400 \$	95 984 \$
Trimestre 1 – 2012	169 252 \$	1 998 \$	40 000 \$
Trimestre 2 – 2012	304 038	2 171	41
Trimestre 3 – 2012	119 971	4 305	46 474
Trimestre 4 – 2012	193 127	9 926	9 469
Total	786 388 \$	18 400 \$	95 984 \$

Notes :

- RBM indique une redevance brute de métaux sans déductions.
- RPN s'entend d'une redevance sur le profit net.
- La propriété a été renommée « Propriété Donald » par Integra Gold Corp.
- Le 30 janvier 2012, 50 000 actions d'Integra Gold Corp. ont été reçues et inscrites en tant que revenus provenant d'options à leur juste valeur, laquelle s'élevait à 20 000 \$ (0,40 \$ l'action).
- Le 28 juin 2012, 1 000 000 d'actions de Laurion Mineral Exploration ont été reçues et inscrites en tant que revenus provenant d'options à leur juste valeur, laquelle s'élevait à 35 000 \$ (0,35 \$ l'action). Option transférée à Lincoln Mining en 2012.
- Le 1^{er} septembre 2012, 1 000 000 d'actions de Knick Explorations inc. ont été reçues et inscrites en tant que revenus provenant d'options à leur juste valeur, laquelle s'élevait à 60 000 \$ (0,06 \$ l'action).
- Le 19 septembre 2012, 150 000 actions de Viking Gold Exploration inc. ont été reçues et inscrites en tant que revenus provenant d'options à leur juste valeur, laquelle s'élevait à 19 500 \$ (0,13 \$ l'action).

Convention d'option d'achat d'actions avec Xmet inc.

Le 2 mars 2012, Globex et Géoconseils Jack Stoch Itée (« GJSL »), une compagnie détenue par Jack Stoch, président et chef de la direction et administrateur de Globex, a conclu une convention d'option d'achat d'actions (la « COA ») en vertu de laquelle Xmet inc. (« Xmet ») peut acheter la totalité des actions ordinaires et privilégiées émises et en circulation de Duparquet Assets Ltd. (« DAL »), une compagnie détenue en coparticipation où 50 % appartient à Globex et 50 % à GJSL. La COA fait l'objet de modifications le 14 mai 2012, le 8 août 2012 et le 17 décembre 2012. La COA, version modifiée, prévoit deux scénarios selon lesquels Xmet peut acquérir la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de DAL :

- en contrepartie d'un paiement en espèces de 9 M\$ payable au plus tard le 30 avril 2013; ou

- b) en contrepartie d'un paiement en espèces de 6,5 M\$ payable au plus tard le 30 avril 2013, afin de procéder immédiatement à l'acquisition de 75 % des actions ordinaires et de 100 % des actions privilégiées émises et en circulation de DAL, en plus d'obtenir une option additionnelle pour procéder à l'acquisition des 25 % restants des actions ordinaires émises et en circulation de DAL, en vigueur pour une période de quatre ans, en contrepartie d'un versement de 2,5 M\$ au cours de la première année, de 2,6 M\$ au cours de la deuxième année, de 2,7 M\$ au cours de la troisième année et de 2,8 M\$ au cours de la quatrième année.

Dans les deux cas, Globex et GJSJ conserveront l'actuelle redevance brute de métaux à taux variable de 2 % à 3 %, selon le cours de l'or au moment de la production, sur tous les métaux issus des propriétés. Dans l'éventualité où Xmet inc. ne remplirait les conditions d'aucun des deux scénarios ci-dessus, la convention d'option existante entre Globex, GJSJ et Xmet relativement à ces titres miniers, datée du 18 février 2010, sera maintenue.

Redevances

La notice annuelle et le site Web www.globexmining.com de la Compagnie fournissent les descriptions des propriétés, ainsi que les informations relatives aux droits de redevance et aux détenteurs d'options pour les différentes propriétés.

Résultats d'exploitation

Principales informations annuelles

	2012	2011	2010
Total des revenus	1 189 654 \$	3 753 145 \$	626 644 \$
Total des dépenses	4 620 450	3 032 656	2 940 973
Gains résultant de la scission partielle d'actifs ¹	6 103 061	-	-
Résultat net (perte nette) avant impôts	2 672 265	720 489	(2 314 329)
Impôts sur le revenu et impôts miniers	(270 412)	361 721	(280 756)
Résultat net (perte nette) et résultat global (perte globale) pour l'exercice	2 942 677	358 768	(2 033 573)
Résultat net (perte nette) par action			
- De base	0,12 \$	0,02 \$	(0,10) \$
- Dilué	0,12 \$	0,02 \$	(0,10) \$
Total des actifs	24 094 060 \$	21 491 143 \$	17 769 507 \$
Autres passifs	836 144 \$	234 693 \$	468 934 \$

Note :

1. Montré comme un élément distinct aux fins de comparabilité.

Évolution des résultats

En 2012, Globex a comptabilisé un résultat net de 2 942 677 \$, contre un résultat net de 358 768 \$ en 2011, l'écart étant principalement attribuable aux gains réalisés lors de la scission partielle d'actifs à MIC.

En 2012, les revenus d'options nets s'élevaient à 786 388 \$, contre 3 262 620 \$ en 2011. Cette réduction reflète les difficultés rencontrées par les sociétés minières juniors à accéder au marché des capitaux pour financer des conventions d'option sur des propriétés ou des acquisitions de propriétés. De plus amples informations sur les revenus d'options nets en 2012 sont disponibles aux pages 9 à 11 du présent rapport de gestion.

En 2012, les revenus tirés des redevances de métaux se sont élevés à 403 266 \$, contre 490 525 \$ en 2011. Les revenus en 2012 furent inférieurs à ceux enregistrés en 2011 principalement en raison de la baisse des cours moyens du zinc en 2012 comparativement à 2011 (2012 - cours moyen du zinc - 0,88 \$US la livre; 2011 - cours moyen du zinc - 0,98 \$US la livre). Aucune redevance n'est payable si le cours du zinc est inférieur à 0,90 \$US la

livre. En 2012, Nyrstar a produit 107 M de livres de zinc contre 68,9 M de livres en 2011; toutefois, la baisse des cours a fait en sorte que cela ne s'est pas traduit par une augmentation des paiements à Globex.

En 2012, les dépenses totales s'élevaient à 4 620 450 \$, contre 3 032 656 \$ en 2011, ce qui correspond à une augmentation de 1 587 794 \$. L'écart est attribuable à une augmentation de la provision pour dépréciation des actifs financiers de 1 278 874 \$ (provision en 2012 - 1 699 299 \$; provision en 2011 - 420 425 \$), ainsi qu'à une variation de 308 920 \$ dans le total des dépenses.

En 2011, Globex a enregistré un résultat net de 358 768 \$, contre une perte nette de 2 033 573 \$ en 2010, l'écart étant principalement attribuable à l'augmentation des revenus provenant des options et de redevances (2011 - 3 753 145 \$; 2010 - 626 644 \$). L'augmentation du résultat net avant impôts à 3 034 818 \$ est compensée par une augmentation des impôts sur le revenu et des impôts miniers de 642 477 \$.

En 2011, les revenus d'options nets s'élevaient à 3 262 620 \$, contre 501 903 \$ au cours de l'exercice précédent. En 2011, les revenus tirés des redevances de métaux se sont élevés à 490 525 \$, contre 124 741 \$ en 2010, ce qui reflète l'augmentation des niveaux de production à l'exploitation minière zincifère Mid Tennessee de Nyrstar.

En 2011, les dépenses totales s'élevaient à 3 032 656 \$, contre 2 940 973 \$ en 2010. Les dépenses de 2011 reflètent une augmentation des salaires, des frais d'administration ainsi que des honoraires professionnels et des services contractuels totalisant 589 964 \$, ainsi que d'autres dépenses qui sont de 506 105 \$ supérieures à celles de l'exercice précédent, en raison d'une perte de 420 425 \$ résultant de la diminution de la juste valeur d'instruments financiers. Ces hausses sont compensées par une réduction de 1 004 386 \$ de la provision pour dépréciation du coût des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées.

Total des actifs

La croissance de l'actif total de 2 602 917 \$, actif qui est passé de 21 491 143 \$ au 31 décembre 2011 à 24 094 060 \$ au 31 décembre 2012, reflète la hausse combinée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de la trésorerie réservée pour l'exploration de 1 911 108 \$ et de l'augmentation des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées de 1 753 451 \$, **compensée** par une réduction des placements et des autres actifs de 1 061 642 \$.

Autres passifs

Les autres passifs représentent l'excédent du produit de l'émission d'actions accréditives sur leur juste valeur à la date d'émission. L'augmentation du passif de 234 693 \$ au 31 décembre 2011 à 836 144 \$ au 31 décembre 2012 résulte de l'augmentation associée aux financements par actions accréditives courants, pour une somme de 1 145 248 \$, et de la réduction associée aux dépenses d'exploration admissibles, pour une somme de 543 797 \$.

Opérations du quatrième trimestre

Au cours du quatrième trimestre de chaque exercice, dans le cadre de la planification et du budget de l'exercice à venir pour l'ensemble de la Compagnie, la direction a examiné la valeur comptable des dépenses d'exploration reportées et des propriétés minières. Au cours du quatrième trimestre de 2012, la Compagnie a constaté une dévaluation des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées de 811 699 \$ (2011 - 191 651 \$).

Comme il est indiqué à la note 8 afférente aux états financiers consolidés, la Compagnie lève des fonds dédiés à l'exploration au moyen d'actions accréditives en vertu de conventions de souscription qui obligent la Compagnie à engager des dépenses relatives aux ressources prescrites. La Compagnie doit utiliser ces fonds pour l'exploration des propriétés minières en conformité avec les restrictions imposées par le financement. Si la Compagnie n'engage pas les dépenses relatives aux ressources, elle sera tenue d'indemniser ces actionnaires pour les impôts ou autres coûts payables qui pourraient leur être exigés.

À la fin de l'année, la direction a examiné la norme IAS 1, Présentation des états financiers, ainsi que les définitions de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, de même que les orientations relatives à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie détenus par l'entité et qui ne sont pas disponibles pour une utilisation par la Compagnie, ainsi que cela est stipulé dans la norme IAS 7, État des flux de trésorerie. La direction en est arrivée à la conclusion que les fonds provenant d'actions accréditives, bien que soumis à des restrictions d'utilisation, n'étaient pas contrôlés par une fiducie administrée par des tiers et devaient donc être traités comme des éléments de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, car ils répondent à la définition aux termes de la norme. Dans le passé, ces fonds ont été divulgués séparément en tant que fonds réservés, un élément non courant, dans les états de la situation financière et les écarts ont été présentés comme des activités d'investissement dans l'état des flux de trésorerie.

La Compagnie est tenue de présenter séparément l'impact lié à la correction d'erreurs, le cas échéant, conformément à la norme IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs. Au 31 décembre 2011, des liquidités réservées de 910 972 \$ (1er janvier 2011, 1 969 672 \$) ont été reclassées, passant d'un actif non courant pour devenir un actif à court terme, et furent rebaptisées Liquidités réservées pour l'exploration. Dans les États des flux de trésorerie pour l'exercice 2011, la direction a reclassé ce montant comme un élément de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Principaux résultats trimestriels

Le tableau suivant présente les principaux résultats pour les huit derniers trimestres :

	2012				2011			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des revenus	374 166 \$	119 971 \$	361 256 \$	334 261 \$	436 692 \$	448 685 \$	2 562 074 \$	305 694 \$
Total des dépenses	(4 578 316)	1 002 746	1 079 023	1 013 936	846 154	540 405	1 059 456	586 641
Résultat net (perte nette) ⁽¹⁾	4 952 406	(672 135)	(713 403)	(624 191)	(346 571)	219 198	692 918	(206 777)
Résultat net (perte nette) par action ordinaire								
- De base et dilué	0,21	(0,03)	(0,03)	(0,03)	(0,01)	0,01	0,03	(0,01)

Note :

1. Attribuable aux actionnaires ordinaires de la Compagnie.

Le résultat net de 4 952 406 \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2012 se compare à une perte nette de 672 135 \$ pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2012. L'augmentation des revenus reflète les gains résultant de la scission partielle d'actifs à MIC, compensés par l'augmentation de la provision pour dépréciation des actifs financiers et les dépenses d'exploration reportées, de même que le recouvrement de revenus et d'impôts miniers.

La perte nette de 672 135 \$ du troisième trimestre terminé le 30 septembre 2012 se compare à la perte nette de 713 403 \$ du deuxième trimestre terminé le 30 juin 2012. La diminution de la perte nette reflète l'effet conjugué des redevances de métaux réduites, d'une diminution réduite de la juste valeur des instruments financiers et d'une augmentation du recouvrement des revenus et des impôts miniers.

La perte nette de 713 403 \$ du deuxième trimestre terminé le 30 juin 2012 se compare à la perte nette de 624 191 \$ du premier trimestre terminé le 31 mars 2012. L'écart s'explique principalement par une diminution de 520 253 \$ de la juste valeur des actifs financiers contre une diminution de 370 247 \$ au premier trimestre de 2012. L'augmentation a été compensée par une réduction des autres dépenses d'exploitation de 87 000 \$ au cours du deuxième trimestre.

La perte nette de 624 191 \$ du trimestre terminé le 31 mars 2012 se compare à la perte nette de 346 571 \$ du trimestre terminé le 31 décembre 2011. L'écart s'explique principalement par une diminution de 370 247 \$ de la juste valeur des actifs financiers au cours du trimestre courant contre une diminution de 38 206 \$ au quatrième

trimestre de 2011. La provision pour dépréciation est incluse dans les dépenses totales de 1 013 936 \$. Au cours de ce trimestre, la dépréciation des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées s'élevaient à 115 317 \$ de moins qu'au quatrième trimestre de 2011, ce qui est également inclus dans le total des dépenses.

La perte nette de 346 571 \$ du trimestre terminé le 31 décembre 2011 se compare au résultat net de 219 198 \$ du trimestre terminé le 30 septembre 2011. La perte nette du quatrième trimestre de 2011, comparativement au résultat net enregistré au trimestre précédent, s'explique principalement par une augmentation des dépenses de 305 749 \$, lesquelles représentent les provisions additionnelles pour la dépréciation des propriétés minières et les dépenses d'exploration reportées de 191 651 \$, par d'autres dépenses s'élevant à 71 924 \$, lesquelles incluent les variations de la valeur comptable des autres actifs, et par d'autres dépenses d'exploitation totalisant 42 174 \$. Au cours du quatrième trimestre de 2011, la Compagnie a enregistré un recouvrement d'impôts de 62 891 \$, comparativement à un recouvrement de 310 918 \$ au cours du trimestre précédent.

Le résultat net de 219 198 \$ du trimestre terminé le 30 septembre 2011 se compare au résultat net de 692 918 \$ du trimestre terminé le 30 juin 2011. La diminution enregistrée pour le résultat net résulte principalement d'une réduction des revenus d'options nets (T3 - revenus nets d'options - 318 428 \$; T2 - revenus nets d'options - 2 405 157 \$) ainsi que des changements apportés aux provisions pour impôts sur le revenu et impôts miniers reflétant les dernières stratégies de la direction en matière de planification fiscale.

Le résultat net de 692 918 \$ du trimestre terminé le 30 juin 2011 se compare à la perte nette de 206 777 \$ du trimestre terminé le 31 mars 2011. L'écart s'explique principalement par une augmentation de 2 405 157 \$ des revenus d'options contre 99 761 \$ au trimestre précédent.

La perte nette de 206 777 \$ du trimestre terminé le 31 mars 2011 se compare à la perte de 1 702 527 \$ au trimestre terminé le 31 décembre 2010. L'écart s'explique principalement par une diminution de 61 140 \$ de la dépréciation des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées au cours du trimestre courant contre 1 244 437 \$ au quatrième trimestre de 2010. Les revenus de 305 694 \$ du premier trimestre de 2011 ont été plus élevés qu'au trimestre précédent par 499 483 \$ sous l'effet des revenus d'options et des revenus tirés de redevances de métaux au cours du trimestre courant, tandis qu'au trimestre précédent, une portion significative était compensée par la dépréciation des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées.

Résultats d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012

Revenus (31 décembre 2012 - 1 189 654 \$; 31 décembre 2011 - 3 753 145 \$)

Les revenus de 1 189 654 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 sont inférieurs de 2 563 491 \$ aux revenus de l'exercice précédent, principalement en raison des revenus d'options nets qui ont été de 2 476 232 \$ inférieurs. L'impact des conditions difficiles du marché des capitaux sur les sociétés minières juniors se reflète dans ces résultats.

Revenus d'options

Comme il est expliqué aux pages 9 à 11, des revenus d'options ont été reçus à la suite de nouvelles ententes avec Adventure Gold inc., Knick Explorations inc., Viking Gold Explorations inc. et Cleghorn Minerals Ltd. de même que d'autres ententes des années précédentes.

Pour l'exercice courant, les revenus nets d'options de 786 388 \$ (2011 - 3 262 620 \$) se composent de liquidités de 766 272 \$ et d'actions dont la juste valeur à la réception s'élevait à 134 500 \$ dont un montant de 114 384 \$ a été comptabilisé en tant que recouvrement des coûts d'acquisition des propriétés et dépenses d'exploration. En 2011, les revenus nets d'options se composaient de 2 171 104 \$ de liquidités et de 1 781 000 \$ d'actions dont 689 484 \$ ont été comptabilisés en tant que recouvrement des coûts d'acquisition des propriétés et dépenses d'exploration.

Revenus tirés des redevances de métaux

La Compagnie a droit à une redevance brute sur la valeur des métaux extraits de la mine de zinc Mid-Tennessee exploitée par Nyrstar si le cours du zinc est supérieur à 0,90 \$US la livre à la date de paiement final qui survient un mois après la période de production.

En 2012, la Compagnie a reçu des revenus tirés des redevances de métaux de 403 266 \$CA contre 490 525 \$CA en 2011. Les revenus de 2012 incluent un ajustement final à la baisse de 36 898 \$US comparativement à la production de 2011. En 2012, Nyrstar a produit 107,4 M de livres de zinc (2011 - 68,9 M) et le cours moyen était de 0,88 \$US la livre (2011 - 0,97 \$) ce qui s'est traduit par des redevances moins importantes.

Total des dépenses (31 décembre 2012 - 2 971 018 \$; 31 décembre 2011 - 2 874 819 \$)

En 2012, les dépenses totales s'élevaient à 2 971 018 \$, contre 2 874 819 \$ en 2011. L'augmentation de 96 199 \$ s'explique par l'effet conjugué de la réduction des rémunérations et paiements à base d'actions de 256 755 \$, une diminution des frais d'administration et des honoraires professionnels de 314 599 \$, une augmentation de la provision pour la dépréciation des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées de 625 648 \$, ainsi que d'une augmentation d'autres charges totalisant 41 905 \$ liées aux coûts des salaires, à la dépréciation et aux pertes sur les opérations de change.

Salaires

- En 2012, la hausse des salaires de 25 099 \$, faisant passer les coûts associés de 749 610 \$ à 774 709 \$ au cours de l'exercice précédent, correspond environ au rajustement normal lié au coût de la vie.

Administration

- Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, les frais d'administration ont totalisé 540 908 \$ contre 578 454 \$ au cours de l'exercice précédent. La diminution de 37 546 \$ reflète l'effet conjugué de la diminution des intérêts débiteurs pour les impôts de la partie XII.6 se rapportant aux dépenses admissibles liées au financement par actions accréditives de 52 441 \$ et aux autres frais administratifs de 19 906 \$, de la diminution de la publicité et de l'information aux actionnaires de 71 621 \$, ainsi que des augmentations compensatoires pour les conventions et les voyages de 69 681 \$ et d'autres frais de bureau de 36 741 \$.

Honoraires professionnels et services contractuels

- En 2012, les honoraires professionnels et les services contractuels se sont élevés à 498 540 \$ contre 775 593 \$ au cours de l'exercice précédent. L'écart de 277 053 \$ représente principalement une diminution des coûts liés aux relations avec les investisseurs et promoteurs.

Amortissement

- En 2012, les dépenses d'amortissement s'élevaient à 50 052 \$ contre 48 827 \$.

Rémunération et paiements à base d'actions

- Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la valeur totale de la rémunération et des paiements à base d'actions s'élevait à 98 939 \$ (31 décembre 2011 - 355 694 \$). Au cours de l'exercice courant, 140 000 options ont été attribuées (juste valeur moyenne pondérée des options attribuées : 0,60 \$ par action), dont 50 000 options acquises immédiatement et 90 000 options acquises douze mois après la date d'attribution. En 2011, 250 400 options ont été attribuées (juste valeur moyenne pondérée des options attribuées : 1,57 \$ par action), dont 160 400 options acquises immédiatement et les 90 000 options restantes acquises douze mois après la date d'attribution.

Dépréciation des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées

- La provision pour dépréciation se rapporte aux propriétés dans le cas desquelles les titres miniers ont expiré ou pour lesquelles aucune dépense future n'est prévue pour le moment. La dépréciation des propriétés

minières et des dépenses d'exploration reportées au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 totalisait 1 001 140 \$ contre 375 492 \$ en 2011. L'augmentation reflète les activités plus modestes entreprises sur un grand nombre des propriétés de Globex.

Autres revenus (dépenses) (31 décembre 2012 - revenus - 4 453 629 \$; 31 décembre 2011 - dépenses - 157 837 \$)

- Les autres revenus (dépenses) reflètent les gains sur la disposition de placements, les revenus d'intérêts, l'augmentation (diminution) de la juste valeur des actifs financiers, ainsi que d'autres revenus divers. Pour l'exercice courant, des gains résultant de la scission partielle d'actifs ont également été déclarés.
- En 2012, la Compagnie a déclaré une diminution de la juste valeur des actifs financiers de 1 699 299 \$ contre 420 425 \$ en 2011. La perte de l'exercice courant comprend une diminution de 1 492 000 \$ de la valeur comptable des actions de Mag Copper reçues en vertu d'une convention d'options en 2011.
- En 2012, la Compagnie a déclaré des gains résultant de la scission partielle d'actifs de 6 103 061 \$ lesquels représentent la différence entre la juste valeur des actifs transférés à MIC en vertu du Plan d'arrangement et la valeur comptable initiale de ces actifs.

Provision pour impôts sur le revenu et impôts miniers (recouvrement)

- Une provision pour impôts sur le revenu et impôts miniers de 270 412 \$ a été comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 contre une provision de 361 721 \$ pour l'exercice précédent. La provision globale pour 2012 reflète l'effet conjugué : (a) d'une charge d'impôts courants de 323 540 \$ (2011 - recouvrement de 17 505 \$) et (b) du recouvrement de revenus différés et de droits miniers de 50 155 \$ (2011 - provision de 1 004 222 \$) et du recouvrement d'impôts sur le revenu et d'impôts miniers relativement au renoncement à des avantages de 543 797 \$ (2011 - 624 996 \$) liés à des actions accréditives.
- La charge d'impôts courants de 323 540 \$ représente les impôts à payer sur les revenus d'options gagnés en coparticipation ainsi que les retenues à la source sur les revenus tirés des redevances de métaux de l'exercice précédent de 264 455 \$.
- Les provisions pour impôts différés sur les revenus et sur les mines pour l'exercice courant correspondent à la meilleure estimation de la direction quant aux taux d'imposition futurs qui seront pratiquement en vigueur et aux stratégies fiscales courantes. Elle reflète également l'incidence d'éléments non déductibles (paiements à base d'actions, provisions pour dépréciation d'actifs non financiers et diminution de la juste valeur d'actifs financiers), ainsi que les stratégies fiscales en vue de minimiser le revenu imposable pour les actions reçues aux termes d'options exercées relativement à des propriétés minières de Globex.

Analyse de la situation financière

Total des actifs

La croissance de l'actif total de 2 602 917 \$, actif qui est passé de 21 491 143 \$ au 31 décembre 2011 à 24 094 060 \$ au 31 décembre 2012, reflète la hausse combinée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des liquidités réservées de 1 911 108 \$ et de l'augmentation des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées de 1 753 451 \$, compensée par une réduction des placements et des autres actifs de 1 061 642 \$.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les placements totalisaient 1 158 763 \$ (31 décembre 2011 - 4 276 967 \$), soit 4,8 % de l'actif total. Les liquidités réservées totalisaient 4 375 485 \$ et comprennent des fonds d'exploration non dépensés, dont 229 480 \$ provenant du placement privé réalisé par l'émission d'actions accréditives le 3 juillet 2012, 4 146 005 \$ provenant des placements privés réalisés par l'émission d'actions accréditives les 9 et 20 novembre et le 28 décembre 2012.

À la fin de l'exercice, les dépenses d'exploration reportées ont totalisé 13 664 519 \$ (31 décembre 2011 - 11 907 484 \$), soit une augmentation de 1 757 035 \$.

Total des passifs

Au 31 décembre 2012, le passif courant s'élevait à 2 253 052 \$ contre 1 010 848 \$ au 31 décembre 2011. Cette augmentation reflète les dépenses d'exploration courantes ainsi que les activités accrues de la société dérivée MIC et un dividende de 575 909 \$ payable à MIC en guise de trésorerie et de placement.

Les autres éléments du passif, qui représentent l'excédent de la juste valeur du produit reçu par suite de l'émission d'actions accréditives, atteignaient 836 144 \$ au 31 décembre 2012 (31 décembre 2011 - 234 693 \$). L'augmentation reflète l'incidence des dépenses d'exploration admissibles de 2 674 968 et du nouveau financement accréditif de 6 139 480 \$ consentis en 2012.

Passif d'impôts différés

La Compagnie avait un passif d'impôts différés de 3 346 423 \$ contre 3 519 727 \$ au 31 décembre 2011. Ce passif représente la meilleure estimation de la direction quant aux taux d'imposition futurs à payer si des revenus sont gagnés, en fonction de la loi pratiquement en vigueur ainsi que des plans opérationnels et des stratégies fiscales actuelles. La majorité du passif résulte des frais d'exploration admissibles au Canada, auxquels la Compagnie a renoncé en faveur des actionnaires aux termes de conventions d'actions accréditives, ce qui fait en sorte qu'elle ne peut servir à réduire les revenus imposables.

Capitaux propres

La totalité des capitaux propres, qui se composent du capital émis, du déficit et des réserves, totalisaient 17 658 441 \$ (31 décembre 2011 - 16 725 875 \$). L'écart reflète l'incidence de la perte nette attribuable aux actionnaires, aux placements privés pendant la période ainsi qu'à l'incidence de la scission partielle d'actifs. Les détails concernant cette variation sont fournis dans les États consolidés des capitaux propres.

Capital émis

Au 31 décembre 2012, le capital émis de la Compagnie s'établissait à 48 278 353 \$ (31 décembre 2011 - 50 288 153 \$) représentant 27 896 018 actions ordinaires en circulation (31 décembre 2011 - 22 726 241). La diminution du capital émis de 2 009 800 \$ reflète l'effet conjugué de l'augmentation du capital émis résultant : (a) de l'exercice de 325 000 options d'achat d'actions (2011 - 851 000) qui ont généré un produit de 108 250 \$ (au prix de levée moyen de 0,33 \$ l'action) et le transfert à la juste valeur du surplus d'apport de 99 250 \$ et (b) du produit de 5 122 437 \$ (2011 - 1 439 245 \$) provenant de l'émission de 4 844 777 actions (2011 - 690 566). Ces augmentations sont compensées par (a) des frais d'émission de 334 653 \$ (2011 - 22 444 \$) et (b) la scission partielle d'actifs d'une juste valeur de 7 005 084 \$ d'Entreprises minières Globex inc. à Mines indépendantes Chibougamau inc. La scission partielle est en conformité avec le Plan d'arrangement qui a eu pour date de prise d'effet le 29 décembre 2012. Elle a été inscrite à titre de remboursement de capital de Globex.

Dans le cadre du Plan d'arrangement, les Statuts de Globex ont été modifiés afin d'autoriser Globex à créer et émettre un nombre illimité de titres de Globex, notamment :

- i) de nouvelles actions ordinaires;
- ii) des actions « papillons »; et
- iii) des actions privilégiées, pouvant être émises en série.

Les actions « papillons » possèdent les caractéristiques suivantes :

- (a) rachetables en tout temps au gré du détenteur à un montant correspondant à la valeur de rachat des actions « papillons »;
- (b) rachetables en tout temps au gré de l'émetteur à un montant correspondant à la valeur de rachat des actions « papillons »;
- (c) le détenteur d'actions « papillons » ne sera pas en droit de recevoir de dividendes;

- (d) pour chaque action « papillon » devant être rachetée, acquise ou annulée, le montant sera indiqué par un administrateur ou un dirigeant de Globex à la date effective d'émission des actions « papillons », lequel ne sera pas sujet à changement par la suite et sera égal à la juste valeur marchande de la contrepartie pour laquelle l'action « papillon » est émise.

Le montant de rachat des actions « papillons » correspond à la juste valeur marchande totale de l'ensemble des actions ordinaires de Globex en circulation immédiatement avant l'échange des actions ordinaires de Globex pour une nouvelle action ordinaire de Globex et une action « papillon » de Globex multipliée par la proportion « papillon ».

Plan d'arrangement, transfert des actifs et des opérations de restructuration du capital

Au 31 décembre, Globex avait 27 896 018 actions ordinaires en circulation et en vertu du Plan d'arrangement, chaque actionnaire de Globex était en droit de recevoir une nouvelle action ordinaire de Globex et une action « papillon » pour chaque action de Globex détenue. Les actionnaires détenant des actions « papillons » de Globex les ont transférées à MIC et ont reçu en contrepartie une action ordinaire de MIC, ce qui a entraîné l'émission de 27 896 018 actions ordinaires de MIC ayant une juste valeur totale de 7 005 084 \$.

Les actions « papillons » de Globex sont devenues des actifs de MIC et ont ensuite été rachetées en échange d'un billet de rachat de Globex de valeur égale.

Comme il est mentionné à la note 1 afférente aux états financiers, Globex a transféré des actifs d'une juste valeur marchande de 7 005 084 \$ (liquidités – 503 006 \$; placements – 72 903 \$; et propriétés minières – 6 429 175 \$) à MIC contre des actions de rachat de MIC. La valeur de rachat des actions de rachat de MIC représente la juste valeur marchande totale de l'ensemble des actifs transférés par Globex à MIC, moins la juste valeur marchande totale, à la date de prise d'effet, des options d'achat d'actions de MIC, et divisée par le nombre d'actions rachetées de MIC émises en contrepartie. Ce montant représente 0,25 \$ par action.

Les actions de rachat ont ensuite été échangées contre un billet de rachat de MIC de valeur égale.

Finalement, les obligations de Globex aux termes du billet de rachat de Globex ont été acquittées par le transfert du billet de rachat de MIC à MIC, et l'acceptation du billet de rachat par MIC de manière à acquitter entièrement les obligations de Globex aux termes du billet de rachat de Globex. De même, MIC s'est acquittée de ses obligations aux termes du billet de rachat de MIC en transférant le billet de rachat de Globex à Globex, suivi de l'acceptation du billet de rachat de Globex par Globex de manière à acquitter entièrement les obligations de MIC aux termes du billet de rachat de MIC.

Liquidités, fonds de roulement et flux de trésorerie

Au 31 décembre 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Compagnie s'établissaient à 521 496 \$ (31 décembre 2011 - 2 074 901 \$) et des trésoreries réservées à l'exploration de 4 375 485 \$ (31 décembre 2011 - 910 972 \$). Les placements de 637 267 \$ (31 décembre 2011 - 2 202 066 \$) sont principalement constitués d'actions comptabilisées à leur juste valeur, dans les entreprises titulaires d'options reçues à titre de contrepartie en vertu de conventions d'options minières.

À la fin de l'exercice, le fonds de roulement de la Compagnie (c'est-à-dire les actifs à court terme moins les passifs à court terme) s'établissait à 4 446 249 \$ (31 décembre 2011 – 4 875 948 \$). Compte tenu de la situation actuelle de ses liquidités et de son fonds de roulement, la Compagnie considère qu'elle dispose de ressources suffisantes immédiatement accessibles pour honorer ses engagements actuels en ce qui a trait aux dépenses d'exploration et aux besoins du siège social et aux besoins administratifs de la Compagnie pour les douze prochains mois.

Globex n'a pas de dette à long terme ou d'engagements contractuels similaires.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, les activités d'exploitation ont consommé 836 886 \$ (31 décembre 2011 - généré 60 077 \$). Les activités de financement ont généré 5 918 133 \$ au total (31 décembre 2011 - 2 075 477 \$), ce qui correspond à l'émission d'actions aux termes du plan d'option d'achat d'actions de la Compagnie, des actions ordinaires et des actions accréditives.

Les activités d'investissement de l'exercice courant ont consommé 3 170 142 \$ (31 décembre 2011 – 1 472 216 \$). Dans le cadre de ses activités d'investissement, la Compagnie a généré un produit d'options sur des propriétés minières de 114 384 \$ au total contre un produit de 689 484 \$ en 2011. Ces fonds ont servi à des dépenses d'exploration reportées de 3 058 245 \$, à l'acquisition de propriétés minières de 136 844 \$ et à des immobilisations corporelles totalisant 89 437 \$.

Les activités d'exploitation, de financement et d'investissement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 se sont traduites par une diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 1 911 108 \$ (31 décembre 2011 – augmentation nette de 663 338 \$).

Instruments financiers et gestion des risques

Gestion du capital

La Compagnie gère ses actions ordinaires, ses options d'achat d'actions et ses bénéfices non répartis (déficit), ainsi que ses réserves, en tant que capital.

Pour poursuivre ses activités, la Compagnie doit, au cours des prochaines années, mobiliser des capitaux en vue de financer l'acquisition, l'exploration et le développement de grands projets. La disponibilité de capitaux pour alimenter les entreprises dépend du prix des marchandises et de la conjoncture économique mondiale. Le marché des capitaux est présentement défavorable pour les sociétés d'exploration juniors. Ces facteurs ne peuvent être influencés par la direction et peuvent avoir un effet direct sur la capacité de la Compagnie de mobiliser des capitaux propres.

Les objectifs de la Compagnie en matière de gestion du capital sont de préserver la capacité de la Compagnie à poursuivre son exploitation et à poursuivre la mise en valeur de projets et de propriétés ou le développement de propriétés au profit de toutes les parties prenantes.

En tant que compagnie canadienne d'exploration, ses principales sources de fonds se composent : a) de revenus d'options sur les propriétés; b) de produits tirés de redevances sur métaux; c) de revenus de placements; d) de produits d'émission d'actions ordinaires et accréditives; et e) d'autres éléments du fonds de roulement.

La Compagnie gère la structure de son capital et la modifie en tenant compte des résultats d'exploitation, de l'évolution de la conjoncture économique et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Dans le but de maintenir ou de modifier sa structure du capital, la Compagnie peut tenter d'émettre des actions, de conclure des ententes de copropriétés ou de vendre des propriétés.

En matière de placement, la Compagnie a pour politique d'investir ses liquidités dans des placements à court terme à faible risque portant intérêt, qui sont très liquides et qu'elle choisit en fonction du calendrier de dépenses prévues.

Afin de faciliter la gestion de ses besoins en capitaux, la Compagnie établit des budgets annuels de dépenses qui sont mis à jour au besoin. Les budgets annuels ainsi que les mises à jour sont approuvés par le conseil d'administration. À des fins de gestion du capital, la Compagnie a développé deux objectifs comme suit :

- maintenir la trésorerie et équivalents de trésorerie, trésoreries réservées à l'exploration pour dépenses d'exploration liées aux actions accréditives et débiteurs, qui sont égaux ou supérieurs aux dépenses d'exploration engagées;

- maintenir les investissements en capitaux propres et instruments de dettes ayant une juste valeur marchande combinée supérieure à douze mois de dépenses d'exploitation et d'administration prévues.

La Compagnie pourrait avoir besoin de ressources en capital supplémentaires pour compléter ou poursuivre ses plans d'exploration et de développement pour les douze prochains mois.

La Compagnie n'est assujettie à aucune restriction externe en matière de gestion du capital. La stratégie globale de la Compagnie demeure inchangée par rapport à 2011.

Objectifs de gestion des risques financiers

Les instruments financiers de la Compagnie sont exposés à certains risques financiers, y compris le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt.

(a) Risque de crédit

La Compagnie détenait une trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des trésoreries réservées pour l'exploration totalisant 4 896 981 \$ au 31 décembre 2012 (31 décembre 2011 - 2 985 873 \$). Ces fonds bénéficient d'une garantie maximale de 100 000 \$ par établissement individuel prévue par la Société d'assurance-dépôts du Canada (« SADC »), une société de la couronne fédérale, ainsi que d'une garantie de 1 000 000 \$ par l'entremise du Fonds canadien de protection des épargnants (« FCPE »).

La Compagnie ne considère pas être exposée à une concentration importante du risque de crédit. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus dans de grands établissements financiers ou leurs compagnies affiliées.

L'exposition maximale au risque de crédit s'établit comme suit :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011	1 ^{er} janvier 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	521 496 \$	2 074 901 \$	352 863 \$
Trésorerie réservée pour l'exploration	4 375 485	910 972	1 969 672
Placements	637 267	2 202 066	2 870 071
Débiteurs ⁽ⁱ⁾	1 062 587	486 805	373 904
Crédit d'impôts et impôts miniers remboursables	-	81 794	242 690
	6 596 835 \$	5 756 538 \$	5 809 200 \$

- (i) Les débiteurs de 1 062 587 \$ (31 décembre 2011 - 486 805 \$; 1^{er} janvier 2011 - 373 904 \$) se composent des créances de clients de 229 363 \$ (31 décembre 2011 - 50 622 \$; 1^{er} janvier 2011 - 276 499 \$), de 484 204 \$ à recevoir de MIC (31 décembre 2011 - néant; 1^{er} janvier 2011 - néant) et d'impôts recouvrables de 349 020 \$ (31 décembre 2011 - 405 318 \$; 1^{er} janvier 2011 - 94 405 \$). Les créances commerciales sont garanties par les intérêts de propriété.

(b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Compagnie ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières au moment où celles-ci deviennent exigibles. Elle atténue le risque de liquidité à travers sa structure de capital et en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés. La Compagnie finance ses activités d'exploration minière au moyen d'actions accréditatives, de ses flux de trésorerie d'exploitation et de ses réserves de liquidités.

Le conseil d'administration examine et approuve les budgets d'exploitation et d'investissement de la Compagnie, ainsi que toutes les opérations importantes menées hors du cours normal des affaires.

Les échéances contractuelles des passifs financiers sont toutes en deçà d'un an.

(c) Risque du marché des actions

Le risque du marché des actions s'entend de l'effet potentiel que peuvent avoir les variations des cours des titres individuels ou les variations générales du marché des actions sur le résultat de la Compagnie. Celle-ci surveille de près les tendances générales sur les marchés des actions et les variations des titres individuels, et détermine les mesures appropriées à prendre dans les circonstances.

La Compagnie détient des placements pour un montant de 637 267 \$ (31 décembre 2011 - 2 202 066 \$) dans diverses entreprises titulaires d'options ainsi que dans un établissement financier canadien, assujettis aux fluctuations de la juste valeur découlant des changements dans le secteur minier canadien et dans les marchés des actions. Selon le solde en cours au 31 décembre 2012, une augmentation ou une diminution de 10 % aurait un effet d'environ 63 000 \$ (31 décembre 2011 - 220 000 \$) sur le résultat net.

(d) Évaluations à la juste valeur comptabilisées dans l'état de la situation financière

Le tableau suivant fait l'analyse des instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur subséquemment à l'évaluation initiale. Les instruments financiers sont regroupés en niveaux de 1 à 3, selon le degré dans lequel la juste valeur est observable.

- Niveau 1 – évaluation à la juste valeur fondée sur les prix cotés (non rajustés) dans des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 – évaluation à la juste valeur fondée sur des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- Niveau 3 – évaluation à la juste valeur fondée sur des techniques d'évaluation incluant une part importante de données relatives à l'actif ou au passif et qui ne sont pas fondées sur des données observables (données non observables).

31 décembre 2012	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs financiers à la juste valeur
Actifs financiers				
Placements en titre de capitaux propres	434 767 \$	202 500 \$	\$ -	637 267 \$
Bons de réhabilitation	-	119 256	-	119 256
	434 767 \$	321 756 \$	\$ -	756 523 \$

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1 et 2 au cours de l'exercice. La juste valeur des placements en titre de capitaux propres du niveau 2 se rapporte aux 13,5 millions d'actions ordinaires de Mag Copper Limited détenues par Globex et reçues au cours de 2011. La juste valeur reflète les cours de marché récents ainsi que le volume des opérations sur le marché principal où les actions sont négociées.

31 décembre 2011	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs financiers à la juste valeur
Actifs financiers				
Placements en titre de capitaux propres	514 566 \$	1 687 500 \$	-	2 206 066 \$
Bons de réhabilitation	-	121 680	-	121 680
	514 566 \$	1 809 180 \$	-	2 323 746 \$

1 ^{er} janvier 2011	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs financiers à la juste valeur
Actifs financiers				
Placements en titre de capitaux propres	2 070 506 \$	799 565 \$	-	2 870 071 \$
Bons de réhabilitation	-	118 990	-	118 990
	2 070 506 \$	918 555 \$	-	2 989 061 \$

Hypothèses, jugements et estimations comptables critiques

La préparation d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction exerce son jugement, qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une influence sur l'application des méthodes et les valeurs comptables d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents dans les circonstances dont les résultats constituent la base de prise de décisions pour établir la valeur des actifs et passifs qui ne sont pas disponibles selon d'autres sources. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans les périodes au cours desquelles les estimations sont révisées, si les révisions n'ont d'incidence que sur ces périodes, ou dans la période de révision et dans les périodes ultérieures, si la révision a une incidence sur les périodes considérées et sur les périodes ultérieures.

Les jugements critiques et estimations posés par la direction, lors de l'application des méthodes comptables de la Compagnie, sont présentés dans les conventions comptables ou par voie de notes aux états financiers et les principaux éléments en sont résumés ci-dessous. Les éléments qui ont eu l'incidence la plus importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers sont les suivants :

(a) Dépréciation des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées

À la fin de chaque période de présentation, la Compagnie juge s'il y a eu une dépréciation de ses propriétés minières et de ses dépenses d'exploration et de développement reportées. Si la Compagnie détermine qu'il y a eu une dépréciation, elle doit en estimer le montant net recouvrable qui se définit comme étant le montant recouvrable diminué des frais de ventes afférents. En raison de la disponibilité limitée de l'information, la direction doit faire preuve d'un jugement important lorsqu'elle détermine le montant net recouvrable.

(b) Estimation des coûts de la rémunération et des paiements à base d'actions

L'estimation du coût de la rémunération et des paiements à base d'actions nécessite la sélection d'un modèle d'évaluation approprié. Il faut aussi porter une attention particulière aux données requises par le modèle choisi. La Compagnie a établi les estimations de la volatilité de ses propres actions, la durée de vie probable des options attribuées, les taux d'intérêt et le moment de l'exercice de ces options. La Compagnie utilise le modèle d'évaluation Black-Scholes pour calculer la juste valeur du coût de la rémunération et des paiements à base d'actions.

(c) Estimation de la valeur marchande des placements

Globex a conclu des conventions d'options pour ses propriétés. En vertu de ces conventions, la Compagnie reçoit généralement une série de paiements en espèces sur une période de temps et elle reçoit fréquemment des actions de la Compagnie ayant conclu la convention d'option. Au moment de la réception des actions, Globex tente de déterminer la juste valeur sur la base des prix publiés sur un marché actif. Toutefois, dans certains cas, les actions ne peuvent être négociées sur un marché actif lors de leur réception et Globex doit alors utiliser une technique d'évaluation pour déterminer leur juste valeur. Dans certains cas,

compte tenu de la nature stratégique de la transaction ou du volume de transactions sur le marché, le prix indiqué peut ne pas être représentatif du prix que ces actions pourraient être vendues à un tiers non lié. Ces questions d'évaluation pourraient également avoir une incidence sur la mesure de la juste valeur des actifs financiers à chaque fin de période.

(d) Durée de vie utile des immobilisations corporelles

La Compagnie revoit la durée de vie utile des immobilisations corporelles à la fin de chaque exercice. Au cours de l'exercice, la direction a déterminé que la durée de vie utile de l'équipement était appropriée.

(e) Crédit d'impôts et d'impôts miniers remboursables

Les estimations sont fondées sur une interprétation de la législation pratiquement en vigueur et sur l'application de l'interprétation de la direction quant au traitement des divers éléments qui pourraient avoir un impact sur l'évaluation.

(f) Solde d'impôts différés

La Compagnie utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur le revenu et impôts miniers différés. Selon cette méthode, des impôts différés sont comptabilisés pour tenir compte des incidences fiscales futures. Dans la préparation de ces estimations, la direction se doit d'interpréter les lois pratiquement en vigueur, les conditions économiques et commerciales ainsi que la structure corporative et fiscale prévue afin de déterminer quels pourraient être les impacts sur les revenus imposables des périodes futures.

(g) Estimation de la valeur marchande des actifs transférés

Afin de déterminer la juste valeur des propriétés minières transférées en vertu du Plan d'arrangement, la direction a embauché un consultant indépendant qui a identifié des transactions comparables survenues au cours des vingt-huit mois précédents, aussi similaires que possible, et couvrant des propriétés situées dans la même zone géographique et possédant un environnement géologique similaire. Les valeurs pour les propriétés Baie Bateman, Lac Berrigan et Berrigan Sud ainsi que la propriété Lac Chibougamau ont été déterminées en fonction de la rétroaction de la tierce partie indépendante. Les valeurs restantes ont été élaborées par la direction en appliquant une approche cohérente.

Pour l'estimation de la juste valeur de l'ensemble des propriétés de Globex, qui a été utilisée pour déterminer la « proportion papillon » afin d'allouer des liquidités et des placements à Mines indépendantes Chibougamau, la direction a estimé la juste valeur en fonction d'approches standard de l'industrie et qui sont similaires à celles appliquées par la tierce partie indépendante.

Bien que la direction estime que ces estimations sont raisonnables, les résultats futurs peuvent varier.

Actions en circulation

Au 31 décembre 2012, la Compagnie avait 27 896 018 actions ordinaires émises et en circulation (31 décembre 2011 - 22 726 241) et 1 927 900 options en circulation pour un capital-actions totalement dilué de 29 823 918.

Au cours de l'exercice 2012, 325 000 options ont été exercées pour une valeur attribuée de 207 500 \$ (produit - 108 250 \$ - juste valeur marchande - 99 250 \$), 4 722 677 actions ordinaires accréditatives ont été émises et ont généré un produit brut d'une valeur de 6 139 480 \$ (juste valeur - 4 994 232 \$) et 122 100 actions ordinaires ont été émises pour un produit brut de 128 205 \$. Ceci se traduira par une augmentation de 5 169 777 actions en circulation au cours de l'exercice.

Au 31 décembre 2011, 319 600 options étaient disponibles pour octroi et le 1^{er} février 2012, 50 000 options ont été octroyées à un consultant à un prix d'exercice de 1,39 \$ par action acquise immédiatement et 40 000 options ont été annulées, ce qui a rendu 229 600 options disponibles aux fins d'attribution future en vertu des plans d'options de la Compagnie.

En avril 2012, le conseil d'administration a modifié le plan d'options d'achats de 2006 afin d'accroître le nombre d'actions, de 1 500 000 à 2 500 000, qui peuvent être émises en vertu de ces dispositions. L'amendement a été approuvé par les actionnaires le 1^{er} juin 2012 et subséquemment, le 19 juin 2012, la TSX a confirmé l'approbation de la transaction qui a rendu 1 129 600 options du régime de 2006 disponibles aux fins d'attribution future et 1 229 600 options à partir de tous les régimes. Le 10 juillet 2012, conformément au Régime d'options d'achat d'options de 2006, 90 000 options ont été accordées aux administrateurs à un prix de levée de 1,03 \$ par action et acquises un an après la date d'émission.

Au cours de l'exercice, 325 000 options ont été exercées à un prix d'exercice de 0,33 \$ par action, ce qui a généré un produit brut de 108 250 \$. Voici des informations plus détaillées sur les différents exercices :

- Le 8 mars 2012, 25 000 options ont été exercées à un prix d'exercice de 0,25 \$ par action. (Les actions de Globex ont clôturé à 1,38 \$ par action à cette date.)
- Le 18 septembre 2012, Jack Stoch, président et chef de la direction et administrateur de Globex, a exercé 75 000 options au prix d'exercice moyen pondéré de 0,34 \$ par action. (Les actions de Globex ont clôturé à 1,09 \$ par action à cette date.) À cette même date, Dianne Stoch, vice-présidente directrice et administratrice de Globex, a exercé 200 000 options au prix d'exercice moyen pondéré de 0,34 \$ par action.
- Le 16 octobre 2012, 25 000 options ont été exercées à un prix d'exercice de 0,34 \$ par action. (Les actions de Globex ont clôturé à 1,04 \$ par action à cette date.)

Conformément au Plan d'arrangement, tous les détenteurs d'options d'actions de Globex en circulation à la date de prise d'effet (29 décembre 2012) ont disposé de leurs options en contrepartie d'une nouvelle option d'achat de Globex et d'une option d'achat de MIC où le titulaire d'options a été qualifié (dirigeant, employé, consultant ou directeur) du plan d'options d'achat d'actions de MIC. Toutes les clauses, à l'exception du prix d'exercice, demeurent inchangées.

Les prix d'exercice modifiés reflètent le prix initial par action ajusté en fonction du prix moyen pondéré en fonction du volume des actions de MIC au cours des cinq premiers jours qui ont suivi l'inscription à la Bourse de croissance TSX (du 25 janvier 2013 au 31 janvier 2013) et du prix moyen pondéré des nouvelles actions ordinaires de Globex au cours de la même période. La proportion du prix d'exercice des nouvelles options d'achat de Globex est de 78,43 % du prix d'exercice initial ou de 1,22 \$ par action sur une base modifiée.

La date d'expiration des nouvelles options d'achat d'actions de Globex demeure inchangée à 2,56 ans.

Au 31 décembre 2012, 1 139 600 options (31 décembre 2011 - 319 600) étaient disponibles aux fins d'attribution future en vertu de tous les régimes. Le 31 janvier 2013, 50 000 options ont été exercées au fournisseur de service à un prix d'exercice moyen pondéré de 1,40 \$ par action. Les options sont immédiatement acquises. De plus, 25 000 options arrivaient naturellement à échéance le 1^{er} février 2013. En conséquence, le 15 mars 2013, il y avait 1 952 900 options en circulation et il y avait 1 114 600 options disponibles pour fins d'attribution future.

Le 8 mars 2013, la Compagnie a émis un communiqué de presse indiquant que la répartition appropriée du prix de base rajusté (« PBR ») des actions de Globex est la suivante : (i) 79,8 % du PBR des actions de Globex doit être réparti aux « nouvelles » actions de Globex; et (ii) 20,2 % du PBR des actions de Globex doit être réparti aux actions de Mines indépendantes Chibougamau. Cette répartition s'appuie sur le cours de clôture initial des actions de Globex à la Bourse de Toronto et celui des actions de MIC à la Bourse de croissance TSX. Les actions de MIC ont commencé à être transigées le 25 janvier 2013.

Risques et incertitudes

Plusieurs risques sont indépendants de la volonté de la Compagnie, notamment les risques suivants :

Prix des métaux : L'offre et la demande mondiale pour les métaux déterminent les prix des métaux. La baisse des prix des métaux fait diminuer l'activité d'exploration et nuit aux modalités de conclusion des conventions d'option sur les propriétés de Globex. La capacité de la Compagnie de commercialiser ou de mettre en valeur ses propriétés et sa rentabilité future sont directement liées aux prix des métaux sur les marchés. Les prix des métaux ont également un effet direct sur les rentrées que la Compagnie prévoit recevoir des mines en production. Des prix de métaux plus bas sont synonymes de revenus plus faibles ou inexistants, tandis que des prix élevés se traduisent par des revenus plus substantiels.

Fluctuations de change : Les prix des métaux sont cotés en dollars américains. Un dollar américain fort par rapport au dollar canadien fait monter les revenus tirés des métaux lorsqu'ils sont convertis en dollars canadiens, et se traduit par une hausse correspondante du résultat net. Comme la majorité des propriétés minières de Globex se trouve au Canada, un dollar canadien fort peut nuire aux flux de trésorerie pouvant être reçus de nos projets canadiens ou à la rentabilité d'un projet.

Recrutement et fidélisation du personnel : En raison de la nature cyclique des activités de la Compagnie et de l'absence de sécurité d'emploi, il est très difficile de trouver et de conserver le personnel expérimenté et compétent dont la Compagnie a besoin pour bâtir son entreprise. Les salaires, les avantages sociaux, les conditions de travail et les défis offerts doivent être concurrentiels.

Revenus tirés des options : Les contrats d'option menés à terme peuvent sembler extrêmement lucratifs. Cependant, si les résultats d'exploration pour la première année sont décevants, la propriété peut être retournée après le versement d'un seul paiement. Ces mêmes piètres résultats peuvent aussi se traduire par la baisse de la valeur des paiements de participation reçus par la Compagnie. Si la principale cible d'une propriété est forcée avec des résultats négatifs, la propriété peut cesser d'avoir un potentiel d'exploration et ainsi perdre la capacité de générer des revenus provenant d'une option.

Succès des partenaires : Les résultats des efforts des coparticipants et des partenaires qui détiennent des options ou versent des redevances à la Compagnie ont une forte incidence sur la rentabilité de la Compagnie. La Compagnie bénéficiera de ses partenaires s'ils atteignent leurs objectifs en temps opportun et de manière économique, mais sera désavantagée si ceux-ci essuient un échec financier, technique ou autre.

Législation gouvernementale et imposition : Le financement par actions accréditives et les crédits d'impôt provinciaux offerts pour l'exploration au Québec peuvent être des sources importantes de capital de risque pour financer des programmes d'exploration. Tout changement notable dans ces programmes pourrait nuire aux activités de la Compagnie.

Le gouvernement du Québec propose également des modifications au régime fiscal minier, y compris une augmentation des redevances minières et des impôts sur les bénéficiaires. La mise en place de ces changements aurait un effet négatif sur la rentabilité de futures exploitations minières.

Découverte et mise en valeur de réserves économiques : La possibilité de recouvrer les montants présentés au titre des propriétés minières et des frais reportés connexes dépend de la découverte de réserves économiquement récupérables, de la confirmation de la participation de la Compagnie dans les concessions minières sous-jacentes, de la capacité de la Compagnie d'obtenir le financement nécessaire à la mise en valeur des propriétés, et d'une production future rentable ou de la réalisation d'un profit lors de la vente de la propriété.

Parmi les autres risques auxquels la Compagnie est exposée, notons la renégociation des contrats, la délivrance de permis, l'estimation des réserves, les facteurs environnementaux, les gouvernements n'appliquant pas les lois sur l'accès et divers autres risques liés à la réglementation.

Opérations entre apparentés

On trouvera ci-dessous un sommaire de la rémunération totale versée aux administrateurs et aux dirigeants principaux qui ont l'autorité et la responsabilité liées à la planification, la direction et le contrôle des activités de la Compagnie (les dirigeants comprennent le président et chef de la direction, la vice-présidente directrice, ainsi que le directeur des finances, trésorier et secrétaire général) :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Dépense salariale		
Salaires et avantages sociaux	444 295 \$	457 253 \$
Juste valeur de la rémunération à base d'actions	-	243 288
	444 295 \$	700 541 \$

Les opérations entre apparentés qui ont été constatées et éliminées dans les présents états financiers consolidés ne sont pas importantes et sont effectuées dans le cours normal des activités. Elles sont évaluées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant de la contrepartie qui a été établi et convenu par les parties apparentées et qui se rapproche de la valeur d'une opération équivalente conclue dans des conditions normales de concurrence, sans aucune majoration.

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction est responsable de l'information communiquée dans le présent document et elle a mis en place des systèmes, des procédures et des contrôles de communication de l'information appropriés afin d'assurer que l'information qui est utilisée à l'interne par la direction et communiquée à l'externe est, à tous égards importants, complète et fiable. Le chef de la direction et le directeur des finances ont évalué la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Compagnie, telles qu'elles sont définies dans les règles des Autorités canadiennes en valeurs mobilières en date du 31 décembre 2012. Se fondant sur cette évaluation, ils ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Compagnie au 31 décembre 2012 étaient adéquats et fonctionnaient efficacement.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF)

Il incombe à la direction de la Compagnie de mettre en place et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Compagnie à l'égard de l'information financière est un processus qui est élaboré de façon à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la communication de l'information financière, conformément aux PCGR.

Le contrôle interne de la Compagnie à l'égard de l'information financière comprend des conventions et des procédures qui : (i) concernent la tenue de dossiers raisonnablement détaillés qui donnent une image fidèle et exacte des opérations et des cessions visant les actifs de la Compagnie; (ii) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour permettre la préparation des états financiers conformément aux IFRS et que les encaissements et les décaissements de la Compagnie ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de la Compagnie; et (iii) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de la Compagnie qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers de la Compagnie est soit évitée, soit décelée à temps.

Étant donné ses limites intrinsèques, le CIIF peut ne pas éviter ou déceler des inexactitudes en temps opportun. En outre, les projections quant à l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière dans des périodes subséquentes sont assujetties au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux conventions ou aux procédures change.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 et en date de la fin de cet exercice, le chef de la direction et le chef des finances ont participé à l'évaluation de la conception du CIIF en se fondant sur les critères énoncés en vertu du *Internal Control over Financial Reporting – Guidance for Smaller Public Companies issued by the*

Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). L'efficacité du CIIF a également été évaluée à la fin de l'exercice. Se fondant sur cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef des finances ont conclu que le CIIF est conçu adéquatement et fonctionne efficacement de manière à assurer qu'aux fins de la communication de l'information financière, les états financiers sont préparés adéquatement, conformément à l'application des IFRS par la Compagnie.

Comme il est indiqué ci-dessus et à la note 8 afférente aux états financiers, la Compagnie a reclassé les fonds réservés en tant qu'élément de trésorerie et d'équivalents de trésorerie le 31 décembre 2012, et ceux-ci sont donc un élément courant dans l'état de la situation financière. Comme le changement n'a d'incidence ni sur l'actif total ni sur le passif total de la Compagnie, la direction en conclut que le déficit n'a pas entraîné de faiblesse importante, et qu'au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2012, aucun changement important n'a été apporté ou ne risque d'être apporté au CIIF de la Compagnie qui pourrait modifier le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Perspectives

Malgré la publication d'une évaluation économique préliminaire positive relativement à notre de talc-magnésite de Timmins, lever des fonds pour entreprendre la première phase de construction du projet s'avère un défi. Les forages de définition requis pour l'étude de pré faisabilité ont commencé en décembre et se termineront sous peu.

Au cours des troisième et quatrième trimestres de 2012, la direction a travaillé avec diligence pour mener à bien la scission partielle de propriétés de Globex de la région de Chibougamau à Mines indépendantes Chibougamau inc., ce qui permet aux actionnaires de profiter de la valeur précédemment non comptabilisée au sein de Globex. Les travaux de forage ont déjà commencé sur ces propriétés. Au cours de 2013, par l'intermédiaire de l'Entente de gestion, la direction de Globex aidera la Compagnie à forger son orientation stratégique future.

Nous continuons à chercher une propriété ou un partenaire approprié pour exploiter notre technologie brevetée de récupération de l'or à partir de minerais aurifères réfractaires et de résidus.

Même confrontée à la rareté des ressources financières, Globex estime être bien positionnée, grâce à une combinaison d'actifs de première classe, de ressources humaines et de ressources d'entreprise nécessaires pour atteindre les objectifs stratégiques énoncés dans l'orientation de notre Compagnie.

Renseignements complémentaires

Le présent rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers comparatifs pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 et l'exercice terminé le 31 décembre 2011. On pourra également obtenir de l'information complémentaire sur la Compagnie, y compris sa notice annuelle, sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. En outre, la Compagnie affiche en temps utile tous les documents à destination du public, y compris sa notice annuelle et son rapport de gestion, sur son site www.globexmining.com.

Si vous souhaitez obtenir, sans frais, un exemplaire du rapport de gestion de 2012 ou 2011, vous pouvez en faire la demande à l'adresse suivante :

Entreprises minières Globex inc.
86, 14e Rue, Rouyn-Noranda, Québec J9X 2J1
Téléphone : 819.797.5242 Télécopie : 819.797.1470
Courriel : info@globexmining.com

Approbation

Le conseil d'administration de la Compagnie a approuvé le contenu et l'envoi du présent rapport de gestion le 15 mars 2013.

Responsabilité des états financiers

La direction de la Compagnie est responsable de la préparation des états financiers consolidés ainsi que des renseignements contenus dans le rapport annuel. Les états financiers consolidés ci-joints des Entreprises minières Globex inc. ont été préparés par la direction et approuvés par le conseil d'administration de la Compagnie. L'information financière qui figure dans d'autres sections du présent rapport est conforme aux états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière et, le cas échéant, reflètent les meilleures estimations et jugements de la direction basés sur l'information actuellement disponible.

Globex maintient des systèmes adéquats relativement à la comptabilité et aux contrôles administratifs afin de présenter des états financiers fiables et de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des actifs.

Deloitte s.e.n.c.r.l., comptables professionnels agréés, ont été nommés par les actionnaires pour effectuer un audit indépendant des états financiers de la Compagnie. Leur rapport décrit la nature de leur vérification et exprime leur opinion sur les états financiers de la Compagnie.

Le conseil d'administration de la Compagnie a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses obligations en ce qui a trait à la présentation de l'information financière. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche au moyen de son comité de vérification qui se compose uniquement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification est également responsable de faire des recommandations au sujet de la nomination, de la rémunération et des termes de la mission de l'auditeur de la Compagnie. Le comité de vérification rencontre périodiquement la direction, ainsi que l'auditeur indépendant, afin de discuter des contrôles internes, des questions de vérification et de présentation de l'information financière, et de s'assurer que chaque partie remplit correctement ses fonctions. Le comité de vérification examine également les états financiers consolidés, le rapport de gestion, le rapport de l'auditeur indépendant ainsi que les honoraires et les frais relatifs aux services de vérification et étudie la nomination de l'auditeur indépendant ou le renouvellement de leur mandat. Deloitte s.e.n.c.r.l., auditeur indépendant, a librement et pleinement accès au comité de vérification. Le comité de vérification communique ses résultats au conseil d'administration pour son appréciation lors de l'approbation de la publication des états financiers aux actionnaires.

« Jack Stoch »

Jack Stoch
Président et chef de la direction

« James Wilson »

James Wilson
Chef des finances, trésorier et secrétaire général

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'intention des actionnaires de
Entreprises minières Globex inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Entreprises minières Globex inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2012, au 31 décembre 2011 et au 1er janvier 2011 et les états consolidés du résultat net et du résultat global, les états consolidés de la variation des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Entreprises minières Globex inc. au 31 décembre 2012, au 31 décembre 2011 et au 1er janvier 2011, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 8 des états financiers, qui explique que certaines informations comparatives des exercices clos le 31 décembre 2011 et le 1er janvier 2011 ont été retraitées.

« *Deloitte s.e.n.c.r.l.* »

Deloitte s.e.n.c.r.l.⁽¹⁾

Le 15 mars 2013

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A116207

ENTREPRISES MINIÈRES GLOBEX INC.

État consolidé du résultat net et du résultat global

(en dollars canadiens)

	Notes	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Activités poursuivies			
Revenus	18	1 189 654 \$	3 753 145 \$
Dépenses			
Salaires		774 709	749 610
Administration	19	540 908	578 454
Honoraires et services contractuels	19	498 540	775 593
Amortissement et dépréciation		50 052	48 827
Rémunération et paiements à base d'actions		98 939	355 694
Dévaluation des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées	13, 14	1 001 140	375 492
Perte (gain) de change		6 730	(8 851)
		2 971 018	2 874 819
Résultat (perte) opérationnel		(1 781 364)	878 326
Autres revenus (dépenses)			
Gain sur disposition de placements		-	140 610
Revenus d'intérêts		16 845	25 928
Diminution de la juste valeur des actifs financiers		(1 699 299)	(420 425)
Autres		33 022	96 050
Gain sur scission partielle d'actifs	6	6 103 061	-
		4 453 629	(157 837)
Résultat net avant impôts		2 672 265	720 489
Impôts (recouvrement) sur le revenu et impôts miniers	17	(270 412)	361 721
Résultat net et résultat global de l'exercice		2 942 677 \$	358 768 \$
Résultat net par action			
De base et dilué	20	0,12 \$	0,02 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		24 013 516	21 984 808
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice		27 896 018	22 726 241

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ENTREPRISES MINIÈRES GLOBEX INC.

Tableau consolidé des flux de trésorerie (en dollars canadiens)

	Notes	31 décembre 2012	31 décembre 2011
			<i>Amendé (Note 8)</i>
Activités opérationnelles			
Résultat net et résultat global de l'exercice		2 942 677 \$	358 768 \$
Ajustements pour :			
Disposition de propriétés minières en contrepartie d'actions		(134 500)	(1 781 000)
Diminution de la juste valeur des actifs financiers		1 699 299	420 425
Amortissement et dépréciation		50 052	48 827
Variation du taux de change des bons de réhabilitation		2 424	(2 690)
Gain sur disposition de placements		-	(140 610)
Déévaluation des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées		1 001 140	375 492
Gain sur scission partielle d'actifs		(6 103 061)	-
Amortissement de la prime sur obligations		-	597
Impôts exigibles (recouvrement)		323 540	(17 505)
Impôts et impôts miniers différés		(593 950)	379 226
Impôts sur le revenu et impôts miniers payés		(15 025)	(58 115)
Rémunération et paiements à base d'actions		98 939	355 694
		(3 671 142)	(419 659)
Variations des éléments hors-caisse du fonds de roulement	23	(108 418)	120 968
		(836 883)	60 077
Activités de financement			
Émission d'actions		6 375 935	2 106 180
Frais d'émission d'actions		(457 802)	(30 703)
		5 918 133	2 075 477
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(89 437)	(97 581)
Dépenses d'exploration reportées		(3 058 245)	(4 004 265)
Acquisitions de propriétés minières		(136 844)	(228 447)
Produit d'options sur propriétés minières		114 384	689 484
Produit de la vente de placements		-	2 175 034
Acquisition de placements		-	(6 441)
		(3 170 142)	(1 472 216)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		1 911 108	663 338
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		2 985 873	2 322 535
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		4 896 981 \$	2 985 873 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie		521 496 \$	2 074 901 \$
Trésorerie réservée pour l'exploration		4 375 485	910 972
		4 896 981 \$	2 985 873 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 23)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ENTREPRISES MINIÈRES GLOBEX INC.

État consolidé de la situation financière

(en dollars canadiens)

	Notes	31 décembre 2012	31 décembre 2011	1er janvier 2011
			<i>Amendé</i>	<i>Amendé</i>
			<i>(Note 8)</i>	<i>(Note 8)</i>
Actif				
Courant				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	521 496 \$	2 074 901 \$	352 863 \$
Trésorerie réservée pour l'exploration	8	4 375 485	910 972	1 969 672
Placements	9	637 267	2 202 066	2 870 071
Débiteurs	10	1 062 587	486 805	373 904
Crédits d'impôts et impôts miniers remboursables	17	-	81 794	242 690
Frais payés d'avance et dépôts		102 466	130 258	75 140
		6 699 301	5 886 796	5 884 340
Bons de réhabilitation	11	119 256	121 680	118 990
Immobilisations corporelles	12	565 053	525 668	476 914
Propriétés minières	13	3 045 931	3 049 515	2 907 036
Dépenses d'exploration reportées	14	13 664 519	11 907 484	8 382 227
		24 094 060 \$	21 491 143 \$	17 769 507 \$
Passif				
Courant				
Créditeurs et charges à payer	15	1 141 300 \$	698 700 \$	594 265 \$
Sommes dues à des parties liées	22	200 849	-	-
Dividende à payer	6	575 909	-	-
Passifs d'impôts exigibles		334 994	312 148	387 768
		2 253 052	1 010 848	982 033
Autres passifs	16	836 144	234 693	468 934
Passifs d'impôts différés	17	3 346 423	3 519 727	2 500 108
Capitaux propres				
Capital émis	21	48 278 353	50 288 153	48 019 236
Déficit		(34 234 815)	(37 177 492)	(37 536 260)
Réserves - règlement en instruments de capitaux propres		3 614 903	3 615 214	3 335 456
		17 658 441	16 725 875	13 818 432
		24 094 060 \$	21 491 143 \$	17 769 507 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au nom du conseil

"Jack Stoch"
Jack Stoch, administrateur

"Dianne Stoch"
Dianne Stoch, administratrice

ENTREPRISES MINIÈRES GLOBEX INC.

État consolidé de la variation des capitaux propres (en dollars canadiens)

	Notes	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Actions ordinaires			
Solde au début de l'exercice		50 288 153 \$	48 019 236 \$
Émises suite à l'exercice d'options		207 500	352 116
Juste valeur des actions émises par placements privés		5 122 437	1 439 245
Actions émises relativement à l'acquisition d'une propriété		-	500 000
Distribution liée à la scission partielle d'actifs ⁽ⁱ⁾	6	(7 005 084)	-
Frais d'émission d'actions, net des impôts de 123 149 \$ (31 décembre 2011 - 8 259 \$)		(334 653)	(22 444)
Solde à la fin de l'exercice		48 278 353 \$	50 288 153 \$
Réserves - règlement en instruments de capitaux propres			
Solde au début de l'exercice		3 615 214 \$	3 335 456 \$
Coûts de la rémunération à base d'actions		60 289	355 694
Coûts des paiements à base d'actions		38 650	-
Juste valeur des options d'achats d'actions exercées		(99 250)	(75 936)
Solde à la fin de l'exercice		3 614 903 \$	3 615 214 \$
Déficit			
Solde au début de l'exercice		(37 177 492) \$	(37 536 260) \$
Résultat net attribuable aux actionnaires		2 942 677	358 768
Solde à la fin de l'exercice		(34 234 815) \$	(37 177 492) \$
Total des capitaux propres		17 658 441 \$	16 725 875 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

(i) Représente l'équivalent d'un dividende par action de 0,25 \$ - \$

Notes aux états financiers consolidés
Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011
(en dollars canadiens)

1. Description générale de l'entreprise

Entreprises minières Globex inc. (« Globex ») est une entreprise canadienne axée sur l'exploration, les redevances et la mise en valeur qui possède un portefeuille de plus de 100 biens miniers en Amérique du Nord. Ces biens sont à l'étape initiale ou intermédiaire de leur exploration et de leur mise en valeur, et contiennent des métaux de base (cuivre, nickel, zinc, plomb), des métaux précieux (or, argent, platine, palladium), des métaux de spécialité (manganèse, fer, uranium, lithium et terres rares) et des minéraux industriels (mica, ainsi que du talc et de la magnésite). La Compagnie tire actuellement des redevances et des revenus provenant d'options sur des biens contenant de l'or, de l'argent et du zinc.

Globex est incorporée dans la province de Québec et son siège social est situé au 86, 14e Rue, Rouyn-Noranda, Québec, J9X 2J1, Canada.

Le 10 septembre 2012, Globex et Mines indépendantes Chibougamau inc. (« MIC ») ont conclu un arrangement entraînant une réorganisation du capital de Globex et de MIC, le transfert de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de certains placements détenus par Globex ainsi que le transfert de dix propriétés de Globex vers MIC et sont assujetties à une « redevance brute de métaux » de 3 % en faveur de Globex.

- Mine Bateman Bay (y compris une partie de l'ancienne mine Jaculet);
- Propriété du lac Berrigan (Taché);
- Propriété Berrigan Sud;
- Propriété du lac Chibougamau (y compris les zones S-3 et Tommy, les prolongements en aval-pendage des mines Henderson 1 et 2 et de la mine Portage);
- Propriété Copper Cliff;
- Mine Grandroy;
- Mine Kokko Creek;
- Mine Québec Chibougamau Goldfields;
- Sulphur Converting (sulfures massifs)/Magnetite Bay (gisement historique de fer-titane); et
- Propriété Virginia.

Le 29 décembre 2012, (la « date de prise d'effet »), Globex a terminé la réorganisation selon un Plan d'arrangement établi en vertu de la Loi sur les sociétés par actions du Québec, ce qui a entraîné le transfert à MIC de liquidités s'élevant à 503 006 \$, de placements d'une valeur marchande de 72 903 \$ et de dix propriétés minières d'une valeur marchande de 6 429 175 \$, pour une valeur totale de 7 005 084 \$.

En vertu de l'arrangement, chaque actionnaire de Globex inscrit à la date de prise d'effet était en droit de recevoir une nouvelle action ordinaire de Globex et une action ordinaire de MIC, ce qui a entraîné l'émission de 27 896 018 actions ordinaires de MIC. La distribution a été inscrite à titre de remboursement de capital de Globex. Les actions de MIC ont commencé à être transigées à la Bourse de croissance TSX le 25 janvier 2013. Voir également la note 6.

1. Description générale de l'entreprise (suite)

Les actions de Globex sont inscrites à la Bourse de Toronto et se négocient sous le symbole GMX. Elles sont aussi cotées en Europe aux bourses de Francfort, Munich, Stuttgart, Xetra et Berlin sous le symbole G1M et sous GLBXF à la bourse OTCQX International aux États-Unis.

L'arrangement a été conçu de manière à maximiser la valeur pour les actionnaires sur les actifs d'exploration et d'évaluation du camp minier de Chibougamau. Globex conservera ses autres propriétés minières.

La Compagnie cherche à accroître la valeur pour ses actionnaires par l'acquisition et la mise en valeur de propriétés dans le but de leur mise en production commerciale éventuelle, en concluant des conventions d'option ou des coparticipations, ou en vendant les propriétés.

2. Mode de présentation

(a) État de conformité

Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière, tel qu'émisses par l'« International Accounting Standards Board » (« IASB »).

(b) Mode de présentation

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base de continuité de l'exploitation et en appliquant le principe du coût historique, tel que modifié par la réévaluation des actifs et passifs financiers à la juste valeur dans l'état du résultat net. Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens à moins d'indication contraire.

La préparation des états financiers, conformément aux IFRS, nécessite l'utilisation de certaines estimations comptables critiques. Elle exige également de la direction qu'elle fasse preuve de jugement dans l'application des méthodes comptables de la Compagnie. Les endroits impliquant un degré plus élevé de jugement ou de complexité, ou les endroits dans lesquels des hypothèses et estimations ont un impact important sur les états financiers, sont présentés à la note 5.

Le recouvrement des montants indiqués au titre des propriétés minières et des dépenses reportées connexes dépend de la découverte de réserves économiquement exploitables, de la confirmation de l'intérêt par la Compagnie dans ces claims miniers, de la capacité de la Compagnie à obtenir le financement nécessaire pour mener à terme la mise en valeur, de la rentabilité de la production future ou du produit de la cession de tels biens.

Les présents états financiers consolidés ont été préparés en se fondant sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, selon laquelle la Compagnie poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal de ses activités. Cette hypothèse est fondée sur l'actif net à court terme de la Compagnie et sur les plans d'exploitation courants de la direction.

2. Mode de présentation (suite)

(c) Approbation des états financiers

Le 15 mars 2012, le conseil d'administration de la Compagnie a approuvé ces états financiers consolidés annuels pour les exercices se terminant le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2011.

3. Nouvelles normes internationales d'information financière révisées, mais non adoptées

Certaines nouvelles normes, interprétations, amendements et améliorations aux normes existantes ne sont pas encore entrées en vigueur et n'ont pas été appliquées dans la préparation des états financiers consolidés.

IFRS 9 - Instruments Financiers - les amendements à l'IFRS 9 sont les premiers d'un projet à phases multiples afin de remplacer l'IAS 39 - *Instruments Financiers : comptabilisation et évaluation*. Il simplifie l'évaluation et la classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation et en supprimant les règles complexes sur les instruments dérivés incorporés énoncées dans l'IAS39 - *Instruments Financiers : comptabilisation et évaluation*. La nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un instrument financier non dérivé, son classement et son évaluation. L'IFRS 9 est applicable pour les périodes ouvertes le 1 janvier 2015 et son adoption anticipée est permise. La direction ne croit pas adopter cette norme par anticipation.

IFRS 10 - États financiers consolidés - En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10 - *États financiers consolidés* qui remplace les normes de consolidation incluses dans l'IAS 27 - *États financiers consolidés et individuels* et SIC 12- *Consolidation - Entités ad hoc*. L'IFRS 10 est applicable pour les périodes annuelles ouvertes le ou après le 1 janvier 2013 et son adoption anticipée est permise.

L'IFRS 10 fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle comme étant un facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre des états financiers consolidés de la société mère. La direction évalue présentement l'impact que cette nouvelle norme peut avoir sur les états financiers de la Compagnie.

IFRS 11 - Partenariats - En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 11 - *Partenariats* qui remplace l'IAS 31 - *Participation dans des coentreprises* et SIC 13- *Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. L'IFRS 11 est applicable pour les périodes annuelles ouvertes le ou après le 1 janvier 2013 et son adoption anticipée est permise.

L'IFRS 11 améliore la norme comptable pour les partenariats, particulièrement en mettant l'accent sur les droits et obligations de l'accord, et non sur sa forme juridique. La norme adresse les incohérences dans la présentation des partenariats en exigeant d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations d'une entité dans des coentreprises. La direction évalue présentement l'impact que cette nouvelle norme peut avoir sur les états financiers de la Compagnie.

IFRS 12 - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités - En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12 qui expose les exigences concernant les informations à fournir sous IFRS 10 et IFRS 11 et, à la même date d'entrée en vigueur que ces normes.

3. Nouvelles normes internationales d'information financière révisées, mais non adoptées (suite)

L'IFRS 12 est une norme complète sur les exigences relatives aux informations à fournir pour tous les types de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités ad hoc et les autres véhicules hors bilan. La direction évalue présentement l'impact que cette nouvelle norme peut avoir sur les états financiers de la Compagnie.

IFRS 13 - *Évaluation de la juste valeur* - En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 qui est applicable pour les périodes annuelles ouvertes le ou après le 1 janvier 2013 et son adoption anticipée est permise. L'IFRS 13 vise à accroître la cohérence et la comparabilité des évaluations à la juste valeur et des informations fournies à leur sujet, la présente norme établit une hiérarchie des justes valeurs qui classe selon trois niveaux les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables. La direction évalue présentement l'impact que cette nouvelle norme peut avoir sur les états financiers consolidés.

4. Sommaire des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées dans la préparation des états financiers consolidés sont présentées ci-après.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés de Globex regroupent les comptes de la Compagnie ainsi que ceux de ses filiales, Globex Nevada Inc., Corporation de magnésium mondiale et Solutions réfractaires Eco inc. De plus, la Compagnie a une coparticipation avec Duparquet Assets Ltd. qui a été consolidée en utilisant la consolidation proportionnelle. Toutes les transactions importantes intercompagnies ainsi que les soldes ont été éliminés par consolidation. Le tableau suivant illustre la participation de Globex dans chaque entité :

Entité	Relation	31 décembre, 2012	31 décembre, 2011
Globex Nevada Inc.	Filiale	100 %	100 %
Duparquet Assets Ltd.	Coentreprise	50 %	50 %
Corporation de magnésium mondiale	Filiale	90 %	90 %
Solutions réfractaires Eco inc.	Filiale	75 %	75 %
Mines indépendantes Chibougamau inc.	Filiale (i)	0 %	100 %

(i) Capital-actions annulé le 24 septembre 2012 en lien avec la mise en œuvre du Plan d'arrangement.

Le contrôle existe lorsque la Compagnie a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les filiales sont incluses dans les états financiers consolidés à partir de la date de début du contrôle jusqu'à la date de cessation du contrôle. Toutes les transactions intercompagnies, les soldes, les revenus et les dépenses sont intégralement éliminés lors de la consolidation.

4. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

La participation sans contrôle dans les actifs nets des filiales consolidées est identifiée séparément du déficit de la Compagnie. La participation sans contrôle est composée de la participation sans contrôle à la date du regroupement d'entreprise plus la portion de la participation sans contrôle dans le déficit, depuis la date du regroupement d'entreprise. Les pertes applicables à la participation sans contrôle, qui sont supérieures à la participation dans les capitaux propres de la filiale, sont imputées à la participation dans la Compagnie, sauf dans la mesure où la participation sans contrôle a une obligation irrévocable et est capable de faire une mise de fonds supplémentaire pour couvrir les pertes.

Conversion de devises

La monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de l'ensemble des opérations de la Compagnie est le dollar canadien (Cdn), puisqu'il est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Compagnie exerce ses activités. Les transactions conclues en devises étrangères sont initialement enregistrées en monnaie fonctionnelle de la Compagnie au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les éléments d'actif et de passif monétaires en devises étrangères sont convertis au taux de change fonctionnel en vigueur à la fin de chaque période considérée. Les éléments non monétaires évalués initialement en monnaie étrangère, sont convertis au cours de change à la date de la transaction initiale. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère, évalués à la juste valeur, sont convertis au cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Tous les gains et pertes de change résultant de ces transactions sont comptabilisés au résultat net.

Aux fins de la présentation des états financiers consolidés, les actifs et les passifs provenant d'opérations étrangères sont exprimés en dollars canadiens en utilisant les taux de change prévalant à la fin de la période considérée. Les produits et charges sont convertis aux taux de change moyen de l'exercice. Les différences de change résultantes, le cas échéant, sont constatées dans les autres éléments du résultat global.

Participation dans une coentreprise

Une coentreprise peut prendre la forme d'une entité contrôlée conjointement, d'activités contrôlées conjointement ou d'actifs contrôlés conjointement. Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel la Compagnie et d'autres parties conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint (c'est-à-dire lorsque les décisions concernant les politiques financières stratégiques et opérationnelles relatives aux activités de la coentreprise requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle).

Lorsque la Compagnie mène ses activités en vertu d'accords de coentreprise, sa part des actifs contrôlés conjointement et tout passif encouru conjointement avec d'autres coentrepreneurs sont comptabilisés dans les états financiers et classés selon leur nature. Les passifs et charges engagés directement dans le cadre des actifs contrôlés conjointement sont comptabilisés sur une base d'exercice.

Les accords de coentreprise qui impliquent la création d'une entité séparée, dans laquelle chaque entreprise a un intérêt, sont désignés comme des entités contrôlées conjointement. La Compagnie comptabilise sa participation dans une entité contrôlée conjointement en utilisant la consolidation proportionnelle.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les soldes bancaires et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de trois mois ou moins, qui sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu.

4. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Trésorerie réservée pour l'exploration

La trésorerie réservée pour l'exploration comprend l'encaisse, les soldes bancaires et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de trois mois ou moins, qui sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu. Ces liquidités sont affectées au financement des dépenses prescrites relatives aux ressources.

Crédits d'impôt et impôts miniers remboursables

La Compagnie a droit à un crédit d'impôt remboursable de 35 % sur les dépenses d'exploration admissibles engagées dans la province de Québec. En plus, la Compagnie a droit à un remboursement sur les impôts miniers, au moins de 16 % sur 50 % des dépenses d'exploration admissibles et des pertes d'exploitation de l'exercice, déduction faite du crédit d'impôt remboursable.

Le crédit ou le remboursement est comptabilisé en fonction des meilleures estimations de la direction, une fois que les informations nécessaires sont disponibles et que la direction estime que les montants sont recouvrables.

Actifs financiers

Les actifs financiers sont classés dans les catégories déterminées suivantes : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net (JVBRN), placements détenus jusqu'à leur échéance, actifs financiers disponibles à la vente et prêts et créances. La classification dépend de la nature et de l'objet des actifs financiers et elle est déterminée au moment de la comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes normalisés d'actifs financiers sont comptabilisés ou décomptabilisés à la date de transition. Les achats ou les ventes normalisés sont des achats ou des ventes d'actifs financiers qui exigent la livraison d'actifs dans le délai défini par la réglementation ou par une convention sur le marché.

Actifs financiers à la JVBRN

Les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers à la JVBRN lorsqu'ils sont détenus à des fins de transaction ou qu'ils sont désignés comme étant à la JVBRN.

Un actif financier est classé comme étant détenu à des fins de transaction :

- s'il est acquis principalement en vue d'être vendu à court terme;
- si, au moment de la comptabilisation initiale, il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers déterminés qui sont gérés ensemble par la Compagnie et qui présentent un profil récent de prise de bénéfices à court terme;
- s'il est un dérivé qui n'est pas un instrument de couverture désigné et efficace.

4. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Un actif financier autre qu'un actif détenu à des fins de transaction peut être désigné comme étant à la JVBRN au moment de la comptabilisation initiale :

- si cette désignation élimine ou réduit sensiblement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui autrement surviendrait;
- si l'actif financier fait partie d'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou les deux qui est géré et dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur, conformément à une stratégie de gestion de risques ou d'investissement documentée de la Compagnie et les informations sur le groupe sont fournies en interne sur cette base;
- s'il fait partie d'un contrat contenant un ou plusieurs dérivés incorporés, et si IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, permet que l'intégralité du contrat composé (actif ou passif) soit désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

La Compagnie a désigné ses placements à la JVBRN.

Les actifs financiers inscrits à la JVBRN sont évalués à leur juste valeur et les gains ou pertes résultant de la réévaluation sont comptabilisés au résultat net. La juste valeur est déterminée de la manière décrite à la note 24.

Le revenu d'intérêt relatif aux instruments de dettes à la JVBRN est inclus dans le résultat net décrit ci-dessus. Les revenus de dividendes sur les investissements en instruments de capitaux propres à la JVBRN sont reconnus au résultat net lorsque le droit de la Compagnie de recevoir des dividendes est établi.

Placements détenus jusqu'à leur échéance

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que la Compagnie a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Après la comptabilisation initiale, les placements détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou ne sont pas classés comme a) des prêts et des créances, b) des placements détenus jusqu'à leur échéance, ou c) des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les billets remboursables cotés détenus par la Compagnie et négociés sur un marché actif sont classés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à la juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. La méthode de détermination de la juste valeur est décrite à la note 24. Les variations de la valeur comptable des actifs financiers monétaires disponibles à la vente découlant des variations des taux de change, les produits d'intérêts calculés au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et les dividendes sur les placements en capitaux propres disponibles à la vente sont comptabilisés en résultat net. Les autres variations de la valeur comptable des actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et cumulées dans la réserve au titre de la réévaluation de placements. Si le placement est cédé ou s'il est déterminé comme étant déprécié, le profit ou la perte cumulée précédemment et comptabilisé dans la réserve au titre de la réévaluation de placements est reclassé au résultat net.

4. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances (y compris les débiteurs et crédits d'impôts et impôts miniers remboursables) sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés par application du taux d'intérêt effectif, sauf en ce qui concerne les créances à court terme pour lesquelles la comptabilisation des intérêts n'aurait pas d'incidence importante.

Méthode du taux d'intérêt effectif

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif/passif financier et d'affectation des produits/charges financières au cours de la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les encaissements/décaissements de trésoreries futures sur la durée de vie prévue de l'actif/passif financier ou, selon les cas, sur une période plus courte.

Dépréciation des actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers autres que ceux évalués à la JVBRN, y compris les prêts et créances, sont évalués avec des indicateurs de dépréciation à la fin de chaque période. Les actifs financiers doivent être dépréciés lorsqu'il y a des indications objectives de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif et que les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ont été affectés. Si la dépréciation diminue, alors la dépréciation est renversée dans le résultat net jusqu'à ce que la valeur comptable du placement soit renversée mais n'excède pas le coût amorti si ce dernier n'avait pas fait l'objet d'une dépréciation.

Décomptabilisation des actifs financiers

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés aux actifs arrivent à expiration ou lorsque les actifs financiers sont transférés et que la Compagnie a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs financiers.

Classification des actifs financiers

Le tableau ci-dessous illustre la classification et l'évaluation des actifs financiers selon l'IAS 39 :

Actifs financiers	Catégorie d'évaluation selon l'IAS 39
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances
Trésorerie réservée pour l'exploration	Prêts et créances
Placements dans des capitaux propres	Actifs financiers à la JVBRN
Titres de créances	Actifs financiers à la JVBRN
Débiteurs	Prêts et créances
Crédit d'impôts et impôts miniers remboursables	Prêts et créances
Bons de réhabilitation	Disponible à la vente

4. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, diminution faite de l'amortissement cumulé et de la dépréciation.

Lorsqu'un élément des immobilisations corporelles comprend des composantes majeures avec différentes durées de vie utile, les composantes sont comptabilisées comme des éléments distincts des immobilisations corporelles. Les dépenses engagées pour remplacer une composante d'un élément d'immobilisations corporelles qui sont comptabilisées séparément, y compris l'inspection majeure et les dépenses de révision, sont capitalisées. Les frais directement attribuables engagés pour des projets d'immobilisations majeurs et la préparation du site sont capitalisés jusqu'à ce que l'actif soit amené à un état de fonctionnement pour l'usage prévu. Ces coûts comprennent les coûts de démantèlement et de restauration de site dans la mesure où ils sont reconnus comme une provision.

La direction révisé les durées de vie utile estimatives, les valeurs résiduelles et les méthodes d'amortissement des immobilisations corporelles de la Compagnie à la fin de chaque exercice et lors d'événements et de circonstances indiquant que cette révision devrait être faite. Les modifications de durées de vie utile estimatives, les valeurs résiduelles ou les méthodes d'amortissement résultant de cette révision sont comptabilisées prospectivement.

Propriétés minières

Tous les coûts directs liés à l'acquisition de propriétés minières sont capitalisés par propriété à leurs coûts, à la date d'acquisition.

Dépenses d'exploration et d'évaluation reportées

Tous les coûts engagés avant l'obtention des droits juridiques d'entreprendre des activités d'exploration et d'évaluation sont comptabilisés au résultat net lorsqu'ils sont encourus. Les coûts d'exploration et d'évaluation découlant de l'acquisition du droit d'exploration sont capitalisés projet par projet, jusqu'à la détermination de la faisabilité technique et de la viabilité commerciale du projet. Les coûts encourus comprennent les coûts techniques appropriés et les frais d'exploration reportés et sont comptabilisés au coût historique diminué des pertes de valeur comptabilisées. La Compagnie classe les actifs d'exploration et d'évaluation en immobilisations corporelles ou incorporelles selon la nature des actifs acquis.

Les frais généraux d'exploration qui ne sont pas liés à des propriétés spécifiques et les frais généraux administratifs d'exploration sont imputés à l'état consolidé du résultat net et du résultat global de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Si un projet d'exploration est réussi, alors les dépenses connexes sont transférées en actifs miniers et amorties sur la durée de vie estimée des réserves de minerai sur une base d'unité de production.

La recouvrabilité des coûts d'exploration et d'évaluation reportés dépend de la découverte de réserves de minerai économiquement exploitables, de la capacité de la Compagnie d'obtenir le financement nécessaire pour compléter le développement des réserves de minerai et de la rentabilité future de la production ou du produit de la cession de celles-ci.

4. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile des actifs connexes. Les catégories importantes et leurs vies utiles estimatives sont les suivantes :

Bâtiments	20 ans
Équipement minier	5 ans
Matériel de bureau	2 à 5 ans
Matériel roulant	5 ans
Systèmes informatiques	3 ans

Dépréciation des actifs non financiers

Lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable, l'actif est révisé pour dépréciation. La valeur comptable d'un actif est dévaluée à sa valeur recouvrable estimée (soit le plus élevé de la juste valeur, diminué des coûts de la vente ou la valeur d'utilité) si celle-ci est inférieure à la valeur comptable de l'actif.

Des tests de dépréciation des propriétés minières, des frais d'exploration et d'évaluation reportés sont effectués projet par projet, chaque projet représentant une seule unité génératrice de trésorerie. Un test de dépréciation est effectué lorsque les indicateurs de dépréciation surviennent, mais généralement lorsque l'une de ces circonstances survient :

- le droit d'exploration dans la zone spécifique expire ou expirera dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé;
- aucune dépense d'exploration et d'évaluation ultérieure dans la zone spécifique n'est prévue au budget ni planifiée;
- aucune découverte de ressources n'est commercialement viable et la Compagnie a décidé de cesser l'exploration dans la zone spécifique;
- un travail suffisant a été réalisé afin d'indiquer que la valeur comptable de la dépense comptabilisée en actif ne sera pas entièrement récupérée.

Des reprises de pertes de valeur sont comptabilisées au titre des dépenses d'exploration et d'évaluation lorsque des changements dans les circonstances les justifient.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque la Compagnie a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision équivaut à la meilleure estimation de la contrepartie qui sera nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle. La provision est estimée à la fin de chaque période de présentation de l'information financière en tenant compte des risques et des incertitudes entourant l'obligation, de sa valeur comptable et de la valeur actuelle de ses flux de trésorerie. Lorsque tout ou partie des avantages économiques nécessaires pour éteindre une provision est censé être recouvré auprès d'un tiers, la créance est reconnue à titre d'actif s'il est pratiquement certain que le remboursement sera reçu et que le montant à recevoir peut être évalué de façon fiable.

4. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Constatation des produits

Les revenus comprennent la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir pour la vente de marchandises ou découlant de l'utilisation, par des tiers, d'actifs de la Compagnie produisant un revenu d'options, de redevances, d'intérêts et de dividendes. La Compagnie constate ses produits lorsque le montant des recettes peut être mesuré de manière fiable, qu'il est probable qu'elle en retire des avantages économiques futurs et lorsque les critères spécifiques ont été respectés pour chaque activité de l'entreprise, tel que décrit ci-dessous.

(a) Vente de propriétés minières

Les produits de la vente de propriétés minières sont comptabilisés initialement à titre de crédit contre le coût de la propriété et des dépenses d'exploration reportés, jusqu'à ce qu'ils soient complètement recouverts. Tout montant supplémentaire est comptabilisé comme autre revenu.

(b) Revenus d'options

Les revenus d'options sont comptabilisés sur une base d'exercice en conformité avec la substance des accords pertinents. Les actions reçues en vertu des conventions d'options sont évaluées à la juste valeur déterminée au cours du marché si les actions sont cotées sur un marché actif. Si le marché des actions n'est pas actif, la juste valeur est établie en utilisant une technique de valorisation.

Les revenus provenant d'option sont initialement comptabilisés à titre de crédit sur les coûts de possession de la propriété et les dépenses d'exploration reportées jusqu'à ce qu'ils soient entièrement imputés.

(c) Revenus de redevances

Les redevances sont comptabilisées sur une base d'exercice en conformité avec le contenu des accords pertinents.

(d) Revenus d'intérêts et de dividendes

Les revenus d'intérêts provenant d'actifs financiers sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la Compagnie en retire des avantages économiques et que le montant du revenu peut être mesuré de manière fiable. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés en fonction du temps, en référence au taux d'intérêt effectif applicable.

Le revenu de dividendes provenant de placements est comptabilisé lorsque le droit de l'actionnaire à recevoir le paiement a été établi (à condition qu'il soit probable que la Compagnie en retire des avantages économiques et que le montant du revenu puisse être mesuré de manière fiable).

4. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Rémunération et paiements à base d'actions

Paiements à base d'actions à des non-salariés

Les paiements à base d'actions accordés aux non-salariés sont évalués à la juste valeur des biens ou services reçus. Dans le cas où la Compagnie ne peut estimer raisonnablement la juste valeur des biens ou services reçus, la transaction est comptabilisée à la valeur estimée de l'instrument de capitaux propres sous-jacent, mesurée à la date à laquelle la Compagnie obtient les biens ou celle à laquelle l'autre partie fournit le service.

Rémunération à base d'actions

La Compagnie octroie des options d'achat d'actions sur ses actions ordinaires à des administrateurs, des dirigeants et des employés. Le conseil d'administration octroie ces options pour des périodes allant jusqu'à cinq ans, avec des périodes d'acquisition des droits qui sont déterminées, à leur discrétion, au cours de clôture du TSX le jour précédant l'octroi des options.

La juste valeur des options est mesurée à la date d'attribution, en utilisant le modèle d'évaluation de Black-Scholes et est constatée sur la période d'acquisition des droits sur lesquels les options sont acquises. La juste valeur est comptabilisée en dépense avec une augmentation correspondante des capitaux propres. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre d'options devant être acquis.

Lorsque les conditions d'une option d'achat d'actions sont modifiées, la Compagnie doit comptabiliser, au minimum, la dépense comme s'il n'y avait pas eu cette modification. Une dépense supplémentaire est reconnue pour toute modification qui augmente la juste valeur totale de la rémunération à base d'actions, ou qui est autrement bénéfique pour l'employé, tel que mesuré à la date de modification au cours de la période d'acquisition restante.

Lorsque les options sont levées, la juste valeur applicable imputée aux capitaux propres est transférée au capital émis.

Lorsque des options d'achat d'actions sont reprises ou expirent, le montant afférent est transféré au déficit.

Impôts exigibles et différés

Les impôts, incluant les impôts sur le revenu et impôts miniers, sont comptabilisés dans l'état du résultat net ou directement dans les capitaux propres, sauf s'ils sont relatifs aux éléments comptabilisés dans le résultat global. Dans ce cas, les impôts sont comptabilisés dans le résultat global ou dans les capitaux propres. Les impôts sur le revenu sont comptabilisés en utilisant le taux d'impôt qui serait applicable au revenu annuel imposable.

La dépense d'impôts exigibles sur le revenu est basée sur le revenu imposable de la période. Ce dernier diffère du résultat net de l'état consolidé du résultat global puisqu'il exclut certains éléments des revenus ou dépenses qui sont imposables ou déductibles dans des périodes différentes et certains autres éléments qui sont non imposables ou non déductibles.

4. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Les impôts différés sont comptabilisés, selon la méthode de l'actif et du passif fiscal, sur les différences temporelles entre les valeurs fiscales des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, les impôts différés ne sont pas comptabilisés lors de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice ou la perte fiscale. Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts (et des lois) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de l'état de la situation financière.

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il est probable qu'un revenu imposable pourra permettre d'utiliser les écarts temporaires. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Compagnie réévalue les actifs d'impôts différés non comptabilisés. Elle comptabilise un actif d'impôts différés qui ne l'avait pas été jusqu'à présent dans la mesure où il est devenu probable qu'un revenu imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôts différés. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Compagnie réduit la valeur comptable d'un actif d'impôts différés dans la mesure où il n'est plus probable qu'un revenu imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser en tout ou en partie cet actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsque ces derniers concernent des impôts sur le revenu prélevés par la même entité imposable fiscale et que la Compagnie a l'intention de régler les passifs et les actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net.

Actions accréditives

La Compagnie lève des fonds au moyen d'émissions « d'actions accréditives » qui permettent aux investisseurs de profiter d'avantages fiscaux liés aux ressources, auxquels la Compagnie a renoncé conformément à la législation fiscale. La Compagnie considère la substance de l'émission d'actions accréditives comme a) l'émission d'une action ordinaire et b) la vente d'une déduction fiscale. La vente de la déduction fiscale est mesurée selon la méthode de la juste valeur. Au moment de l'émission des actions accréditives, la vente de déduction fiscale est reportée et présentée dans autres passifs. Lorsque la Compagnie s'acquitte de son obligation, le passif est réduit et la vente est comptabilisée à l'état du résultat net en réduction de la charge d'impôt différé. De plus, un passif d'impôt différé est comptabilisé conformément à IAS 12, Impôts sur le résultat, pour les différences temporelles imposables entre la valeur comptable des dépenses admissibles capitalisées à titre d'actif dans l'état de la situation financière et la valeur fiscale.

Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions au cours de la période de présentation.

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, des effets de toutes options d'achat d'actions potentiellement dilutives.

Le calcul du nombre d'actions additionnelles s'effectue en considérant que les options d'achat d'actions potentiellement dilutives ont été converties en actions ordinaires au prix moyen du marché pendant les périodes de présentation.

4. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Capital-actions

Les actions ordinaires de la Compagnie sont classées dans les capitaux propres. Les coûts directement attribuables à l'émission de nouvelles actions sont présentés dans les capitaux propres, nette d'impôt, comme une déduction du produit d'émission.

5. Principaux jugements et estimations comptables

La préparation d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction exerce son jugement, qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une influence sur l'application des méthodes et les valeurs comptables d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents dans les circonstances dont les résultats constituent la base de prise de décisions pour établir la valeur des actifs et passifs qui ne sont pas disponibles selon d'autres sources. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. La révision des estimations comptables est comptabilisée dans les périodes au cours desquelles les estimations sont révisées, si les révisions n'ont d'incidence que sur cette période, ou dans la période de la révision et dans les périodes ultérieures, si la révision a une incidence sur les périodes considérées et sur les périodes ultérieures.

Les jugements critiques et estimations posés par la direction sont présentés dans les conventions comptables et/ou par voie de notes aux états financiers. Les éléments qui ont eu l'incidence la plus importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers sont les suivants :

(a) Dévaluation des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées

À la fin de chaque période de présentation, la Compagnie juge s'il y a eu une dévaluation de ses propriétés minières, ses dépenses d'exploration et de développement reportées. Si elle détermine qu'il y a eu une dévaluation, elle doit en estimer le montant net recouvrable qui se définit comme étant le montant recouvrable diminué des frais de ventes afférents. En raison de la disponibilité limitée de l'information, la direction doit faire preuve d'un jugement important lorsqu'elle détermine le montant net recouvrable.

(b) Estimation des coûts de la rémunération et paiements à base d'actions

L'estimation des coûts de la rémunération et paiement à base d'actions nécessite la sélection d'un modèle d'évaluation approprié. Il faut aussi porter une attention particulière aux données requises par le modèle choisi. La Compagnie a établi les estimations de la volatilité de ses propres actions, la durée de vie probable des options octroyées, les taux d'intérêt et le moment de l'exercice de ces options. La Compagnie utilise le modèle d'évaluation Black-Scholes pour calculer la juste valeur du coût de la rémunération et paiements à base d'actions.

5. Principaux jugements et estimations comptables (suite)

(c) Estimation de la valeur marchande des placements

Globex a conclu des ententes d'options pour ses propriétés. En vertu de ces ententes, la Compagnie reçoit généralement une série de paiements en espèces sur une période de temps et elle reçoit fréquemment des actions de la Compagnie ayant conclu l'entente d'option. Au moment de la réception des actions, Globex tente de déterminer la juste valeur sur la base des prix publiés sur un marché actif. Toutefois, dans certains cas, les actions ne peuvent être négociées sur un marché actif lors de leur réception et Globex doit alors utiliser une technique d'évaluation pour déterminer leur juste valeur. Dans certains cas, compte tenu de la nature stratégique de la transaction ou du volume de transactions sur le marché, le prix indiqué peut ne pas être représentatif du prix que ces actions pourraient être vendues à un tiers non lié. Ces questions d'évaluation pourraient également avoir une incidence sur la mesure de la juste valeur des actifs financiers à chaque fin de période.

(d) Durée de vie utile des immobilisations corporelles

La Compagnie revoit la durée de vie utile des immobilisations corporelles à la fin de chaque exercice. Au cours de l'exercice, la direction a déterminé que la durée de vie utile de l'équipement était appropriée.

(e) Crédits d'impôts et impôts miniers remboursables

Les estimations sont fondées sur une interprétation de la législation pratiquement en vigueur et sur l'application de l'interprétation de la direction quant au traitement des divers éléments qui pourraient avoir un impact sur l'évaluation.

(f) Soldes d'impôt différé

La Compagnie utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur le revenu et impôts miniers différés. Selon cette méthode, les impôts différés sont comptabilisés pour tenir compte des incidences fiscales futures. Dans la préparation de ces estimations, la direction se doit d'interpréter les lois pratiquement en vigueur, les conditions économiques et commerciales ainsi que la structure corporative et fiscale prévue afin de déterminer quels pourraient être les impacts sur les revenus imposables des périodes futures.

(g) Estimation des actifs transférés à la valeur marchande

Afin de déterminer la juste valeur des propriétés minières transférées en vertu du Plan d'arrangement, la direction a embauché un consultant indépendant qui a identifié des transactions comparables survenues au cours des vingt-huit mois précédents, aussi similaires que possible, et couvrant des propriétés situées dans la même zone géographique et possédant un environnement géologique similaire. Les valeurs pour les propriétés Mine Bateman Bay, Lac Berrigan (Taché) et Berrigan Sud ainsi que la propriété du lac Chibougamau ont été déterminées en fonction de la rétroaction de la tierce partie indépendante. Les valeurs restantes ont été élaborées par la direction en appliquant une approche cohérente.

Pour l'estimation de la juste valeur de l'ensemble des propriétés de Globex, qui a été utilisée pour déterminer la « proportion papillon » afin d'allouer des liquidités et des placements à MIC, la direction a estimé la juste valeur en fonction d'approches standard de l'industrie et qui sont similaires à celles appliquées par la tierce partie indépendante.

Quoique la direction croit que ces estimations sont raisonnables, les résultats futurs peuvent varier.

6. Plan d'arrangement

Au 31 décembre 2012, la Compagnie a comptabilisé la distribution liée à la scission partielle d'actifs à MIC au montant de 7 005 084 \$. Cette transaction a été comptabilisée, par la Compagnie, conformément à l'IFRIC 17 - *Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires*. Conformément aux directives de cette norme, un dividende, déterminé selon la juste valeur de la distribution, a été inscrit dans l'état de la variation des capitaux propres à titre de remboursement de capital.

Juste valeur des actifs transférés à MIC

Propriétés minières ^(a)	\$ 6 429 175
Espèces ou quasi-espèces ^(b)	503 006
Placements ^(c)	72 903
	<hr/>
	\$ 7 005 084

(a) La juste valeur des dix propriétés minières a été déterminée à partir de transactions comparables survenues aux cours des vingt-huit derniers mois, aussi similaires que possible, et couvrant des propriétés situées dans la même zone géographique et possédant un environnement géologique similaire.

(b) La juste valeur de la trésorerie transférée de Globex à MIC est de 503 006 \$ et représente la juste valeur nette (la juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie moins les passifs courants et autres ajustements) de trésorerie et équivalents de trésorerie détenus par Globex à la date de prise d'effet (le 29 décembre 2012). La juste valeur nette a été répartie à MIC basé sur la proportion que la juste valeur des propriétés minières de MIC représente sur la juste valeur totale des propriétés minières de Globex et de ses autres biens commerciaux. Cette proportion de l'allocation (la proportion de la transaction papillon est de 11,44 %) est en accord avec la décision fiscale anticipée que la Compagnie a reçue le 6 décembre 2012.

(c) La juste valeur des placements transférés de 72 903 \$ représente la juste valeur des placements détenus par Globex à la date de prise d'effet (29 décembre 2012) réparti à MIC selon la proportion de la transaction papillon de 11,44 %.

Puisque les propriétés ont été transférées à MIC au 31 décembre 2012 et que les nouvelles actions ordinaires de Globex et les actions ordinaires de MIC ont été émises en vertu du transfert des actifs à MIC, la Compagnie a enregistré un gain sur scission partielle d'actifs dans l'état du résultat net et du résultat global :

Juste valeur des propriétés transférées	6 429 175 \$
Valeur comptable des propriétés minières transférées	(60 101)
Dépenses d'exploration reportées relatives aux propriétés transférées	(266 013)
	<hr/>
	6 103 061 \$

La distribution des actifs et l'émission des actions de MIC a été effectué sans impact fiscal.

Au 31 décembre 2012, le dividende à payer de 575 909 \$ représente de la trésorerie pour un montant total de 503 006 \$ et des placements pour un montant de 72 903 \$.

7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31 décembre 2012	31 décembre 2011	1er janvier 2011
Soldes bancaires	(79 357) \$	974 902 \$	352 863 \$
Dépôts à court terme	600 853	1 099 999	-
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	521 496 \$	2 074 901 \$	352 863 \$

8. Trésorerie réservée pour l'exploration

	31 décembre 2012	31 décembre 2011	1er janvier 2011
Soldes bancaires	4 375 485 \$	910 972 \$	1 969 672 \$

La Compagnie obtient des fonds pour faire de l'exploration en vertu de conventions de souscription d'actions accréditatives. Ces fonds ne peuvent être utilisés pour l'exploitation courante de l'entreprise et conséquemment, ils doivent être présentés en tant que trésorerie réservée pour l'exploration. Si la Compagnie n'engage pas de dépenses d'exploration admissibles, elle sera tenue d'indemniser les détenteurs de ces actions de tous les impôts et autres frais occasionnés par le fait que la Compagnie n'ait pas engagé les dépenses d'exploration requises.

À la fin de l'exercice, la direction a passé en revue l'IAS 1 - *Présentation d'États financiers*, en mettant en parallèle les définitions de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les interprétations relatives à la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui sont détenus par l'entité, mais qui ne sont pas disponibles pour l'utilisation de la Compagnie, tel que décrit dans l'IAS 7 - *Tableaux des flux de trésorerie*. La direction a conclu que les fonds accréditifs, même s'ils ont un usage restreint, ne sont pas contrôlés par une tierce personne et devraient donc être traités comme une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie puisqu'ils rencontrent la définition de la norme. Auparavant, ces fonds étaient présentés séparément comme étant des liquidités réservées dans les actifs non courants dans l'état consolidé de la situation financière et les variations étaient présentées comme des opérations d'investissement dans le tableau des flux de trésorerie.

Conformément à l'IAS 8 - *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, s'il y a lieu, la Compagnie doit présenter séparément les impacts des corrections d'erreurs. Au 31 décembre 2011, les liquidités réservées, d'un montant de 910 972\$ (1er janvier 2011, 1 969 672\$), ont été reclassées de l'actif non courant, à un actif courant et ont été renommées Trésorerie réservée pour l'exploration. La direction a également reclassé ce montant comme une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dans le tableau consolidé des flux de trésorerie de 2011.

9. Placements

	31 décembre 2012	31 décembre 2011	1er janvier 2011
Titres de créances	- \$	- \$	957 288 \$
Participation dans des fonds du marché monétaire (créance)	-	-	966 084
Autres placements en actions ^(i, ii, iii)	637 267	2 202 066	946 699
	637 267 \$	2 202 066 \$	2 870 071 \$

(i) Au 31 décembre 2012, comprennent 13,5 million d'actions de Mag Copper Limited, évaluées à 202 500 \$; 3,7 million d'actions de Laurion Mineral Exploration Inc. évaluées à 92 500 \$; 7 000 actions privilégiées de TD, évaluées à 187 950 \$; et d'autres placements en actions reçus en vertu des contrats d'options totalisant 154 317 \$. Les 13,5 million de Mag Copper Limited représentent 24,73 % des actions en circulation au 31 décembre 2012. Globex n'a aucune représentation au conseil d'administration et n'a donc aucune influence notable et s'attend à ce que sa participation soit diluée dans un proche avenir.

(ii) Au 31 décembre 2011, comprennent 13,5 million d'actions de Mag Copper Limited évaluées à 1 687 500 \$; 2,7 million d'actions de Laurion Mineral Exploration Inc. évaluées à 148 500 \$; 7 000 actions privilégiées de TD évaluées à 192 350 \$; et d'autres placements en actions reçus en vertu des contrats d'options totalisant 173 716 \$.

9. Placements (suite)

(iii) Au 31 janvier 2011, comprennent 1 million d'actions de Xmet Inc. évaluées à 260 000 \$; 7 000 actions privilégiées de TD évaluées à 194 300 \$; 1,7 million d'actions de Laurion Mineral Exploration Inc. évaluées à 170 000 \$; 400 000 actions de Glenn Eagle Resources Inc. évaluées à 102 000 \$; 200 000 actions de Savant Exploration Ltd. évaluées à 58 000 \$ et d'autres placements en actions reçus en vertu des contrats d'option totalisant 162 399 \$.

10. Débiteurs

	31 décembre 2012	31 décembre 2011	1er janvier 2011
Comptes clients	229 363 \$	366 539 \$	276 499 \$
Mines Indépendantes Chibougamau inc.	484 204	-	-
Taxes à recevoir	349 020	120 266	97 405
	1 062 587 \$	486 805 \$	373 904 \$

Les comptes clients de 229 363 \$ se composent principalement des créances recouvrables en vertu de contrats de coparticipation et des redevances de métaux. Ils sont tous des créances courantes et la Compagnie anticipe le recouvrement total de ces montants.

La somme de 484 204 \$ à recevoir de MIC représente des avances de fonds afin de permettre à MIC de compléter le Plan d'arrangement.

Les taxes à recevoir de 349 020 \$ se composent des taxes de ventes harmonisées et des taxes de ventes du Québec ("TPS", "TVH", "TVQ") à recevoir des administrations fiscales canadiennes.

11. Bons de réhabilitation

	31 décembre 2012	31 décembre 2011	1er janvier 2011
Bon de la Nouvelle-Écosse - ministère des Ressources naturelles	57 974 \$	57 974 \$	57 974 \$
Remboursement selon une entente d'option	(50 000)	(50 000)	(50 000)
Bon de la Nouvelle-Écosse net	7 974	7 974	7 974
Bon de l'État de Washington - Département des Ressources naturelles	111 282	113 706	111 016
	119 256 \$	121 680 \$	118 990 \$

Des bons de réhabilitation environnementale ont été déposés en garantie par la Compagnie, tel que requis par les lois et règlements dans les diverses juridictions, pour assurer la couverture d'éventuels frais de restauration de propriétés minières, dans l'éventualité d'une fermeture de mine ou d'un abandon de propriété. Les bons de réhabilitation environnementale sont comptabilisés au coût amorti et représentent leur droit de remboursement estimé par la direction. Les changements dans la valeur comptable de ces droits sont comptabilisés au résultat net dans la période au cours de laquelle ils surviennent.

12. Immobilisations corporelles

	Terrain et bâtiments	Équipement minier	Matériel de bureau	Matériel roulant	Systèmes informatiques	Total
Coût						
Solde au début de l'exercice	415 112 \$	33 390 \$	145 419 \$	23 462 \$	197 789 \$	815 172 \$
Acquisitions	-	47 920	855	32 715	16 091	97 581
Dispositions	-	-	-	-	-	-
31 décembre 2011	415 112	81 310	146 274	56 177	213 880	912 753
Acquisitions	82 515	-	-	-	6 922	89 437
Dispositions	-	-	-	-	-	-
31 décembre 2012	497 627 \$	81 310 \$	146 274 \$	56 177 \$	220 802 \$	1 002 190 \$
Amortissement accumulé						
Solde au début de l'exercice	(34 801) \$	(29 636) \$	(84 145) \$	(18 597) \$	(171 079) \$	(338 258) \$
Amortissement	(13 179)	(5 544)	(12 269)	(3 154)	(14 681)	(48 827)
31 décembre 2011	(47 980)	(35 180)	(96 414)	(21 751)	(185 760)	(387 085)
Amortissement	(12 520)	(9 228)	(9 972)	(6 884)	(11 448)	(50 052)
31 décembre 2012	(60 500) \$	(44 408) \$	(106 386) \$	(28 635) \$	(197 208) \$	(437 137) \$
Valeur comptable						
1 janvier 2011	380 311 \$	3 754 \$	61 274 \$	4 865 \$	26 710 \$	476 914 \$
31 décembre 2011	367 132 \$	46 130 \$	49 860 \$	34 426 \$	28 120 \$	525 668 \$
31 décembre 2012	437 127 \$	36 902 \$	39 888 \$	27 542 \$	23 594 \$	565 053 \$

13. Propriétés minières

	Nouvelle- Écosse	Ontario	Québec	Autres	Total
Solde au début de l'exercice	42 356 \$	40 671 \$	2 824 009 \$	- \$	2 907 036 \$
Acquisitions	10 689	21 500	696 258	-	728 447
Recouvrements	(22 631)	-	(563 337)	-	(585 968)
31 décembre 2011	30 414 \$	62 171 \$	2 956 930 \$	- \$	3 049 515 \$
Acquisitions	-	-	136 844	-	136 844
Dévaluation	(11 557)	(14 400)	(35 970)	-	(61 927)
Propriétés transférées par scission partielle	-	-	(60 101)	-	(60 101)
Recouvrements	-	-	(18 400)	-	(18 400)
31 décembre 2012	18 857 \$	47 771 \$	2 979 303 \$	- \$	3 045 931 \$

14. Dépenses d'exploration reportées

	Nouveau- Brunswick	Nouvelle- Écosse	Ontario	Québec	Autres	Total
Solde au début de l'exercice	17 541 \$	160 825 \$	2 784 904 \$	5 418 957 \$	- \$	8 382 227 \$
Acquisitions	112 634	132 138	1 237 151	2 505 298	17 044	4 004 265
Déévaluation	-	(6 322)	(7 900)	(344 226)	(17 044)	(375 492)
Recouvrements	-	(27 628)	-	(75 888)	-	(103 516)
31 décembre 2011	130 175	259 013	4 014 155	7 504 141	-	11 907 484
Acquisitions	9 776	15 054	1 089 416	1 933 363	10 636	3 058 245
Déévaluation	(856)	(149 177)	(8 521)	(770 023)	(10 636)	(939 213)
Dépenses d'exploration reportées transférées par scission partielle	-	-	-	(266 013)	-	(266 013)
Recouvrements	-	-	-	(95 984)	-	(95 984)
31 décembre 2012	139 095 \$	124 890 \$	5 095 050 \$	8 305 484 \$	- \$	13 664 519 \$

Dépenses d'exploration reportées

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Solde au début de l'exercice	11 907 484 \$	8 382 227 \$
Dépenses d'exploration courantes		
Consultants	421 196	789 965
Carothèque, entreposage et location d'équipement	27 961	80 257
Forage	664 200	862 280
Environnement	67 323	181 972
Géologie	448 099	405 324
Géophysique	466 672	511 483
Analyse de laboratoire et échantillonnage	190 768	244 046
Main-d'œuvre	407 178	359 202
Coupe de ligne	81 723	163 433
Droits sur titres miniers et permis	53 454	79 275
Prospection et sondage	26 941	131 601
Rapports, cartes et fournitures	31 353	70 239
Transport et accès aux chemins	171 377	125 188
Total des dépenses d'exploration courantes	3 058 245	4 004 265
Provisions pour déévaluation	(939 213)	(375 492)
Dépenses d'exploration reportées transférées par scission partielle	(266 013)	-
Revenus d'options	(95 984)	(103 516)
	(1 301 210)	(479 008)
Dépenses d'exploration reportées courantes nettes	1 757 035	3 525 257
Solde à la fin de l'exercice	13 664 519 \$	11 907 484 \$

Des informations supplémentaires sont fournies à l'annexe A

15. Crédoeurs et charges à payer

	31 décembre 2012	31 décembre 2011	1er janvier 2011
Créditeurs et charges à payer	1 067 453 \$	609 808 \$	420 391 \$
Passifs divers	73 847	88 892	173 874
	1 141 300 \$	698 700 \$	594 265 \$

16. Autres passifs

	31 décembre 2011	31 décembre 2011
Solde au début de l'exercice	234 693 \$	468 934 \$
Additions au cours de l'exercice ⁽ⁱ⁾	1 145 248	390 755
Réduction liée à l'engagement de dépenses d'exploration admissibles	(543 797)	(624 996)
Solde à la fin de l'exercice	836 144 \$	234 693 \$

(i) Représente l'excédent du produit de l'émission d'actions accréditatives sur la juste valeur marchande des actions émises. Plus de détails sont présentés à la note 21, section du capital émis.

17. Impôts sur le revenu

Impôts sur le revenu et impôts miniers (recouvrement)

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Impôts exigibles (recouvrement)		
Charges d'impôts exigibles de l'exercice	323 540 \$	(17 505) \$
Impôts sur le revenu et impôts miniers différés (recouvrement)	(50 155)	1 004 222
Recouvrement d'impôts et d'impôts miniers relatifs à la vente d'avantages fiscaux (actions accréditatives)	(543 797)	(624 996)
	(593 952)	379 226
	(270 412) \$	361 721 \$

Crédits d'impôts et impôts miniers remboursables

	31 décembre 2012	31 décembre 2011	1er janvier 2011
Crédit d'impôts du Québec remboursables	- \$	59 617 \$	59 617 \$
Impôts miniers recouvrables	-	22 177	183 073
	- \$	81 794 \$	242 690 \$

La Compagnie se qualifie à certains crédits d'impôts remboursables à l'égard des dépenses d'exploration minières admissibles engagées dans la province de Québec.

17. Impôts sur le revenu (suite)

Conciliation de la charge d'impôts de l'exercice

Le rapprochement entre l'impôt sur le revenu, calculé selon les taux d'impôts marginaux combinés du gouvernement Fédéral et de la province de Québec, et la dépense d'impôts sur le revenu selon les états financiers, est comme suit :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Résultat net avant impôts	2 672 265 \$	720 489 \$
Taux d'impôts combinés	26,9 %	28,4 %
Charge d'impôts et impôts miniers calculés au taux combiné	718 839 \$	204 619 \$
Ajustements pour la rémunération et les paiements à base d'actions	26 615	101 017
Dépenses d'impôts différés relatives aux actions accréditatives	847 838	1 009 401
Dépenses non déductibles et autres	231 746	2 935
Revenus imposables à des taux différents	(24 095)	(194 033)
Gain non imposable sur scission partielle d'actifs	(1 729 448)	-
Recouvrement des impôts miniers	(138 255)	(53 547)
Variation de la provision pour moins-value	300 522	(10 788)
Retenue d'impôt sur des revenus de redevances de métaux liés à des exercices antérieurs	264 455	-
Dépenses d'impôts différés relatives à la retenue d'impôts étranger	(251 700)	-
Variation des taux d'impôts différés	-	(15 832)
Variation des impôts miniers différés	-	228 712
Autres	26 868	-
Ajustement des impôts miniers lié à des exercices antérieurs	-	(285 767)
Charge d'impôts et impôts miniers	273 385	986 717
Autres passifs relatifs à l'émission d'actions accréditatives	(543 797)	(624 996)
Charge d'impôts et impôts miniers (recouvrement) liés aux activités poursuivies	(270 412) \$	361 721 \$

Au 31 décembre 2012, la Compagnie a des pertes autres qu'en capital de 4 886 639 \$ qui peuvent servir à réduire le revenu imposable des exercices ultérieurs. Ces pertes autres qu'en capital viennent à échéance comme suit :

2027	351 244 \$
2029	847 258
2030	614 789
2031	740 000
2032	2 333 348
	4 886 639 \$

17. Impôts sur le revenu (suite)

Soldes d'impôts différés

	31 décembre 2011	Comptabilisé au résultat ou perte	Comptabilisé aux capitaux propres	Autres	31 décembre 2012
Différences temporelles					
Actifs d'impôts différés					
Pertes autres qu'en capital reportées	480 764 \$	602 116 \$	- \$	- \$	1 082 880 \$
Frais d'émission d'actions	32 539	(38 807)	123 149	-	116 881
Immobilisations corporelles	24 680	13 464	-	-	38 144
Actifs financiers à la JVBRN	402 883	(6 681)	-	-	396 202
	940 866	570 092	123 149	-	1 634 107
Moins provision pour moins-value	(329 820)	(300 522)	-	-	(630 342)
	611 046	269 570	123 149	-	1 003 765
Passifs d'impôts différés					
Propriétés minières et dépenses d'exploration reportées					
	(4 130 773)	(219 415)	-	-	(4 350 188)
Passifs d'impôts différés	(3 519 727) \$	50 155 \$	123 149 \$	- \$	(3 346 423) \$

	1er janvier 2011	Comptabilisé au résultat ou perte	Comptabilisé aux capitaux propres	Autres	31 décembre 2011
Différences temporelles					
Actifs d'impôts différés					
Pertes autres qu'en capital reportées	488 536 \$	(7 772) \$	- \$	- \$	480 764 \$
Frais d'émission d'actions	47 311	(23 031)	8 259	-	32 539
Immobilisations corporelles	42 745	(18 065)	-	-	24 680
Actifs financiers à la JVBRN	340 608	62 275	-	-	402 883
	919 200	13 407	8 259	-	940 866
Moins provision pour moins-value	(340 608)	10 788	-	-	(329 820)
	578 592	24 195	8 259	-	611 046
Passifs d'impôts différés					
Propriétés minières et dépenses d'exploration reportées					
	(3 078 700)	(1 028 417)	-	(23 656)	(4 130 773)
Passifs d'impôts différés	(2 500 108) \$	(1 004 222) \$	8 259 \$	(23 656) \$	(3 519 727) \$

18. Revenus

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Revenus d'options net	786 388 \$	3 262 620 \$
Revenus de redevances de métaux	403 266	490 525
	1 189 654 \$	3 753 145 \$

19. Dépenses par nature

Le tableau suivant représente la ventilation des dépenses par nature incluses dans les frais d'administration et les honoraires professionnels et services contractuels :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Administration		
Frais de bureau	253 951 \$	217 210 \$
Conventions et réunions	172 652	102 971
Publicité et informations aux actionnaires	73 242	144 863
Autres frais administratifs	41 063	113 410
	540 908 \$	578 454 \$
Honoraires et services contractuels		
Relations avec les investisseurs et promoteurs	185 301 \$	167 645 \$
Frais légaux	113 660	129 166
Frais d'audit et de comptabilité	125 209	111 000
Autres honoraires	74 370	367 782
	498 540 \$	775 593 \$

20. Résultat par action

Le résultat par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice. Le résultat dilué par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net applicable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice, plus l'effet dilutif des équivalents d'actions ordinaires tel que les options d'achat d'actions. Le résultat net dilué par action est calculé en utilisant la méthode du rachat. Selon cette méthode, l'exercice des options est présumé avoir lieu au début de la période. De plus, les produits présumés ainsi que le coût de la rémunération présumé sont considérés comme ayant été perçus lors de l'émission d'actions ordinaires de la Compagnie au cours moyen du marché des actions ordinaires pendant la période.

20. Résultat par action (suite)

Résultat net de base et dilué par action

Le tableau suivant présente le calcul du résultat net de base et dilué par action :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Numérateur		
Résultat net pour l'exercice	2 942 677 \$	358 768 \$
Dénominateur		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires - de base	24 013 516	21 984 808
Effet des actions dilutives		
Options d'achat d'actions (« dans la monnaie ») ⁽ⁱ⁾	334 369	1 109 174
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires - dilué	24 347 885	23 093 982
Résultat net par action		
De base	0,12 \$	0,02 \$
Dilué	0,12 \$	0,02 \$

(i) Au 31 décembre 2012, 977 900 options d'achat d'actions (422 900 en 2011) ne sont pas incluses dans le calcul du résultat dilué par action puisque leur inclusion aurait un effet antidilutif.

21. Capital émis

Actions ordinaires

Autorisées, nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale

Modification du capital émis

Dans le cadre du Plan d'arrangement, tel que décrit aux notes 1 et 6, les Statuts de Globex ont été modifiés afin d'autoriser Globex à créer et émettre un nombre illimité de titres de Globex, notamment :

- i) de nouvelles actions ordinaires;
- ii) des actions papillons; et
- iii) des actions privilégiées, pouvant être émises en série.

Les actions papillons possèdent les caractéristiques suivantes :

- (a) rachetables en tout temps au gré du détenteur à un montant correspondant à la valeur de rachat des actions papillons;
- (b) rachetables en tout temps au gré de l'émetteur à un montant correspondant à la valeur de rachat des actions papillons;
- (c) le détenteur d'actions papillons ne sera pas en droit de recevoir de dividendes;
- (d) pour chaque action papillon devant être rachetée, acquise ou annulée, le montant sera indiqué par un administrateur ou un dirigeant de Globex à la date de prise d'effet d'émission des actions papillons, lequel ne sera pas sujet à changement par la suite et sera égal à la juste valeur marchande de la contrepartie pour laquelle l'action papillon est émise.

21. Capital émis (suite)

Le montant de rachat des actions papillons correspond à la juste valeur marchande totale de l'ensemble des actions ordinaires de Globex en circulation immédiatement avant l'échange des actions ordinaires de Globex pour une nouvelle action ordinaire de Globex et une action papillon de Globex multipliée par la proportion papillon.

Transactions du Plan d'arrangement, du transfert d'actifs et de la réorganisation du capital

Au 31 décembre 2012, Globex avait 27 896 018 actions ordinaires en circulation et en vertu du Plan d'arrangement, chaque actionnaire de Globex était en droit de recevoir une nouvelle action ordinaire de Globex et une action papillon pour chaque action de Globex détenue. Les actionnaires détenant des actions papillons de Globex les ont transférées à MIC et ont reçu en contrepartie une action ordinaire de MIC, ce qui a entraîné l'émission de 27 896 018 actions ordinaires de MIC ayant une juste valeur totale de 7 005 084 \$.

Les actions papillons de Globex sont devenues des actifs de MIC et ont ensuite été rachetées en échange d'un billet de rachat de Globex de même valeur.

Comme il est mentionné à la note 1, Globex a transféré des actifs d'une juste valeur marchande de 7 005 084 \$ (espèces ou quasi-espèces – 503 006 \$; placements – 72 903 \$; et propriétés minières – 6 429 175 \$) à MIC contre des actions de rachat de MIC. La valeur de rachat des actions de rachat de MIC représente la juste valeur marchande totale de l'ensemble des actifs transférés transférés par Globex à MIC, moins la juste valeur marchande totale, à la date de prise d'effet, des options d'achat d'actions de MIC, et divisée par le nombre d'actions rachetées de MIC émises en contrepartie. Ce montant représente 0,25 \$ par action.

Les actions de rachat ont ensuite été échangées contre un billet de rachat de MIC de même valeur.

Finalement, les obligations de Globex aux termes du billet de rachat de Globex ont été acquittées par le transfert du billet de rachat de MIC à MIC, et l'acceptation du billet de rachat par MIC de manière à acquitter entièrement les obligations de Globex aux termes du billet de rachat de Globex. De même, MIC s'est acquittée de ses obligations aux termes du billet de rachat de MIC en transférant le billet de rachat de Globex à Globex, suivi de l'acceptation du billet de rachat de Globex par Globex de manière à acquitter entièrement les obligations de MIC aux termes du billet de rachat de MIC.

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
Actions ordinaires entièrement payées	Nombre d'actions	Capital émis	Nombre d'actions	Capital émis
Solde au début de l'exercice	22 726 241	50 288 153 \$	21 018 008	48 019 236 \$
Options d'achat d'actions exercées	325 000	207 500	851 000	352 116
Placements privés ^(i, ii)	4 844 777	5 122 437	690 566	1 439 245
Actions émises relatives à l'acquisition de propriétés ⁽ⁱⁱⁱ⁾	-	-	166 667	500 000
Scission partielle des actifs	-	(7 005 084)	-	-
Frais d'émission d'actions ^(iv)	-	(334 653)	-	(22 444)
Solde à la fin de l'exercice	27 896 018	48 278 353 \$	22 726 241	50 288 153 \$

21. Capital émis (suite)

2012 - émissions d'actions

(i) Le 8 juin 2012, 998 538 actions ordinaires accréditives ont été émises à un prix de 1,30 \$ par action pour un produit total de 1 298 099 \$ (juste valeur marchande, 1 073 428 \$).

Le 3 juillet 2012, 348 599 actions ordinaires accréditives ont été émises à un prix de 1,30 \$ par action pour un produit total de 453 179 \$ (juste valeur marchande, 376 487 \$).

Le 9 novembre 2012, 2 550 500 actions ordinaires accréditives ont été émises à un prix de 1,30 \$ par action pour un produit total de 3 315 650 \$ (juste valeur marchande, 2 678 025 \$) et 20 000 actions ordinaires ont été émises à un prix de 1,05 \$ par action pour un produit total de 21 000 \$.

Le 20 novembre 2012, 663 500 actions ordinaires accréditives ont été émises à un prix de 1,30 \$ par action pour un produit total de 862 550 \$ (juste valeur marchande, 696 675 \$) et 72 000 actions ordinaires ont été émises à un prix de 1,05 \$ par action pour un produit total de 75 600 \$.

Le 28 décembre 2012, 161 540 actions ordinaires accréditives ont été émises à un prix de 1,30 \$ par action pour un produit total de 210 002 \$ (juste valeur marchande, 169 617 \$) et 30 100 actions ordinaires ont été émises à un prix de 1,05 \$ par action pour un produit total de 31 605 \$.

2011 - émissions d'actions

(ii) Le 30 septembre 2011, 490 566 actions ordinaires accréditives ont été émises à un prix de 2,65 \$ par action pour un produit total de 1 300 000 \$ (juste valeur marchande, 1 079 245 \$).

Le 18 octobre 2011, 200 000 actions ordinaires accréditives ont été émises à un prix de 2,65 \$ par action pour un produit total de 530 000 \$ (juste valeur marchande, 360 000 \$).

(iii) Le 24 mars 2011, la Compagnie a annoncé qu'elle avait acquis de nouveau la propriété Magusi River pour 166 667 actions avec une valeur attribuée de 3,00 \$ par action.

Frais d'émission d'actions

(iv) Net d'impôts de 123 149 \$ (8 259 \$ en 2011).

Au 31 décembre 2012, 36 100 (36 100 en 2011) actions ordinaires sont entières. Ces actions ordinaires ont été émises en contrepartie d'une propriété qui a été abandonnée depuis. Lesdites actions demeureront donc entières.

Actions papillons

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
	Nombre d'actions	Capital social	Nombre d'actions	Capital social
Solde au début de l'exercice	-	- \$	-	- \$
Émises en vertu du Plan d'arrangement ⁽¹⁾	27 896 018	7 005 084	-	-
Échangées pour des billets de rachat de Globex ⁽²⁾	(27 896 018)	(7 005 084)	-	-
Solde à la fin de l'exercice	-	- \$	-	- \$

(1) Les 27 896 018 actions papillons ont été émises aux actionnaires ordinaires de Globex le 31 décembre 2012. Chaque actionnaire papillon de Globex a transféré ses actions papillons à MIC et a reçu une action ordinaire de MIC pour chaque action papillon.

21. Capital émis (suite)

- (2) Les actions papillons de Globex sont devenues des actifs de MIC et ont ensuite été rachetées en échange d'un billet de rachat de Globex d'un montant en principal et d'une juste valeur marchande égale à celle des actions papillons de Globex.

Régime de protection des droits des actionnaires

Le 2 mai 2011, les actionnaires ont approuvé le régime de protection des droits des actionnaires ("le Régime"). Le Régime de 2011 remplace celui de 2008, lequel a pris fin le 19 mars 2011. Le nouveau régime sera en place pour une période de trois ans.

Le Régime de 2011 vise à accorder aux actionnaires et au conseil d'administration un délai suffisant pour considérer et évaluer toute offre publique d'achat non sollicitée des actions ordinaires de Globex; accordera au conseil d'administration un délai suffisant pour identifier, développer et négocier des alternatives de création de valeur; favorisera le traitement juste et équitable des actionnaires dans le cadre de toute offre publique d'achat pour des actions ordinaires de Globex; et, de façon générale, il empêchera toute personne d'acquérir la propriété ou le droit de vote de plus de 20 % des actions ordinaires de Globex au moment où le processus entrepris par le conseil d'administration est en cours.

Conformément aux dispositions du Régime de 2011, les droits ont été émis et rattachés à toutes les actions ordinaires en circulation. Aucun certificat de droits distinct ne sera émis tant que les droits ne pourront être exercés. Advenant qu'une personne acquiert des actions ordinaires en enfreignant les règles du Régime, chacun des droits détenus par un actionnaire, autre que l'acquéreur, les personnes qui lui sont affiliées, associées ou coassociées, lui permettra, au moment de l'exercice et du paiement du prix d'exercice, d'obtenir un droit de rachat sur les actions ordinaires de Globex d'une valeur marchande totale égale à deux fois le prix d'exercice des droits.

Le Régime de 2011 prévoit des offres autorisées qui doivent être faites à partir d'une circulaire d'offre public d'achat et qui, en plus de certaines conditions spécifiques, doivent porter sur l'ensemble des actions ordinaires en circulation, autres que les actions ordinaires détenues par l'acquéreur, les personnes qui lui sont affiliées, associées et coassociées. Ces offres doivent être soumises à l'approbation des actionnaires pour une période d'au moins 60 jours à compter de la date à laquelle elles sont faites.

Options d'achat d'actions

En vertu du Régime d'options d'achat d'actions de la Compagnie (le « régime »), les membres du conseil d'administration peuvent, de temps à autre, octroyer des options aux administrateurs, aux dirigeants, aux employés ainsi qu'aux fournisseurs de services de la Compagnie et de ses filiales. Les options d'achat d'actions octroyées en vertu du régime peuvent avoir une échéance jusqu'à dix ans, selon la décision du conseil d'administration à la date de l'octroi des options. Au 31 décembre 2012, 1 139 600 options sont disponibles pour des octrois futurs en plus des options d'achat d'actions déjà en circulation (319 600 le 31 décembre 2011).

21. Capital émis (suite)

Le tableau ci-dessous résume les transactions sur options selon les termes du régime pour les périodes pertinentes :

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	2 112 900	1,39 \$	2 713 500	0,94 \$
Exercées ⁽ⁱ⁾	(325 000)	0,33	(851 000)	0,32
Octroyées - Administrateurs et salariés	90 000	1,03	250 400	2,61
Octroyées - Non-salariés	50 000	1,39	-	-
Solde à la fin de l'exercice	1 927 900	1,55 \$	2 112 900	1,39 \$
Options pouvant être levées	1 837 900	1,57 \$	2 022 900	1,33 \$

(i) Le 8 mars 2012, 25 000 options ont été exercées au prix de 0,25 \$ par action. À cette date, le prix de clôture des actions de Globex était de 1,38 \$ par action.

Le 18 septembre 2012, le président et chef de la direction et administrateur de Globex, M. Jack Stoch, a exercé 75 000 options au prix de levée moyen pondéré de 0,34 \$ par action. À cette date, le prix de clôture des actions de Globex était de 1,09 \$ par action. À la même date, la vice-présidente directrice de Globex, Mme Dianne Stoch, a exercé 200 000 options au prix de levée de 0,34 \$.

Le 16 octobre 2012, 25 000 options ont été exercées au prix de 0,34 \$ par action. À cette date, le prix de clôture des actions de Globex était de 1,04 \$ par action.

Le tableau suivant résume les informations concernant les options d'achat d'actions en circulation et pouvant être levées en date du 31 décembre 2012 :

Échelle de prix	Nombre d'options en circulation	Nombre d'options en circulation et pouvant être levées	Durée de vie moyenne pondérée à courir (ans)	Prix de levée moyen pondéré
0,75 - 0,88 \$	510 000	510 000	2,73	0,79 \$
1,00 - 1,51	934 200	844 200	1,84	1,17
1,65 - 1,75	90 000	90 000	2,58	1,73
2,75 - 4,45	393 700	393 700	3,46	3,42
	1 927 900	1 837 900	2,56	1,57 \$

Rémunération et paiements à base d'actions

La Compagnie utilise la méthode basée sur la juste valeur pour comptabiliser les options d'achat d'actions consenties aux administrateurs, dirigeants, salariés et non-salariés. Par conséquent, la juste valeur des options à la date d'attribution est comptabilisée au résultat net de l'exercice et le crédit correspondant est comptabilisé aux réserves, durant la période d'acquisition des droits (laquelle varie d'une acquisition immédiate à trois ans). Lors de la levée de l'option, la valeur initialement attribuée aux réserves est transférée au capital-actions. La Compagnie a octroyé 50,000 options d'achat d'actions à un non-salarié et 90 000 options d'achat d'actions à des directeurs durant l'exercice se terminant le 31 décembre 2012 (250 400 options en 2011).

21. Capital émis (suite)

En avril 2012, le conseil d'administration a modifié le plan d'options d'achat d'actions de 2006 afin d'accroître le nombre d'actions, de 1 500 000 à 2 500 000, qui peuvent être émises en vertu de ces dispositions. L'amendement du plan a été approuvé par les actionnaires le 1er juin 2012 et le 19 juin 2012, la TSX a confirmé la réception des documents nécessaires pour l'approbation de la transaction. L'amendement a rendu 1 129 600 options disponibles aux fins d'attributions futures.

Au 31 décembre 2012, 1 139 600 options (31 décembre 2011 - 319 600) étaient disponibles aux fins d'attribution future en vertu de tous les régimes en plus des options d'achats d'actions ordinaires en circulation.

Conformément au Plan d'arrangement, tous les détenteurs d'options d'achats d'actions en circulation de Globex à la date de prise d'effet (29 décembre 2012) ont disposé de leurs options en contrepartie d'une nouvelle option d'achat d'actions de Globex et d'une option d'achat d'actions de MIC où le titulaire d'options a été qualifié (dirigeant, employé, consultant ou directeur) du plan d'options d'achat d'actions de MIC. Toutes les clauses, à l'exception du prix d'exercice, demeurent inchangées.

Les prix d'exercice modifiés reflètent le prix initial par action ajusté en fonction du prix moyen pondéré en fonction du volume des actions de MIC au cours des cinq premiers jours qui ont suivi l'inscription à la Bourse de croissance TSX (du 25 janvier 2013 au 31 janvier 2013) et du prix moyen pondéré des nouvelles actions ordinaires de Globex au cours de la même période. La proportion du prix d'exercice des nouvelles options d'achat d'actions de Globex est de 78,43 % du prix d'exercice initial ou de 1,22 \$ par action sur une base modifiée.

Globex utilise le modèle d'évaluation de Black-Scholes pour établir la juste valeur en utilisant les hypothèses pondérées suivantes :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Taux annuel des dividendes	néant	néant
Volatilité prévue	66,1 %	69,9 %
Taux d'intérêt sans risque	1,2 %	2,27 %
Durée estimative	5 ans	5 ans
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi	0,60 \$	1,57 \$

Au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, la dépense totale de la rémunération et paiements à base d'actions s'est élevée à 98 939 \$ et a été présentée distinctement à l'état du résultat net et du résultat global (355 694 \$ au 31 décembre 2011).

Régime d'unités d'actions à négociation restreinte

Le 11 avril 2012, le conseil d'administration a adopté un régime d'unités d'actions à négociation restreinte (le « régime d'UANR ») pour les dirigeants et employés clés de la Compagnie, sous réserve de l'approbation des autorités réglementaires. Le régime d'UANR est conçu dans le but d'attirer et de retenir les personnes qualifiées afin qu'elles deviennent des cadres et employés clés à l'emploi de la Compagnie et de ses filiales, mais aussi dans le but de favoriser l'alignement des intérêts des dirigeants et employés clés, d'une part, avec ceux des actionnaires de la Compagnie, d'autre part. Un maximum de 600 000 actions ordinaires peuvent être émises à partir de la trésorerie en vertu du régime d'UANR.

21. Capital émis (suite)

Dans le cadre du régime d'UANR, de temps à autre, le conseil d'administration peut, à sa seule discrétion, sur la recommandation du Comité de rémunération, et après consultation avec le chef de la direction de la Compagnie, accorder aux dirigeants et aux employés clés des UANR au lieu d'un boni ou d'autres arrangements similaires.

Le régime d'UANR a été approuvé par les actionnaires le 1er juin 2012 et subséquemment, le 19 juin 2012, la TSX a confirmé qu'elle avait inscrit et réservé 600 000 actions ordinaires de la Compagnie aux fins d'émission en vertu de ce régime.

Au cours de cette période, aucune action n'a été émise en vertu du régime d'UANR.

22. Information relatives aux parties liées

Opérations relatives aux parties liées - Duparquet Assets Ltd. - Coentreprise

Le 18 février 2010, une convention d'options a été signée entre les vendeurs, Globex et Géoconseils Jack Stoch Ltée (« GJSL »), (compagnie détenue par Jack Stoch, président, chef de la direction et administrateur de Globex) et Duparquet Assets Ltd. (« DAL ») et Xmet Inc. (« Xmet » et/ou « acquéreur »). L'accord porte sur la propriété Duquesne West Gold (20 titres miniers) située dans les cantons de Duparquet et de Destor, au Québec, détenue à 50 % par Globex et à 50 % par GJSL (acquise avant l'inscription en bourse de Globex en 1987). L'accord porte également sur la propriété faille Ottoman détenue à 100 % par GJSL (40 titres miniers). Le 17 décembre 2012 la convention d'options a été modifiée. Le 16 février 2010, DAL a conclu une entente de coentreprise avec GJSL et Globex. Les produits de la convention d'options sont ainsi partagés également entre les vendeurs.

Le 2 mars 2012, Globex et GJSL ont conclu une convention d'options d'achat d'actions (la « COAA ») en vertu de laquelle Xmet peut acheter la totalité des actions privilégiées et ordinaires émises et en circulation de DAL. La COAA fait l'objet de modifications le 14 mai 2012, le 8 août 2012 et le 17 décembre 2012. La COAA, version modifiée, prévoit deux scénarios selon lesquels Xmet peut acquérir la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de DAL :

- (a) en contrepartie d'un paiement en espèces de 9 M \$ payable au plus tard le 30 avril 2013; ou
- (b) en contrepartie d'un paiement en espèces de 6,5 M \$ payable au plus tard le 30 avril 2013, afin de procéder immédiatement à l'acquisition de 75 % des actions ordinaires et de 100 % des actions privilégiées émises et en circulation de DAL, et une option additionnelle pour procéder à l'acquisition des 25 % restants des actions ordinaires émises et en circulation de DAL, en vigueur pour une période de quatre ans, en contrepartie d'un versement de 2,5 M \$ au cours de la première année, de 2,6 M \$ au cours de la deuxième année, de 2,7 M \$ au cours de la troisième année et de 2,8 M \$ au cours de la quatrième année.

Dans les deux cas, Globex et GJSL conserveront l'actuelle redevance brute de métaux à taux variable de 2 % à 3 %, selon le cours de l'or au moment de la production, sur tous les métaux issus des propriétés. Dans l'éventualité où Xmet inc. ne remplirait les conditions d'aucun des deux scénarios ci-dessus, la convention d'option existante entre Globex, GJSL et Xmet relativement à ces titres miniers, datée du 18 février 2010, sera maintenue.

22. Information relatives aux parties liées (suite)

Les montants suivants sont inclus dans les états financiers consolidés en raison de la consolidation proportionnelle de DAL :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011	1er janvier 2011
Actifs			
Actifs non courants	2 892 \$	2 892 \$	2 892 \$
À recevoir de Entreprises minières Globex inc.	202 510	172 525	132 108
À recevoir de Géoconseils Jack Stoch Ltée	4 553	144 553	135 000
Passifs courants	63 332 \$	140 110 \$	80 730 \$
		31 décembre 2012	31 décembre 2011
Revenus		305 000 \$	50 000 \$
Impôts exigibles (recouvrement)		(58 237)	(8 485)

Après avoir comptabilisé les ajustements de consolidation, Globex avait une dette de 200 849 \$ (31 décembre 2011 – 30 865 \$; 1er janvier 2011 – 25 000 \$) envers Géoconseils Jack Stoch Ltée, correspondant à des revenus d'options reçus, mais non affectés par Globex à DAL.

Autres opérations relatives aux parties liées

Toutes ces opérations sont effectuées dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, c'est-à-dire le montant de la contrepartie qui a été établi et convenu par les parties apparentées et qui se rapproche de la valeur d'une opération équivalente conclue dans des conditions normales de concurrence.

Au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, la Compagnie a reçu des services de laboratoire et de test qui ont totalisé 3,173 \$ US (92 039 \$ US au 31 décembre 2011) de Drinkard Metalox Inc., une compagnie liée par sa participation dans Corporation de magnésium mondiale et par sa capacité d'exercer une influence par des accords de licence technologique .

Rémunération des dirigeants

Le tableau ci-dessous résume, pour les périodes respectives, la rémunération totale versée aux administrateurs et aux principaux dirigeants ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Compagnie (le personnel de direction comprend le président et chef de la direction, la vice-présidente directrice ainsi que le chef des finances, trésorier et secrétaire général) :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Dépense salariale		
Salaires et avantages sociaux	444 295 \$	457 253 \$
Juste valeur de la rémunération à base d'actions	-	243 288
	444 295 \$	700 541 \$

23. Renseignements complémentaires aux flux de trésorerie

Variation des éléments hors-caisse du fonds de roulement

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Débiteurs	(575 782) \$	(112 901) \$
Crédits d'impôts et impôts miniers remboursables	81 794	184 551
Frais payés d'avance et dépôts	27 792	(55 118)
Créditeurs et charges à payer	357 778	104 436
	(108 418) \$	120 968 \$

Activités d'investissement et de financement hors-caisse

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Transfert des réserves au capital émis suite à l'exercice d'options d'achats d'actions	99 250 \$	75 376 \$
Émission d'actions pour l'acquisition de propriétés minières	-	500 000
Crédits d'impôts et impôts miniers remboursables	-	23 655

Voir la note 21, Plan d'arrangement, transfert des actifs et opérations de restructuration du capital pour plus de détails concernant les opérations autres qu'en espèces, notamment :

- l'émission des actions papillons de Globex;
- la conversion des actions papillons de Globex en billets de rachat de Globex;
- l'émission d'actions de rachat de MIC;
- la conversion d'actions de rachat en billets de rachat de MIC;
- la compensation du billet de rachat de Globex et du billet de rachat de MIC.

24. Instruments financiers

Gestion des risques du capital

La Compagnie gère ses actions ordinaires, options d'achat d'actions et son déficit en tant que capital. Les objectifs de la Compagnie en matière de gestion du capital sont de préserver la capacité de la Compagnie à poursuivre son exploitation et à poursuivre la mise en valeur de projets, de propriétés ou le développement de propriétés au profit de toutes les parties prenantes. En tant que compagnie canadienne d'exploration, ses principales sources de fonds se composent de a) revenus d'options sur les propriétés, b) de produits tirés de redevances sur métaux, c) de revenus de placements, d) de produits d'émission d'actions ordinaires et accréditives et e) d'autres éléments du fonds de roulement.

La Compagnie gère la structure de son capital et la modifie en tenant compte de l'évolution de la conjoncture économique et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Dans le but de maintenir ou de modifier sa structure du capital, la Compagnie émet des actions, conclut des ententes de copropriétés ou vend des propriétés.

En matière de placement, la Compagnie a pour politique d'investir ses liquidités dans des placements à court terme à faible risque portant intérêt, qui sont très liquides et qu'elle choisit en fonction du calendrier de dépenses prévues.

24. Instruments financiers (suite)

Afin de faciliter la gestion de ses besoins en capitaux, la Compagnie établit des budgets annuels de dépenses qui sont mis à jour au besoin. Les budgets annuels ainsi que les mises à jour sont approuvés par le conseil d'administration. À des fins de gestion du capital, la Compagnie a développé deux objectifs comme suit :

- maintenir la trésorerie et les équivalents de trésorerie, la trésorerie réservée pour l'exploration pour dépenses d'exploration liées aux actions accréditives et débiteurs, qui sont égaux ou supérieurs aux dépenses d'exploration engagées;
- maintenir les investissements en capitaux propres et instruments de dettes ayant une juste valeur marchande combinée supérieure à douze mois des dépenses d'opération et d'administration prévues.

La Compagnie pourrait avoir besoin de ressources en capital supplémentaires pour compléter ou poursuivre ses plans d'exploration et de développement pour les douze prochains mois.

La Compagnie n'est assujettie à aucune exigence externe en matière de gestion du capital. La stratégie globale de la Compagnie demeure inchangée par rapport à 2011.

Les justes valeurs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, de la trésorerie réservée pour l'exploration, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les placements en titres de capitaux propres ont été ajustés pour refléter la juste valeur marchande, à la fin de la période, en fonction des taux du

Objectifs de gestion des risques financiers

Les instruments financiers de la Compagnie sont exposés à certains risques financiers, y compris le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt.

(a) Risque de crédit

Au 31 décembre 2012, la Compagnie dispose de trésorerie et d'équivalents de trésorerie ainsi que de trésorerie réservée pour l'exploration qui s'élèvent à 4 896 981 \$ (2 985 873 \$ en 2011). Ces fonds sont soumis à une combinaison de la garantie maximale de 100 000 \$ par établissement individuel tel que prévu par la Société d'assurance-dépôts du Canada (« SADC »), une société d'État fédérale, en plus d'une garantie de 1 000 000 \$ fournie par les Fonds Canadiens de protection des épargnants (« FCPE »).

La Compagnie ne croit pas être exposée à une concentration importante de risque de crédit. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus dans de grandes institutions financières.

L'exposition maximale au risque de crédit s'établit comme suit :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011	1er janvier 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	521 496 \$	2 074 901 \$	352 863 \$
Trésorerie réservée à l'exploration	4 375 485	910 972	1 969 672
Placements	637 267	2 202 066	2 870 071
Débiteurs ⁽ⁱ⁾	1 062 587	486 805	373 904
Crédit d'impôts et impôts miniers remboursables	-	81 794	242 690
	6 596 835 \$	5 756 538 \$	5 809 200 \$

24. Instruments financiers (suite)

- (i) Les débiteurs de 1 062 587 \$ (31 décembre 2011 - 486 805 \$; 1er janvier 2011 – 373 904 \$) se composent de comptes clients de 229 363 \$ (31 décembre 2011 - 50 622 \$; 1er janvier 2011 – 276 499 \$), de 484 204 \$ à recevoir de MIC (31 décembre 2011 – néant; 1er janvier 2011 - néant) et d'impôts recouvrables de 349 020 \$ (31 décembre 2011 - 405 318 \$; 1er janvier 2011 – 94 405 \$). Les créances commerciales sont garanties par les ententes de propriété.

(b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Compagnie ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières au moment où celles-ci deviennent exigibles. La Compagnie gère le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés. La Compagnie finance ses activités d'exploration et d'exploitation minière au moyen d'actions accréditatives, de ses flux de trésorerie d'exploitation et de ses réserves de liquidités.

Le conseil d'administration révisé et approuve les budgets d'exploitation et d'investissement de la Compagnie ainsi que toutes les opérations importantes menées hors du cours normal des affaires.

Les échéances contractuelles des passifs financiers sont toutes en deçà d'un an.

(c) Risque du marché des actions

Le risque du marché des actions s'entend de l'effet potentiel que peuvent avoir les variations des cours des titres individuels ou les variations générales du marché sur le résultat de la Compagnie. La Compagnie surveille de près les tendances générales sur les marchés des actions et les variations des titres individuels, et détermine les mesures appropriées à prendre dans les circonstances.

La Compagnie détient des placements pour un montant de 637,267 \$ (2 202 066 \$ au 31 décembre 2011) dans diverses entreprises titulaires d'options ainsi que dans des institutions financières canadiennes, assujettis aux fluctuations de la juste valeur découlant des changements dans le secteur minier canadien et dans les marchés des actions. Selon le solde en cours au 31 décembre 2012, une augmentation ou une diminution de 10 % aurait un effet d'environ 63 000 \$ (220 000 \$ en 2011) sur le résultat net.

(d) Évaluations à la juste valeur comptabilisées dans l'état de la situation financière

Le tableau suivant fournit une analyse des instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur subséquemment à l'évaluation initiale. Les instruments financiers sont regroupés en niveaux de 1 à 3 selon le degré dans lequel la juste valeur est observable.

- Niveau 1 : évaluation à la juste valeur fondée sur les prix cotés (non rajustés) dans des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : évaluation à la juste valeur fondée sur des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- Niveau 3 : évaluation à la juste valeur fondée sur des techniques d'évaluation incluant une part importante de données relatives à l'actif ou au passif et qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

24. Instruments financiers (suite)

31 décembre 2012	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs financiers à la juste valeur
Actifs financiers				
Placements en titre de capitaux propres	434 767 \$	202 500 \$	- \$	637 267 \$
Bons de réhabilitation	-	119 256	-	119 256
Total des actifs financiers	434 767 \$	321 756 \$	- \$	756 523 \$

Il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours de l'exercice.

31 décembre 2011	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs financiers à la juste valeur
Actifs financiers				
Placements en titre de capitaux propres	514 566 \$	1 687 500 \$	- \$	2 202 066 \$
Bons de réhabilitation	-	121 680	-	121 680
Total des actifs financiers	514 566 \$	1 809 180 \$	- \$	2 323 746 \$

Il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours de l'exercice.

1er janvier 2011	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs financiers à la juste valeur
Actifs financiers				
Placements en titre de capitaux propres	2 070 506 \$	799 565 \$	- \$	2 870 071 \$
Bons de réhabilitation	-	118 990	-	118 990
Total des actifs financiers	2 070 506 \$	918 555 \$	- \$	2 989 061 \$

Il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours de l'exercice.

25. Engagements et éventualités

À l'exception de ses engagements convenus dans le cours normal de ses activités, c'est-à-dire d'engager des dépenses d'exploration admissibles pour répondre aux obligations liées à ses actions accréditives, tel que décrit dans la note 8, la Compagnie n'a aucun autre engagement. En ce moment, la direction croit pouvoir respecter ses engagements et aucune provision supplémentaire n'est nécessaire.

26. Événements postérieurs

Le 22 janvier 2012, Mines indépendantes Chibougamau inc. a déposé un formulaire 2B de demande d'inscription à la TSXV; l'inscription a été acceptée et les actions de la Compagnie ont commencé à être transigées à la TSXV le 25 janvier 2013 sous le symbole CBG.

Annexe A - Propriétés minières et dépenses d'exploration reportées

Canton		2011			2012			
		Solde au 1er janvier 2011	Additions	Dispositions, dépréciations et recouvrements	Solde au 31 décembre 2011	Additions	Dispositions, dépréciations et recouvrements	Solde au 31 décembre 2012
Nouvelle Écosse								
Autres propriétés	Propriété minière	42 356 \$	10 689 \$	(22 631) \$	30 414 \$	- \$	(11 557) \$	18 857 \$
	Frais d'exploration	160 825	132 138	(33 950)	259 013	15 054	(149 177)	124 890
Ontario								
Deloro	Propriété minière	25 424	21 500	-	46 924	-	-	46 924
	Frais d'exploration	2 770 540	1 221 737	-	3 992 277	1 080 672	-	5 072 949
Autres propriétés	Propriété minière	15 247	-	-	15 247	-	(14 400)	847
	Frais d'exploration	14 364	15 414	(7 900)	21 878	8 744	(8 521)	22 101
	Propriété minière	40 671	21 500	-	62 171	-	(14 400)	47 771
	Frais d'exploration	2 784 904	1 237 151	(7 900)	4 014 155	1 089 416	(8 521)	5 095 050
Québec								
Atwater	Propriété minière	156	-	-	156	34 963	-	35 119
	Frais d'exploration	611 495	439 327	-	1 050 822	425 751	-	1 476 573
Beauchastel & Rouyn	Propriété minière	17 938	970	(75)	18 833	246	(490)	18 589
	Frais d'exploration	588 685	41 681	(242)	630 124	17 196	(18 723)	628 597
Cadillac	Propriété minière	2 693 678	-	-	2 693 678	-	-	2 693 678
	Frais d'exploration	1 758 429	217 666	(8 339)	1 967 756	329 021	-	2 296 777
Chibougamau	Propriété minière	63 232	-	-	63 232	(3 131)	(60 101)	-
	Frais d'exploration	44 398	-	-	44 398	221 615	(266 013)	-
Destor & Poularies	Propriété minière	1 544	-	-	1 544	-	-	1 544
	Frais d'exploration	1 413 783	213 953	-	1 627 736	156 468	(24 127)	1 760 077
Dufresnoy, Vauze	Propriété minière	572	400	-	972	-	-	972
	Frais d'exploration	404 205	2 634	-	406 839	54	(406 893)	-
Louvicourt	Propriété minière	-	-	-	-	-	-	-
	Frais d'exploration	-	68 586	-	68 586	92 988	-	161 574
Malartic	Propriété minière	192	-	-	192	-	-	192
	Frais d'exploration	446 242	2 192	-	448 434	5 491	-	453 925
Poirier & Joutel	Propriété minière	2 208	2 000	-	4 208	-	(2 208)	2 000
	Frais d'exploration	221 212	34 165	(31 075)	224 302	2 124	-	226 426
Tavernier	Propriété minière	4 115	-	-	4 115	-	-	4 115
	Frais d'exploration	260 385	235 012	-	495 397	157 054	-	652 451
Tiblemont	Propriété minière	2 775	-	-	2 775	11 731	(104)	14 402
	Frais d'exploration	251 430	12 199	(5 274)	258 355	3 516	-	261 871
Tonnanccour	Propriété minière	3 042	-	-	3 042	2 704	-	5 746
	Frais d'exploration	427 930	509 312	-	937 242	97 988	-	1 035 230
Baie Ungava	Propriété minière	-	-	-	-	-	-	-
	Frais d'exploration	-	1 146	(1 146)	-	148 951	-	148 951
Autres propriétés	Propriété minière	34 557	692 888	(563 262)	164 183	90 331	(51 568)	202 946
	Frais d'exploration	434 070	727 425	(374 038)	787 457	275 146	(416 264)	646 339
Moins : crédits d'impôts du Québec remboursables								
	Frais d'exploration	(1 443 307)	-	-	(1 443 307)	-	-	(1 443 307)
	Propriété minière	2 824 009	696 258	(563 337)	2 956 930	136 844	(114 471)	2 979 303
	Frais d'exploration	5 418 957	2 505 298	(420 114)	7 504 141	1 933 363	(1 132 020)	8 305 484
Autres régions								
	Propriété minière	-	-	-	-	-	-	-
	Frais d'exploration	17 541	129 678	(17 044)	130 175	20 412	(11 492)	139 095
Total propriétés minières		2 907 036 \$	728 447 \$	(585 968) \$	3 049 515 \$	136 844 \$	(140 428) \$	3 045 931 \$
Total frais d'exploration		8 382 227 \$	4 004 265 \$	(479 008) \$	11 907 484 \$	3 058 245 \$	(1 301 210) \$	13 664 519 \$

RENSEIGNEMENTS SUR LA COMPAGNIE

Conseil d'administration

Jack Stoch
Administrateur
Toronto, Ontario Canada

Dianne Stoch
Administratrice
Toronto, Ontario Canada

Administrateurs indépendants

Ian Atkinson ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾
Administrateur
Toronto, Ontario Canada

Chris Bryan ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾
Administrateur
Cambridge, Ontario Canada

Joel D. Schneyer ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾
Administrateur
Parker, Colorado États-Unis

⁽¹⁾ Membre du comité de vérification

⁽²⁾ Membre du comité de la gouvernance d'entreprise

⁽³⁾ Membre du comité de la rémunération

Inscriptions en bourse

Canada - Symbole : **GMX**
Bourse de Toronto

Allemagne - Symbole : **G1M**
Bourse de Francfort
Bourse de Berlin
Bourse de Munich
Bourse de Stuttgart
Bourse de Xetra

États Unis - Symbole : **GLBXF**
« OTCQX – International »

SEC - Règlement 12g3 - 2(b)
Émetteur privé étranger

Numéro CUSIP 379900 10 3

Dirigeants

Jack Stoch
Président et chef de la direction

James Wilson
Chef des finances, trésorier et secrétaire générale

Dianne Stoch
Vice présidente directrice

Auditeurs

Deloitte s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés
Rouyn-Noranda, Québec Canada

Conseillers juridiques

Heenan Blaikie SRL
Montréal, Québec Canada

Agent des transferts et agent comptable des registres

Société de fiducie Computershare du Canada
Montréal, Québec Canada

Siège social

Entreprises minières Globex inc.
86, 14^e Rue
Rouyn-Noranda, Québec
J9X 2J1 Canada
Téléphone : 819.797.5242
Télécopieur : 819.797.1470
info@globexmining.com
www.globexmining.com

Assemblée annuelle des actionnaires

Le 17 juin 2013, à 9 h 30
Les bureaux de la Compagnie
86, 14^e Rue
Rouyn-Noranda, Québec Canada